

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTE DE DROIT

DES CONVENTIONS

CONCLUES

ENTRE LA FRANCE ET DIVERSES AUTRES PUISSANCES

RELATIVEMENT

A LA DÉVOLUTION DES SUCCESSIONS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 6 novembre 1911, à 3 heures 1/2

PAR

Robert MORIEZ

Président : M. WEISS, professeur.

*Suffragants : { MM. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur.
JÈZE, professeur*

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin, 11

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTE DE DROIT

DES CONVENTIONS

CONCLUES

ENTRE LA FRANCE ET DIVERSES AUTRES PUISSANCES

RELATIVEMENT

A LA DÉVOLUTION DES SUCCESSIONS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 6 novembre 1911, à 3 heures 1/2

PAR

Robert MORIEZ

Président : M. WEISS, professeur.

*Suffragants : { MM. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur.
JÈZE, professeur*



PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin, 11

1911

DES CONVENTIONS

CONCLUES

ENTRE LA FRANCE ET DIVERSES AUTRES PUISSANCES

RELATIVEMENT

A LA DÉVOLUTION DES SUCCESSIONS

INTRODUCTION

Un étranger meurt en France ou, décédé à l'étranger, laisse des biens en France : quelle loi va régler la dévolution de sa succession, déterminer le choix de ses héritiers et leurs droits respectifs ?

La loi française va-t-elle céder le pas à la loi nationale du *de cuius*, ou à la loi de son domicile ? Une seule et même loi réglera-t-elle la dévolution des divers éléments composant la succession ? Et au cas où une loi étrangère disposerait d'une part de la succession située sur son territoire, la loi française ne tentera-t-elle pas de rétablir l'égalité du partage, au profit de certains héritiers, par des prélèvements sur la partie de succession soumise à son autorité ?

Telles sont les principales questions de principe que soulève ce problème de droit international privé, dont on a vu l'intérêt pratique s'accroître au cours du dernier siècle, en même temps que les communications devenaient plus faciles, et les relations internationales plus fréquentes.

Le développement du commerce mondial, l'attrait exercé par notre pays sur les étrangers, l'intérêt qu'il y a pour notre nation à favoriser ce mouvement, en même temps que les idées toujours plus libérales défendues par nos jurisconsultes, contribuent à transformer peu à peu les principes étroits, qui dominaient cette matière, et inspiraient nos législateurs et en général notre jurisprudence.

A l'époque où les peuples ne se rencontraient que sur les champs de bataille, tout étranger était un ennemi ; aucun droit ne lui était accordé, si ce n'est à titre de simple tolérance, et à sa mort ses biens étaient confisqués par le prince, qui se les attribuait par droit d'aubaine.

Ce système rigoureux était d'ailleurs largement atténué par de nombreux traités, que l'on concluait avec les nations vaincues, pour les dédommager du protectorat qu'on leur imposait, ou payer le traité d'alliance qu'on leur demandait.

C'est l'époque où les traités diplomatiques ont la plus grosse part dans ce règlement des successions d'étrangers.

Plus tard au contraire certains droits civils sont accordés à tous les étrangers quels qu'ils soient, l'État imposant sa loi à la dévolution de leur succession, ou restreignant cette application aux biens immobiliers situés sur son territoire, et abandonnant à la loi de l'étranger sa succession mobilière, sans importance à ses yeux, et les immeubles étrangers sur lesquels il n'a aucune prise.

Peu à peu, sous l'influence d'idées plus libérales, et d'intérêts nouveaux, le principe est renversé, l'exception devient la règle, et c'est la loi du *de cujus* étranger, loi du domicile, ou loi de sa patrie, que l'on applique à sa succession.

Mais avec certaines atténuations encore : l'État, dans un intérêt d'ordre public, se refuse à laisser la loi étrangère disposer des immeubles qui sont sur notre territoire, et corrige le partage selon cette loi par des prélèvements compensateurs, au profit des nationaux, sur les biens situés en France.

Mais ce n'est pas encore là le terme final de cette évolution, et l'on peut espérer que le libéralisme et la logique remporteront une victoire définitive, en abandonnant complètement le règlement de la dévolution des successions à la loi personnelle du défunt, à sa loi nationale, quelles que soient la constitution et la situation de son patrimoine.

C'est ce développement historique des principes directeurs que nous nous proposons d'étudier dans

un exposé sommaire des solutions successives adoptées dans nos lois, et des interprétations diverses qu'en ont données notre jurisprudence et notre doctrine, en nous attachant tout spécialement aux exceptions apportées à ces divers systèmes par les conventions conclues par la France avec diverses autres nations.

A côté des dispositions législatives que chaque État promulgue sur son territoire dans la plénitude de sa souveraineté, il y a lieu d'envisager aussi ce que l'on peut appeler les solutions contractuelles du problème, c'est-à-dire les exceptions que l'État lui-même apporte à ses lois par les traités qu'il passe avec d'autres nations. Lors de la signature de ces conventions, d'autres intérêts sont en jeu, d'autres principes dirigent les États contractants, et, si certains traités se bornent à confirmer le système établi par notre législation ou notre jurisprudence, d'autres au contraire, en petit nombre malheureusement, empreints d'un esprit plus libéral, accordent aux sujets de l'État contractant certaines prérogatives, qu'ils assurent par réciprocité à nos nationaux.

Celles-là parmi les conventions envisagées nous intéresseront particulièrement.

Enfin nous terminerons cette étude, en examinant la tentative qui a été faite par de nombreux États, pour arriver à adopter un système uniforme pour régler la dévolution des biens laissés par un citoyen

de l'un des États contractants sur le territoire de l'un ou plusieurs des autres États. (Conférence de La Haye.)

Le système qui a été proposé est en tous points conforme à celui que préconise la presque unanimité de la doctrine, et son adoption définitive constitue le terme final de l'évolution dont nous nous proposons de suivre les étapes.

CHAPITRE PREMIER

Système de droit commun

Comment les conflits de lois en matière de succession *ab intestat* ont-ils été résolus par les diverses législations qui se sont succédé en France ?

Telle est la question que nous nous proposons d'examiner préalablement, sans pouvoir lui donner le large développement qu'elle comporte, et qui sortirait du cadre de cette étude.

Il nous serait néanmoins difficile de rechercher les systèmes particuliers, adoptés par les différents traités que nous étudierons, sans exposer la solution générale admise par notre jurisprudence, à défaut de textes précis, et les principes qui l'ont inspirée.

Et pour retrouver ces principes nous sommes obligés de rechercher leur source dans notre ancien droit, chez nos jurisconsultes des *xvi^e* et *xvii^e* siècles, qui les ont créés et appliqués.

Nous allons donc indiquer sommairement les solutions successivement adoptées, et les principes qui ont dominé la matière : en droit romain, dans notre

ancien droit, dans le droit révolutionnaire, et sous l'empire du Code civil.

Nous terminerons par quelques notes fort brèves sur la solution donnée au problème envisagé, par quelques législations étrangères. L'étude des traités ne pourra que gagner à être éclairée ainsi par la connaissance, même sommaire, des législations respectives des États contractants.

SECTION I

Droit Romain

Brèves seront nos observations sur la solution du problème en droit romain.

La difficulté des communications enlevait à la question presque toute son importance pratique, et d'ailleurs l'absence presque complète de nations, ayant une civilisation égale ou seulement comparable à celle de l'empire romain, supprimait les conflits de lois.

Les Pérégrins ne pouvaient jouir des droits réservés aux citoyens romains, des règles du *Jus civile* (1), seuls les droits dont l'ensemble constituait le *Jus gentium*, leur étaient accordés ; parmi ces droits figurait le droit d'acquérir et de transmettre par succession.

1. L. 1. C. De Hered. instit. ; L. 6, § 2, eod. ; Ulp. tit. 17, § 1, Tit. 22, § 2.

Quelle loi régissait cette dévolution successorale : ce ne pouvait être la loi romaine puisque les règles du *Jus civile* étaient jalousement réservées aux citoyens ; la loi nationale du *de cujus* étranger paraît donc avoir régie le partage de sa succession. (Cicéron, *im Verrem*, 2°, chap. XXII, et *Epist. ad. famil.*, XIII, 30).

La question perdit d'ailleurs tout intérêt lorsqu'elle cessa de se présenter : Caracalla, en accordant à tous les habitants de l'empire le droit de cité romaine, réalisa presque complètement une unité de législation qui ne s'est jamais représentée depuis lors. L'empire étendait sa domination sur tout le monde alors connu ; la qualité d'étranger était supprimée, et seuls les rares barbares qui commençaient à apparaître sur les frontières lointaines du Nord ou de l'Orient, auraient pu revendiquer ce titre : mais c'étaient des ennemis, et aucun droit ne leur était reconnu.

SECTION II

Ancien Droit

Dans notre ancienne France féodale, et surtout aux *xvi^e* et *xvii^e* siècles, les conflits de lois successorales se multiplièrent, conflits entre nos lois civiles, et celles des nations étrangères, et surtout conflits en-

tre les coutumes de nos différentes provinces. Nos jurisconsultes y trouvèrent une matière toute neuve, où exercer leur sagacité et leur esprit juridique, et ils créèrent pour la solution de ces conflits des principes et des théories, qui pèsent encore sur notre législation, qui continuent à diriger et inspirer notre jurisprudence, empêchant l'une et l'autre d'accepter des idées plus larges et plus modernes, et d'accomplir les progrès réalisés déjà chez quelques nations plus neuves.

Les principes d'autoritarisme absolu et les idées féodales, l'importance politique attachée au système successoral, à la possession et à la transmission de la terre, expliquent les solutions adoptées et les principes admis.

Examinons ces solutions : nous tâcherons ensuite d'en déduire les principes.

Avant de rechercher quelle est la loi applicable aux successions, nous devons envisager comment se pose le problème : quelle est la condition des étrangers au point de vue successoral.

Anciennement l'étranger ou aubain n'est qu'un ennemi, dont la présence est tolérée, et aucun droit ne lui est reconnu : à sa mort tous ses biens sont confisqués par le roi ou le seigneur haut justicier, qui s'en empare par droit d'aubaine.

Parce que c'est une règle d'ordre public que les biens du royaume ne doivent pas passer à l'étranger,

les étrangers ne peuvent ni transmettre ni recevoir par succession ; ils ne succèdent à personne, et personne ne leur succède (1).

Le roi lui-même n'est pas un héritier, et il ne s'empare de la succession de l'étranger par droit d'aubaine, que parce qu'il est « le maître des biens où personne ne peut avoir droit (2) ».

Cette impossibilité de succéder qui atteint les étrangers est donc bien plus une indisponibilité des biens leur appartenant, qu'une incapacité comparable à celle qui atteint les condamnés et les religieux profès : si bien que l'héritier qui devient étranger après l'ouverture de la succession, mais avant l'adition de l'hérédité, perd tous ses droits à cette succession, qui tombe en déshérence.

Telle est en principe la situation rigoureuse des étrangers ; mais nous allons voir comment peu à peu des exceptions sont admises, toujours plus nombreuses, de telle sorte qu'à la veille de la Révolution il ne restait presque rien de ce système draconien de confiscation. (Rapport de Roederer au Conseil d'État, 24 thermidor an IX. Locré, *Législ.*, t. II, p. 117-122.)

On admet d'abord que les étrangers peuvent avoir

1. Domat, *Les Lois civiles*, 2^e p., préf., n^o 13 ; t. I, S. 2. Des héritiers en général, art. 9 ; t. I, S. 4, Des hér. en gén., art. 13 ; Des testaments, t. I, S. 2, art. 12-20.

2. Domat, *Lois civiles*, t. I, S. 3, Des hér. en gén., art. 2 ; De la Puissance, t. II, S. 2, art. 32.

comme héritiers leurs enfants nés en France : leurs enfants régnicoles n'emporteront pas au loin, au moins immédiatement, les biens qu'ils recueillent, et l'idée de protection nationale qui domine la matière n'a plus de raison d'être (1).

De même les étrangers qui obtiennent le bénéfice de lettres de naturalité, peuvent succéder à leurs parents dans le royaume, parce que l'effet de ces lettres de naturalité est « de leur donner les droits de ceux qui sont nés sujets du prince qui leur fait cette grâce ». (Domat, t. I, S. 2. *Des hér. en gén.*, art. 18.)

Et parfois même, en reconnaissance envers une ville, une province, ou un pays étranger qui a rendu des services au royaume, ce droit de naturalité est accordé par le prince à tout l'ensemble de sa population (Domat, t. VI, S. 4, *Domaine*, art. 2).

Telle est la première série d'exceptions apportées, dans un intérêt politique, au rigoureux système que nous venons d'exposer.

Mais d'autres exemptions plus nombreuses, plus larges et plus libérales vont apporter une dérogation plus importante, au profit principalement des étrangers qui fréquentent nos foires.

Domat (*Lois civiles*), dans un chapitre dont le titre pittoresque (Des moyens de faire abonder toutes

1. Pothier, *Des Personnes*, p. 1, t. II, S. 2; *Des Successions*, chap. 1^{er}, S. 1, § 1^{er}.

choses en un État) est un aveu du but utilitaire poursuivi, nous indique incidemment que des ordonnances royales de mars 1462, 1569 et mars 1583, permirent aux marchands étrangers qui fréquentaient les foires de Lyon, de tester, et à leurs héritiers légitimes de leur succéder *ab intestat*.

Une semblable exemption est établie par les ordonnances royales pour attirer dans le royaume, non seulement l'étranger qui vient y faire commerce, mais aussi l'étudiant qui retournera chez lui imprégné de nos idées, de notre culture, et répandra notre influence au dehors, le soldat ou le marin qui vient mettre sa vie, son énergie et sa science militaire au service de notre pays, les ouvriers de certaines manufactures qui importent chez nous des arts nouveaux.

Elle est aussi accordée d'une manière générale aux étrangers qui viennent dans certaines villes ou provinces très commerçantes, illustres par leurs foires ou leurs universités : Toulouse, Marseille, Lyon, Bordeaux, Metz, Dunkerque, le Languedoc et l'Artois. (Merlin, v° *Aubaine*, n° 6.)

Enfin une troisième série d'exceptions, la plus importante, comprend les nombreux traités conclus avec des puissances étrangères, particulièrement par Louis XV et Louis XVI, abolissant le droit régalien d'aubaine, et ne maintenant qu'un simple droit de détraction. Les étrangers des pays bénéficiant d'un pareil traité peuvent transmettre leur succession en

France à leurs compatriotes, mais si ces derniers veulent transporter hors de France le produit des successions qu'ils ont ainsi recueillies, ils doivent payer au prince un droit égal au sixième de la succession : le droit de détraction.

Nous y trouvons un nouvel effet de cette idée qui a dominé la matière, que les biens ne doivent pas sortir du royaume : après avoir empêché cet exode par une confiscation pure et simple, on se contente d'y apporter un obstacle sérieux par la perception d'un droit important.

Mais si large, si libérale que paraisse cette abolition du droit d'aubaine par les traités, elle laisse en général subsister une grave incapacité : les étrangers ne peuvent pas succéder en France à un Français. Aucune des raisons utilitaires qui ont inspiré les exceptions précédentes n'aurait semblé assez forte pour justifier la transmission des biens français en des mains étrangères.

Une seule nation, l'Angleterre, profitait d'une aussi large exemption, parce qu'elle l'avait obtenue spécialement par des lettres patentes du 18 janvier 1787 (1).

Néanmoins la dérogation apportée au droit d'aubaine par les traités est certainement la plus impor-

1. Cassation, 2 prairial an IX, 6 avril 1819 et 23 décembre 1829. S. P. Chr.

tante, tant par son étendue que par son caractère : ces traités constituent en droit international privé les premières solutions contractuelles de conflits de lois. Les nations libres et conscientes de leurs droits traitent entre elles sur le pied d'égalité, et obtiennent l'une de l'autre pour leurs nationaux un traitement de faveur que chacune d'elles assure aux sujets de l'autre nation.

Les traités diplomatiques introduisent ainsi en cette matière de succession quelques principes libéraux : les conventions impliquent forcément des concessions réciproques et les États contractants sont obligés d'abandonner peu à peu les principes égoïstes et utilitaires qui inspiraient leurs législations.

C'est cette considération qui nous fait accorder aux traités diplomatiques une attention spéciale au cours de cet exposé ; puisque aussi bien leur rôle est considérable dans le développement historique de cette matière, et que d'ailleurs ce sont les traités aujourd'hui en vigueur qui font l'objet principal de notre étude.

Nous donnons à la fin de cette étude une énumération aussi complète qu'il nous a été possible de la faire des traités abolitifs du droit d'aubaine, conclus par la France avec d'autres nations jusqu'à la veille de la Révolution.

Après avoir ainsi déterminé la capacité successorale des étrangers dans notre ancien droit, recher-

ché s'ils peuvent transmettre et recevoir par succession, il nous reste à exposer, ce qui constitue l'objet direct de notre étude, quelle loi est applicable à la transmission des biens des étrangers par succession : loi personnelle ou loi de la situation des biens ?

Une distinction s'impose dès le début, parce qu'elle a toujours été faite et persiste encore de nos jours, la succession immobilière et la succession mobilière sont dévolues suivant des lois différentes.

1° *Succession immobilière.*

A chaque bien immobilier dépendant de la succession est appliquée la loi ou la coutume de sa situation, ce qui crée autant de successions particulières que d'immeubles situés dans des pays ayant des lois ou coutumes différentes : *Quot sunt bona, diversis, territoriis, obnoxia, tot sunt patrimonia.*

C'est donc toujours la loi de la situation de l'immeuble qui règle sa transmission par succession : ou, pour employer les termes usités, la succession immobilière dépend du statut réel.

Il y a à cette règle une raison d'ordre politique : dans la société féodale, où toute la hiérarchie sociale est étroitement liée à la possession de la terre, du fief, la transmission des biens immobiliers ne peut pas subir l'influence d'une loi étrangère, ni même de la coutume d'une province voisine. Dans une pa-

reille société, les lois successorales contiennent quelque chose de plus que la volonté présumée du défunt, elles sont une dépendance directe des lois constitutionnelles : ce sont elles qui attribuent dans chaque famille lors du partage des successions, la possession du fief à celui qui pourra remplir les devoirs sociaux et militaires qu'impose cette possession. Les lois successorales sont le régulateur et le soutien de l'organisation de la famille, et par là aussi de l'organisation de l'État.

Elles doivent donc s'appliquer sans exception à tous les biens-fonds qui sont situés dans le territoire soumis à leur autorité.

2° *Succession mobilière.*

Bien différente est la situation de la succession mobilière. Le faible développement de la fortune mobilière enlève tout intérêt pratique à la question de sa transmission : sans importance, ni politique ni même économique aux yeux de la loi, elle n'est pas soumise forcément au statut réel, puisque les raisons qui y soumettent les biens-fonds n'ont pas lieu de s'appliquer aux meubles. Dans les débuts la réalité des coutumes étant la règle, et la succession immobilière étant soumise au statut réel, on ne fit aucune difficulté à y soumettre également les biens mobiliers : leur dévolution était réglée par la loi de leur situation.

Mais on ne tarda pas à s'apercevoir des inconvénients multiples que présentait cette solution : les meubles n'ont pas de situation fixe, et il est assez difficile de déterminer la *Lex rei sitæ* ; ce système entraîna d'autre part la division de la succession en une foule de petites successions partielles, dont quelques-unes ne comprenaient souvent que quelques biens mobiliers sans importance.

Cet inconvénient, assez grave d'ailleurs, du morcellement des successions, militerait aussi contre l'application de la *Lex rei sitæ* aux immeubles ; mais il faut reconnaître que pour les biens-fonds l'inconvénient est moindre, car les successions partielles auront toujours une certaine importance ; et d'ailleurs les raisons qui exigent l'application de la loi territoriale, et que nous venons d'exposer ci-dessus, avaient une importance politique telle que l'on ne pouvait songer à repousser cette application dans un but de simple commodité pratique.

Pour les meubles au contraire on n'avait ni les mêmes raisons, ni les mêmes scrupules : et bien vite on leur appliqua, non plus la loi de leur situation réelle, mais la loi de leur situation fictive, du dernier domicile du défunt.

Cette solution fut universellement admise, comme résultat pratique, mais l'accord ne put se faire dans la doctrine sur la théorie juridique d'un pareil système.

Pour les uns, et c'était l'opinion de Dumoulin (*Cout. de Senlis*, art. 140 ; *Cout. de Montreuil*, art. 9), le statut réel doit régir toute la succession ; c'est donc par une pure fiction que l'on applique aux meubles la loi du domicile : les meubles n'ayant aucune situation fixe, il a bien fallu leur en trouver une, et l'on a admis qu'ils étaient là où résidait leur possesseur. (Boullenois. *Traité de la personnalité et de la réalité des coutumes*, t. I, p. 19, 30, 338 ; Bourgoïn. *Droit commun de la France*, t. I, p. 109.)

Ce système conforme au principe généralement admis que toutes les coutumes sont réelles, a au moins le mérite d'être symétrique. Si les nécessités de la pratique ont scindé la succession, la théorie est une : les lois successorales sont, de statut réel.

Tout à fait abandonnée par la doctrine moderne, cette solution ne correspond plus aux principes qui dominant aujourd'hui. Nous reprendrons d'ailleurs plus loin, au cours de cette étude, la critique de ce système.

Pour un autre groupe de jurisconsultes, au contraire, seule la succession immobilière doit rentrer dans le statut réel, la succession mobilière dépendant uniquement du statut personnel.

Cette opinion a été vivement soutenue par d'Argentré (1) : ce n'est pas, dit-il, parce que les meubles

1. Art. 218, glose 6 ; art. 447, glose 2. Voir également Bouhier. *Observations sur les coutumes de Bourgogne*, chap. XXI, n° 170, et

n'ont pas de situation fixe qu'il faut leur en assigner une fictive, au domicile de leur propriétaire ; c'est à titre d'accessoires de la personne que l'on doit les regarder comme situés là où réside leur propriétaire.

Mais d'Argentré n'a pas eu le mérite de voir que cette idée aurait dû faire adopter la loi personnelle pour régler la succession tout entière. Pourquoi en effet ne pas appliquer cette même idée aux immeubles ; ne sont-ils pas au même titre que tous les autres biens un accessoire de leur propriétaire ? La fortune tout entière du *de cuius*, son patrimoine, ne constitue-t-il pas une universalité juridique, tellement liée à la personne qu'on ne peut l'imaginer sans elle ?

Il faut regretter que ce groupe de juristes, entraîné par cette idée, n'en ait pas admis toutes les conséquences : la théorie moderne se serait implantée plus tôt dans les esprits, et aurait inspiré notre législation.

L'idée aujourd'hui presque universellement admise dans la doctrine, que tout le statut successoral doit être soumis à la loi personnelle du *de cuius*, n'en existait pas moins déjà dans notre ancien droit. Nous en trouvons un exemple d'application pratique dès le xv^e siècle : Louis XI, en 1462, accordant aux marchands qui venaient aux foires de Lyon l'exemption

ch. XXV, n° 10 ; Pothier. *Introduction générale à la coutume d'Orléans*, n° 24, et *Traité des successions*, ch. IV, art. 1, S. 1.

du droit d'aubaine, décréait que « leurs héritiers recueilleraient leur succession suivant les statuts, coutumes et usages de leurs pays, comme si la succession se fût ouverte là-même ».

C'était une sorte de droit d'exterritorialité qui leur était ainsi accordé.

Mais il faut reconnaître que cette concession était en principe très large, parce que sa portée d'application pratique était très restreinte : cette exemption ne bénéficiait qu'à un nombre fort limité d'étrangers, et les biens qu'elle atteignait étaient forcément mobiliers. Elle n'était donc pas de nature à porter ombrage à l'organisation de la société féodale.

Admise ainsi en pratique, pour ce cas particulier, l'idée moderne que la dévolution de la succession tout entière doit être soumise à une loi unique, à la loi personnelle du *de cuius*, fut aussi défendue en doctrine par Boullenois (*Dissertations* ; disc. prélim., p. XXIV), et par Bouhier (chap. XXXVI, n° 10) qui, émus des inconvénients soulevés par la multiplicité des successions partielles, voulaient faire soumettre toute la succession à la loi du domicile du *de cuius*.

Nous verrons, dans la conclusion de cette étude, que telle devrait être la solution théorique du problème, en prenant aujourd'hui pour loi personnelle, non plus la loi du domicile, mais la loi nationale du défunt.

Mais nous allons voir immédiatement combien

notre législation, et surtout notre jurisprudence, sont éloignées de cette idée.

SECTION III

Période révolutionnaire

Vivement attaqué vers la fin de l'ancien régime, notamment par Montesquieu, le droit d'aubaine fut supprimé par l'Assemblée Constituante.

La loi des 6 et 18 août 1890 abolissait les droits d'aubaine et de détraction, et permettait ainsi à tous les étrangers de succéder à leurs parents également étrangers.

Quant au droit de succéder à toutes personnes, même aux parents français, il leur fut également octroyé par une loi du 8 avril 1891.

Les étrangers purent donc transmettre et recevoir par succession en France, comme les Français eux-mêmes.

Mais quelle loi régissait la dévolution des biens qu'ils laissaient en France ?

Aucun texte ne règle la question, et nos législateurs de la période intermédiaire n'avaient certainement pas aperçu qu'il pouvait y avoir là matière à exercer leur esprit de libéralisme.

C'est donc le système antérieur qui est maintenu, le système établi par le droit coutumier :

Loi de la situation pour les immeubles ; loi du domicile pour les meubles.

SECTION IV

Code civil

Au point de vue du traitement assuré aux étrangers, le Code civil marque une réaction très nette sur le système du Droit intermédiaire.

Les articles 11, 726 et 912, aujourd'hui abrogés, établissent un système de réciprocité diplomatique ; l'étranger ne jouit en France que des droits civils que son pays accorde aux Français par traités, et il ne peut succéder en France que dans la mesure où les Français jouissent de ce droit dans son pays (1).

Selon l'opinion généralement admise il s'agit là d'une réciprocité diplomatique, et d'une réciprocité comprise de la façon la plus stricte, c'est-à-dire d'individu à individu. La simple réciprocité légale est insuffisante.

Cela ressort très clairement des travaux préparatoires : le mot « lois » qui figurait à côté de « traités » fut intentionnellement supprimé dans le texte définitif (2).

1. Aubry et Rau, t. 1^{er}, § 76, p. 280 ; Demolombe, t. 13, p. 251.

2. Toullier, t. 1^{er}, p. 212 et t. 4, n° 102 ; Proudhon : *Cours de droit français*, t. 1^{er}, p. 79 ; Demanton, t. 6, n° 81-82. Cass., 24 août 1808 et 1^{er} février 1813 ; Rég., 31 déc. 1850, D. 1851.1.52.

Mais une réglementation plus libérale a été substituée à celle du Code civil ; une loi du 14 juillet 1819, abrogeant les articles 726 et 912, accorde à tous les étrangers le traitement national, au point de vue successoral, sans aucune condition de réciprocité.

Une seule restriction, d'ailleurs très grave dans ses conséquences, vient atténuer le libéralisme de cette mesure législative : l'article 2 de la même loi établit un régime de protection spéciale en faveur des Français appelés à partager une succession avec des co-héritiers étrangers. Nous reviendrons plus loin sur cet article 2, dont l'économie ne pourra être clairement exposée que lorsque nous aurons étudié le système général qui règle les conflits de lois successorales.

Un seul texte, dans nos lois, se rapporte à la question : l'article 3 § 2 du Code civil : « Les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi française. »

Quelle est sa portée au point de vue successoral ?

Cet article ne règle-t-il que des questions de pure forme, se réfère-t-il simplement à l'organisation de la propriété foncière, et aux droits qui peuvent être constitués sur elle ?

Ou bien au contraire a-t-il une portée plus générale ; impose-t-il la loi française non seulement au mode de transmission de la propriété, mais aussi à la mesure des droits successoraux ?

A s'en tenir à la lettre du texte, la première interprétation est possible. Elle serait d'ailleurs désirable, au point de vue des idées modernes : n'imposant aucune loi successorale, elle laisse le champ libre à la jurisprudence, qui pourrait adopter sur cette matière les idées les plus hardies et les plus libérales.

Nous verrons d'ailleurs dans la section suivante qu'un article de loi analogue a été ainsi interprété en Italie, en Allemagne et en Espagne (1).

Mais ce n'est pas là la solution adoptée par notre jurisprudence. Imbue des idées de notre ancien droit, et persuadée, avec raison d'ailleurs, que ces mêmes principes ont guidé les auteurs du Code civil, elle fait de l'article 3 § 2 l'application la plus large et la plus complète : les immeubles ne peuvent donc se transmettre en France que conformément à la loi française, et le partage des successions immobilières laissées en France par des étrangers est soumis à cette même loi.

Si critiquable que soit cette solution au point de vue du droit théorique pur, il faut reconnaître que c'est certainement la plus conforme à nos traditions, et à l'esprit de notre Code.

Les travaux préparatoires nous indiquent que cette solution était dans l'esprit des auteurs du Code (Lo-

1. Cette opinion a même prévalu en Allemagne, dans un pays où le Code Napoléon était en vigueur. Trib. Darmstadt, 19 novembre 1883, Clunet, 1886, p. 732. *Idem.* Colmar, 24 août 1894, S. 1895.4.28.

cré, t. I^{er}, p. 304 et 317), et d'ailleurs la réaction contre le libéralisme excessif du Droit intermédiaire est en harmonie avec ce système.

Enfin si quelque doute pouvait subsister, il serait levé par l'examen de certains traités diplomatiques que nous étudierons plus loin : plusieurs de ces traités contiennent une clause formelle soumettant à la loi de la situation la succession immobilière. Si cette solution n'était pas celle du Code civil, la trouverions-nous dans des traités ? Serait-il admissible que des conventions, qui organisent en général un traitement de faveur, rendent pire la condition des sujets de l'État contractant ?

Le système de la jurisprudence est donc certainement la solution juste, au point de vue du droit positif (1).

La jurisprudence se base d'ailleurs sur la même idée de conservation des principes de l'ancien droit, pour déterminer la loi applicable aux successions mobilières : les meubles étant un accessoire de la personne, c'est la loi personnelle du défunt qui réglera leur dévolution (d'Argentré). Et par la loi personnelle la jurisprudence entend, non pas la loi nationale du *de cujus*, mais la loi de son domicile (2).

1. Voir, pour la jurisprudence et la doctrine : *Pandectes franç.*
v^o *Succession*, n^o 14.903.

2. Voir, pour la jurisprudence et la doctrine : *Pandectes franç.*
v^o *Succession*, 14.906.

Ce n'est d'ailleurs qu'au domicile légal que la jurisprudence attache une telle conséquence juridique ; elle veut bien prendre en considération le domicile de fait pour en déduire la compétence judiciaire, mais elle n'admet pour fixer la compétence législative que le domicile juridiquement régulier, celui de l'étranger qui a obtenu l'autorisation du gouvernement français de fixer son domicile en France (1).

Faute de domicile régulièrement autorisé, c'est la loi nationale du *de cuius* qui recevra son application comme loi personnelle.

L'autorisation à domicile étant devenue fort rare, depuis qu'elle ne constitue plus qu'une situation passagère, préparatoire à la naturalisation, c'est en pratique presque uniquement la loi nationale du *de cuius* qui est appelée à régler sa succession mobilière.

Néanmoins la loi française s'appliquera parfois, par l'effet de ce que l'on est convenu d'appeler la théorie du renvoi ; nos tribunaux cherchant à appliquer, à la succession d'un étranger résidant en France, sa loi nationale, y trouveront une disposition soumettant sa succession à la loi du domicile, et ils lui feront application de la loi française, comme

1. Paris, 29 juillet 1872, Clunet, 1874, p. 122 ; Cass., 5 mai 1875, D. 1875.1.343 ; Aix, 27 mars 1890, Clunet, 1896, p. 402.

Cass., 10 mars 1897, D. 1897.1.142.

loi de son domicile (Pau, 19 avril 1902, *Pand. fr. pér.* 1903.5.6 ; Cass., 5 mai 1875, D. 1875.1.343 ; Cass., 24 juin 1878, Clunet, 1879, p. 285).

Cette théorie, admise par la jurisprudence, a été vivement combattue en doctrine : lorsque la loi française indique la loi nationale du *de cuius* comme loi applicable, il y a là, dit-on, une disposition impérative, qui ne peut pas être mise en échec par la loi étrangère ; d'ailleurs c'est à la loi étrangère des successions que l'on renvoie, et non point aux dispositions de cette loi qui règlent le droit international privé (Laurent, note sous D. 1881.4.41 ; Labbé, Clunet, 1885, p. 5 ; Lainé, Clunet, 1896, p. 241 ; Weiss, t. 3, p. 77).

En résumé, sous le bénéfice des observations qui précèdent, c'est la loi de la situation qui règle la succession immobilière, la loi du domicile légal pour les meubles. Tel est le système de notre droit positif ; celui qui domine en jurisprudence.

Nous ne nous attarderons pas à en démontrer les inconvénients nombreux et multiples : ce fractionnement du patrimoine en autant de successions particulières qu'il y a de territoires, conduit, au point de vue pratique, aux pires conséquences ; le paiement du passif successoral ne sera pas assuré d'une manière homogène ; l'héritier pourra accepter ici, renoncer dans un autre pays, et frustrer ainsi les créanciers du défunt par d'ingénieuses combinaisons.

Cette seule considération aurait dû entraîner le

changement que la doctrine réclame depuis si longtemps.

Et d'ailleurs pourquoi s'obstiner à conserver un système basé sur des principes d'un autre âge ?

La loi successorale a-t-elle encore de nos jours un intérêt politique ? Et à supposer que la dévolution successorale soit intimement liée à l'organisation sociale, est-ce une raison suffisante pour en imposer l'application à des étrangers ?

A-t-on eu les mêmes scrupules en ce qui concerne le régime matrimonial ? Son importance sociale est pourtant aussi certaine. On n'en applique pas moins aux étrangers, même mariés en France sans contrat, le régime successoral de droit commun de leur pays d'origine.

Au point de vue purement juridique il n'y a donc pas à hésiter : le patrimoine du *de cujus* constitue une universalité, et l'hérédité n'est pas autre chose que la continuation de la personne du défunt. Ainsi envisagée la dévolution successorale ne peut être réglée que par une loi unique.

Mais d'autre part les règles suivant lesquelles les biens du défunt sont partagés ne sont que des règles supplétives de la volonté du défunt. Celui-ci est décédé *intestat* : c'est son testament présumé que l'on cherche à établir, en suivant l'ordre probable de ses affections.

Et dans cette recherche de la pensée du défunt,

que la fortune ne lui a pas laissé le temps de formuler, peut-on prendre pour base une loi autre que sa loi nationale ?

C'est donc théoriquement la loi nationale du *de cujus* qui doit régler la dévolution de sa succession mobilière.

Au point de vue pratique cette loi personnelle du *de cujus* peut évidemment se heurter en France à des dispositions d'ordre public : les lois prohibitives des substitutions, par exemple, ou celles qui établissent les réserves, ou celles encore qui fixent les cas d'indignité. Mais est-ce là une raison suffisante pour écarter l'application de la loi nationale dans tous les cas, même lorsque ses dispositions peuvent être admises en France. Il suffira, à notre avis, que la loi française reprenne son empire, pour régler les cas que l'on considère comme intéressant l'ordre public.

Nous ne citons que pour mémoire deux décisions judiciaires qui adoptent un système différent de celui que nous avons exposé, et qui sont d'ailleurs restées isolées.

Un jugement du Tribunal de Nice du 6 mars 1893 (Clunet, 1893, p. 595 ; *Pand. fr.*, 1893.5.20) admet que la succession tout entière d'un étranger doit se régler uniquement par la loi française, lorsque tous les cohéritiers sont Français. Cette opinion nous semble tout à fait inadmissible : ce n'est pas la nationalité des héritiers qui doit influencer sur la loi applicable

au partage, puisqu'il faut commencer par connaître cette loi pour déterminer les héritiers.

Comment comprendre ce système en pratique : faudra-t-il déterminer à la fois suivant la loi étrangère et suivant la loi française quels sont les successeurs ? Et ce n'est qu'au cas où tous les héritiers ainsi déterminés seraient Français, que la loi étrangère serait écartée.

Il y a là certainement une erreur de jurisprudence, dont nous ne trouvons d'ailleurs pas d'autre exemple dans les recueils (1).

Mais une autre décision de jurisprudence nous intéresse davantage : c'est un jugement du Tribunal du Havre, du 22 août 1872 (S. 1872.2.313) ; il range toute la succession dans le statut personnel et lui fait application de la loi nationale du *de cuius*.

Cette opinion, isolée en jurisprudence, mais admise par la doctrine, est certainement la plus conforme aux idées modernes que nous venons d'exposer.

Elle ne se heurte d'autre part à aucun texte législatif précis, à l'exception de l'article 3 § 2 du Code civil ; et encore peut-on soutenir que cet article ne règle que des questions d'organisation tout à fait étrangères au droit privé.

Elle se heurte aussi aux divers traités diplomatiques qui adoptent de façon formelle le système de la

1. Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. 1^{er}, n° 1080.

jurisprudence. Mais ces traités, il faut bien le remarquer, ne constituent pas une interprétation législative ; ils prouvent simplement, comme cela apparaît d'ailleurs clairement dans les comptes rendus des négociations préparatoires, que les auteurs étaient imbus des idées qui dominent dans notre jurisprudence, idées qu'ils ont admises sans même les discuter.

Et il faut que ces principes, dont nous avons exposé l'origine historique, soient bien solidement établis dans notre droit positif, pour que toutes les considérations théoriques qu'a fait valoir la doctrine, et les inconvénients pratiques qui apparaissent chaque jour, n'aient pas encore pu créer ce mouvement vers le progrès, qui n'est marqué dans notre jurisprudence que par la décision du Tribunal du Havre, que nous venons de citer (1).

LE DROIT DE PRÉLÈVEMENT

Pour en terminer avec le système de notre droit français actuel, il nous reste à étudier la disposition de l'article 2 de la loi du 14 juillet 1819 (2).

1. Voir également : Dubois, *Clunet*, 1875, p. 52, Despagne, n° 557, Weiss, p. 691 et 1, Cass., 11 févr. 1890, *Pand. fr. pér.*, 1890.5.10 et 1890.1.106, et les notes. *Revue prat. de Dr. int. pr.*, 1890-1891, 1, 10.

2. L'application de la loi de 1819 a été étendue aux colonies par l'ordonnance du 25 mai 1821.

Loi du 14 juillet 1819, article 2: Dans le cas de partage d'une même succession entre des cohéritiers étrangers et français, ceux-ci prélèveront sur les biens situés en France une portion égale à la valeur des biens situés en pays étranger dont ils seraient exclus, à quelque titre que ce soit, en vertu des lois et coutumes locales.

Ce texte apporte une dérogation fort importante au système normal de dévolution des successions internationales.

Examinons quelles sont ses conditions d'application.

Il faut qu'il s'agisse d'une succession dont les éléments soient situés dans divers pays; que d'autre part des Français y soient appelés concurremment avec des étrangers, enfin que l'application de la loi étrangère prive un cohéritier français de la part à laquelle il aurait droit, ou diminue cette part.

Cette dernière condition seule mérite quelques observations: l'application de la loi étrangère qui est ici envisagée n'est pas forcément une disposition être analogue à notre ancien droit d'aubaine; ce peut la simple application du régime successoral de ce pays, qui préjudicie au cohéritier français, en rompant l'égalité du partage qui est la règle de notre droit. L'héritier français pourra également être écarté par la validation d'une disposition testamentaire, radicalement nulle en droit français, mais

qu'acceptera la législation étrangère. (Douai, 28 avril 1874. D. 75.2.49 ; Cassation, 29 janvier 1879, D. 79. 2.82.) Ce sera toujours par application de cette loi étrangère, visée par notre article 2, que notre compatriote sera écarté du partage des biens situés dans ce pays.

Quant à la mesure des droits du cohéritier français qui sont ainsi violés, c'est la loi française qui les détermine. (Bordeaux, 18 janvier 1881, Clunet, 1881, p. 431.)

Et c'est là qu'apparaît toute l'importance de la dérogation apportée au régime de droit commun : un étranger, domicilié de droit dans son pays, décède en France : c'est normalement la loi de son pays qui doit régler le partage de ses biens mobiliers, conformément au système adopté par notre jurisprudence. Néanmoins nos tribunaux vont rechercher si l'application de la loi française serait plus favorable à nos nationaux, et, dans le cas de l'affirmative, elle leur en assurera le bénéfice par des prélèvements sur les biens situés en France, quels qu'ils soient, meubles ou immeubles.

Tel est au moins le système adopté par la Jurisprudence ; il renverse la solution admise dans notre droit positif, et justifie presque la solution du jugement du Tribunal de Nice, du 6 mars 1893, que nous critiquions plus haut. Avec d'autant plus de force d'ailleurs que la presque unanimité de la Jurisprudence

fait application du droit de prélèvement, même entre cohéritiers français. (Cass., 29 juin 1863, D. 63.1.419 ; Cass., 27 avril 1868, D. 68.1.302 ; Paris, 15 mars 1894, D. 94.2.557, etc.)

Solution vivement critiquée d'ailleurs en doctrine (1) et avec raison, car elle réduit singulièrement le domaine d'application du système admis pour régler les successions étrangères, et lui substitue partiellement un système moins libéral encore, inspiré d'idées protectionnistes plus étroites, et qui pourrait, au point de vue pratique, attirer à nos nationaux l'application de systèmes analogues par mesure de rétorsion.

La stricte interprétation du texte exige-t-elle d'ailleurs cette solution ?

Ne pourrait-on pas soutenir que l'exclusion dont parle la loi de 1819 ne peut être qu'une exclusion fondée sur la qualité de français (2). C'est pour abolir en France toute exclusion basée sur la nationalité, assurer aux étrangers le même traitement que les nationaux, qu'a été promulguée la loi de 1819. Mais

1. Demolombe, t. 13, n° 199 ; Aubry et Rau, t. 6, p. 279 ; Laurent, t. 8, n° 556 ; L. Renault, Clunet, 1876, p. 16 ; Despagne, n° 546, p. 546 ; Cass., 18 juillet 1852, D. 59.1.325.

2. Renault, Clunet, 1876, p. 21 ; Weiss, p. 114 ; Laurent, t. 8, n° 561 ; Despagne, p. 549. Un seul arrêt est dans le sens de la doctrine : Besançon, 15 janvier 1861, mais a été cassé le 27 avril 1868, D. 68.1.302.

pour éviter que les Français ne souffrent à l'étranger d'exclusions analogues à celle que cette loi abolissait, tempérant la générosité qui a inspiré l'article 1^{er} de la loi, le législateur de 1819 institue au profit des Français une compensation par prélèvement, au cas où ils seraient écartés d'une succession à l'étranger, à cause de leur qualité de français. Ainsi interprétée la loi de 1819 constitue un tout homogène, un ensemble de dispositions logiques. Cette interprétation est d'ailleurs appuyée par les déclarations de Boissy d'Anglas à la Chambre des pairs. (Locré, *Législ. civile*, t. 10, p. 526 et 527) (1).

Elle paraît néanmoins contraire au texte même de la loi, qui semble exiger seulement que l'exclusion envisagée provienne de l'application de la loi étrangère, mais de l'application d'une disposition quelle qu'elle soit de cette loi. Et c'est peut-être forcer un peu le texte que d'exiger que l'exclusion provienne d'une loi établissant contre les Français un droit analogue à notre ancien droit d'aubaine.

Aussi préférons-nous une troisième interprétation, fort ingénieuse, qui nous paraît plus juridique, et plus conforme au texte de la loi : une succession comprend des biens en France et à l'étranger ; cherchons quelle est la loi applicable à sa dévolution.

1. Ch. Antoine. *De la succession légitime et testamentaire en dr. intern. privé ou du conflit des lois de différentes nations en matière de succession*, Paris, 1876, p. 154 et s.

Est-ce la loi étrangère: il n'y aura pas lieu à prélèvement ; il serait illogique d'admettre cette loi étrangère à régler le partage des biens, et d'accorder ensuite au cohéritier français une compensation égale à la différence de ce que lui aurait assuré l'application de la loi française, et de ce qu'il a obtenu. C'est par application d'une disposition de notre droit que la dévolution a été réglée par la loi étrangère; comment nos nationaux pourraient-ils s'en plaindre ?

Est-ce au contraire la loi française qui est applicable : rien de plus légitime pour le législateur que d'assurer l'application de cette loi, et d'autoriser l'héritier français à prélever sur les biens situés en France tout ce qu'il ne pourrait toucher à l'étranger. (Paris, 6 janvier 1862, D. 62.2.73.)

Cette dernière interprétation a l'avantage de respecter le texte de la loi de 1819. Elle permet l'application normale des principes de Droit international privé régissant les successions, et elle laisse à la loi de 1819 un rôle limité et raisonnable.

Il est vrai qu'elle conduirait à admettre que tous les traités qui règlent la loi applicable à la dévolution des successions, contiennent implicitement abrogation du droit de prélèvement.

En effet, d'après le système que nous venons d'exposer, la loi de 1819 ne reçoit son application qu'au cas où la loi étrangère réglerait la dévolution d'une succession, alors que les principes de droit interna-

tional privé admis en France exigeraient l'application de la loi française à ce règlement.

En conséquence toutes les fois que l'application de la loi étrangère a lieu avec l'assentiment de la doctrine française, la loi de 1819 doit être écartée : nous serions mal venus à accorder un prélèvement au cohéritier français, alors que nous avons accepté l'application de la loi qu'il prétend le léser.

En d'autres termes, la loi de 1819 doit être écartée, toutes les fois que les deux nations intéressées sont d'accord sur le choix de la loi applicable à la dévolution successorale, c'est-à-dire toutes les fois qu'existe un traité sur cette matière.

Nous verrons au cours de cette étude ce qu'il faudrait penser de cette conséquence, et le système adopté à ce sujet par la jurisprudence.

SECTION V

Droit comparé

Nous nous proposons d'exposer très brièvement les principaux systèmes adoptés par les autres législations, pour régler la dévolution des biens laissés sur leur territoire par des étrangers.

§ 1. — NATIONS DISTINGUANT LES SUCCESSIONS
MOBILIÈRE ET IMMOBILIÈRE

Dans ce groupe, nous rangeons les nations qui ont adopté un système analogue au système français.

Angleterre

En Angleterre la succession immobilière est régie par la *lex rei sitæ*, et la succession mobilière par la loi du domicile du défunt (1). Nous ne devons pas nous étonner de trouver ce système dans la législation d'un pays aussi traditionnaliste et aristocratique ; les motifs qui le justifient chez nous ont beaucoup plus de force en Angleterre : la dévolution successorale doit assurer le titre de noblesse et la possession de la terre aux aînés de chaque famille ; la loi des successions est donc une loi sociale, et doit s'appliquer à tous les immeubles du territoire.

Un traité a été conclu le 28 juillet 1903, entre l'Angleterre, le Canada et les États-Unis, soumettant les successions à la loi nationale du *de cuius*. (Clunet, 1903, p. 956.)

1. Westlake. *La Doctrine anglaise en matière de Droit international privé*, Clunet, 1881 p. 312. Du même : *A treatise on private international law with principal reference to its practice in England*, Dicey, *Conflict of laws*, p. 178-179.

Autriche

C'est aussi le système qui paraît adopté par l'Autriche. Le paragraphe 33 du Code civil y établit l'égalité entre les nationaux et les étrangers, au point de vue de la jouissance des droits civils, sous réserve de l'effet de certains décrets, notamment les décrets impériaux des 23 décembre 1775 et 3 janvier 1776, qui excluent, par mesure de réciprocité, les sujets ottomans de toute succession en Autriche (1). Et encore la question est discutée de savoir si le Code civil n'a pas abrogé virtuellement tous ces décrets. (P. Fiore, p. 37, traduction Pradier-Fodéré. Cour Suprême, 24 janvier 1871 et 10 novembre 1874.)

La seule restriction apportée au droit de recueillir par succession, consiste en des prélèvements établis sur les successions des personnes domiciliées en Autriche, au profit de certains établissements de bienfaisance ou d'utilité publique : les écoles en Basse-Autriche, les hôpitaux dans tout l'Empire. (Clunet, 1895, p. 646. Cour Suprême de Vienne, 22 mai 1900, *Juristische Bätter*, 1900, p. 383.)

Belgique

En Belgique c'est notre système français qui est en vigueur, avec un droit de prélèvement au profit des

1. Weiss, *Les sujets ottomans en Autriche*, Clunet, 1883, p. 495.

Belges, établi par une loi du 27 avril 1865. (Laurent, *Pr. Drt civil*, VIII, n° 554) (1).

Mexique

C'est la même solution qui est admise par la législation mexicaine.

La loi personnelle du *de cujus* règle le partage de la succession mobilière.

La succession immobilière y est rigoureusement soumise à la loi de la situation (Trib. de Mexico, 26 mars 1874, Clunet, 1874, p. 276), et cette règle est d'autant plus stricte que la possession des immeubles par des étrangers y est soumise à une réglementation étroite, elle est même complètement interdite dans la zone frontière, sur une largeur de 20 milles.

Monaco

Cette petite principauté a adopté notre Code Napoléon, et les conflits de lois successorales y sont réglés par les mêmes principes que chez nous. (Voir C. civ. monégasque, art. 629 §§ 4, et 649, Clunet, 1890, p. 237, et 1900, p. 197.)

1. Discours du Procureur Général de Beltjens, 15 octobre 1873. *Mon. du not.*, 1874, p. 25 ; Clunet, 1881, p. 487 ; Clunet, 1889, p. 788.

Pérou

Au Pérou la condition des étrangers, leur droit de posséder et de transmettre, sont réglés uniquement par des traités, et par le principe de la réciprocité(1). A défaut de réciprocité, la succession des étrangers est acquise aux établissements de bienfaisance, par droit d'aubaine.

De nombreux traités (2) conclus par le Pérou consacrent ces principes.

En ce qui concerne la dévolution successorale, c'est la loi péruvienne qui seule règle les successions des étrangers où des sujets péruviens sont appelés, et c'est également la loi péruvienne qui règle les successions immobilières ; seule la succession mobilière, lorsqu'aucun Péruvien n'y est appelé, est réglée par la loi du domicile du *de cujus*.

Roumanie

Les successions subissent, ici encore, un sort différent suivant qu'elles comprennent des meubles ou des immeubles : la succession aux biens immobiliers

1. Pradier-Fodéré. *Condition des étrangers au Pérou*, Clunet, 1879, p. 250.

2. Traités avec la Belgique (art. 5), la Bolivie (art. 6), la Colombie, les Etats-Unis (art. 12), la Grande-Bretagne (art. 8), le Guatemala, la France (art. 6), la Russie (art. 5), le Portugal (art. 13).

est soumise à la loi roumaine, la dévolution des effets mobiliers à la loi nationale du *de cuius*. (Cour de cassation, 20 février 1901, Clunet, 1902, p. 916.)

Le droit pour les étrangers de recueillir par succession des biens immeubles y a d'ailleurs été très longtemps discuté mais paraît admis aujourd'hui en doctrine. (Clunet, 1892, p. 1123. T.-G. Djuvara. *Condition des étrangers en Roumanie* ; P.-T. Missir. *Le droit de succession des étrangers aux immeubles ruraux en Roumanie*, 1886.)

Turquie

Le droit de posséder et de transmettre des biens immobiliers en Turquie, a été accordé aux étrangers par la loi immobilière du 5 novembre 1868 (7 sépher de l'an 1224 de l'hégire) (1). Mais la dévolution des successions immobilières est réglée par la loi turque (loi du 21 mai 1867) (2).

Les successions mobilières sont abandonnées à la loi nationale du *de cuius*.

Tous ces États ont adopté le principe si critiqué de la distinction des meubles et des immeubles : ils réservent à la loi de la situation la dévolution des biens immeubles, et abandonnent à la loi personnelle

1. Clunet, 1883, p. 495. Weiss.

2. Rougon, *Propriété immobilière en Turquie*, Clunet, 1886, p. 63 ; Clunet, 1887, p. 233.

du *de cuius* (loi nationale ou loi du domicile), le partage de la succession mobilière ; avec parfois un droit de prélèvement au profit de leurs nationaux, pour compenser l'exclusion dont ils peuvent être victimes sur des biens situés à l'étranger.

C'est notre système français, et nous l'avons déjà exposé et sommairement commenté.

§ 2. — NATIONS QUI SOUMETTENT TOUTE LA SUCCESSION
A LA LOI PERSONNELLE.

Il y a lieu d'apporter la plus grande attention aux systèmes adoptés par ces États, car ils constituent l'application du principe théorique qui doit dominer cette matière, des idées admises et vigoureusement défendues par la plus grande partie de la doctrine.

Deux groupes d'ailleurs se présentent, suivant la loi admise comme loi personnelle : pour les uns c'est la loi du domicile, pour les autres, c'est la loi nationale.

1^{er} groupe. — Loi du domicile.

Allemagne

Dans tous les États allemands, même dans ceux qui étaient régis par le Code Napoléon, à l'époque où ce Code était en vigueur, c'est la loi personnelle

du *de cujus* qui règle la dévolution de sa succession tout entière, la loi du dernier domicile étant prise comme loi personnelle. (Tribunal de l'Empire, 7 janvier 1890, Clunet, 1892, p. 1191 ; Tribunal supérieur de Colmar, 21 décembre 1889, Clunet, 1893, p. 427 ; Oberlandesgericht de Darmstadt, 19 novembre 1883, Clunet, 1886, p. 732.)

Pour la succession immobilière c'est le Tribunal de la situation qui sera compétent, mais c'est néanmoins la loi nationale du *de cujus* qui réglera la dévolution.

Un traité conclu avec la Russie, les 12 novembre-31 octobre 1874, déroge à cette règle générale, et soumet (art. 10) sans doute par mesure de réciprocité, la succession immobilière à la loi de la situation. (Clunet, 1874, p. 337.)

République Argentine

La condition des étrangers très dure au début est devenue en Argentine aussi favorable qu'il est possible de le désirer.

Jusqu'en 1810 la loi coloniale espagnole excluait rigoureusement tous les étrangers ; mais lorsque ce pays fut indépendant, un décret du 11 septembre 1812 assura aux étrangers le traitement national (avec une exception de rigueur à l'égard de l'Espagnol détesté). De nos jours ce traitement est assuré par la consti-

tution nationale (art. 26), qui parle toujours non pas des nationaux, mais des « habitants de la nation » ; « en Amérique personne n'est étranger », tel est l'axiome qui inspire l'organisation de cet État neuf, qui favorise l'immigration pour peupler son territoire.

Tous les conflits de lois y sont solutionnés par des textes précis, qui n'attachent d'importance qu'au domicile.

C'est l'article 3283 du Code civil qui détermine la loi applicable aux successions d'étrangers : loi du dernier domicile du *de cuius*, même pour les biens immobiliers situés en Argentine (1).

Pourtant les articles 10 et 11 du même Code soumettent à l'application de la loi argentine les immeubles situés sur son territoire, et même les meubles qui y ont une situation fixe ; mais il n'y a aucune contradiction entre ces textes, car ces derniers articles ne régissent que la forme de la transmission des biens, et laissent à l'article 3283 le soin de déterminer la loi qui fixera la quotité des droits de chaque héritier.

Chili

Ce sont des textes législatifs qui fixent au Chili la condition des étrangers, et déterminent la loi applicable à leurs successions.

1. Art. de E. Daireaux, dans *Clunet*, 1886, p. 287-295.

L'article 17 du Code civil leur assure le traitement national, en ce qui concerne la jouissance des droits civils, et l'article 997 les assimile aux nationaux pour le droit de succéder.

La dévolution des biens laissés par des étrangers est réglée par la loi du lieu d'ouverture de la succession, c'est-à-dire la loi du domicile ; et cette disposition de la loi chilienne ne l'empêche pas néanmoins de soumettre les immeubles à la loi de leur situation (art. 16 du Code civil) pour tout ce qui concerne la réglementation de la propriété foncière.

L'article 998 du Code civil chilien établit au profit de ses nationaux un système de prélèvement analogue à celui de notre loi de 1849, mais beaucoup plus précis : un Chilien est-il appelé à la succession d'un étranger, il prendra sur les biens situés au Chili toute la part lui revenant, selon la loi chilienne, dans la succession tout entière (1).

Colombie

L'article 1053 du Code civil colombien assure aux étrangers le traitement national en ce qui concerne le droit de succéder.

Quant à la loi applicable au partage des successions, c'est la loi du lieu d'ouverture de la succession, c'est-

1. José-Clemente Fabrès, Clunet, 1887, p. 293.

à-dire la loi du dernier domicile (art. 10-12, Code civil) (1).

Enfin l'article 1054 du même Code, établit un système de prélèvement, au profit des citoyens colombiens identique à celui qui existe au Chili.

2. — Loi nationale.

Plus intéressantes encore sont les législations des nations qui ont adopté franchement la solution la plus généreuse et la plus conforme aux idées modernes, qui font régir la dévolution des biens des étrangers par la loi nationale du *de cuius*.

Brésil

C'est la loi nationale du *de cuius* qui règle au Brésil les successions des étrangers.

Un jugement du Tribunal supérieur de Para, du 16 mars 1895 (*O Direito*, 1895, p. 67, et *Clunet*, 1896, p. 662) énonce formellement ce principe.

« Il serait absurde, dit ce jugement, de fractionner la succession et de reconnaître les droits d'un héritier dans un pays, en ne lui accordant pas les mêmes droits dans un autre où une partie des biens successoraux sont situés. Le Droit moderne règle la succession d'après la loi nationale du *de cuius*, en en

1. E. Champeau. *De la condition des étrangers en Colombie*, *Clunet*, 1894, p. 299.

limi tant seulement les effets, quant aux immeubles situés dans d'autres États, par les lois d'ordre public de chacun d'eux. »

États scandinaves

Danemark. Suède. Norvège.

La condition des étrangers au point de vue successoral n'est pas soumise aux mêmes règles dans ces trois États (1).

En Danemark, les étrangers jouissent du traitement national.

En Norvège, les droits civils leur sont accordés suivant le système de la réciprocité; et lorsqu'un citoyen d'un État qui ne reconnaît pas aux étrangers le droit de succéder, est appelé à recueillir une succession en Norvège, c'est le roi qui fixe dans quelle mesure cette succession pourra lui être dévolue. D'ailleurs en fait le libéralisme du prince assure aux étrangers le traitement national.

En Suède c'est aussi le principe de la réciprocité qui règle l'octroi des droits civils aux étrangers; tout droit de détraction y a d'ailleurs été aboli depuis longtemps (Ordonnance du 9 décembre 1818) (2).

1. *Eléments de Droit civil scandinave*, par Ern. Lehr, Paris, 1901. Clunet, 1901, p. 197 et 875.

2. P. Darèste. *Condition des étrangers en Suède*, Clunet, 1880, p. 437.

Pour le règlement de la dévolution successorale, le même système est adopté par les trois pays : c'est la loi propre du *de cujus* qui règle le partage de ses biens, sa loi personnelle, au moment de son décès.

Espagne

Le nouveau Code civil espagnol, promulgué le 24 juillet 1889, règle les questions de Droit international privé. Il consacre le principe de la personnalité du droit (Clunet, 1891, p. 1107).

Conformément à ce principe, c'est la loi nationale du *de cujus* qui est appelée à régler la dévolution de sa succession (1).

L'article 10 du Code civil soumet les biens à la loi de leur situation, mais en ce qui concerne l'organisation de la propriété seulement ; et, comme nous l'avons vu pour l'Allemagne et les autres pays de ce groupe, ce texte, analogue pourtant à notre article 3-2° du Code civil, n'empêche pas l'application de la loi nationale du *de cujus* pour la dévolution des immeubles.

En Espagne, le problème du conflit des lois successorales se pose d'ailleurs entre les coutumes des diverses provinces, comme il se présentait dans notre ancien droit. Et c'est toujours par le principe de la

1. Tribunal suprême, 29 mars 1892 : *Revista general de legislacion y jurisprudencia*, t. 71. *Jurisprudencia civil*, p. 377, Clunet, 1894, p. 176 ; Tribunal suprême, 9 juillet 1895, Tribuna Forense, 1895, 228, Clunet, 1896, p. 906.

personnalité du droit que sont réglées les questions soulevées : un habitant d'une province qui a conservé son droit coutumier, décède-t-il dans une autre province du royaume, c'est la coutume de sa province personnelle qui règle sa succession. (Clunet, 1897, p. 612. Trib. inst. de Barcelone, 16 juin 1895. *Revista juridica de Cataluna*, 96-489).

Italie (1)

Le nouveau Code civil italien applique à la dévolution de la succession d'un étranger la loi nationale du *de cuius* (art 7. Code civil), sous réserve, bien entendu, des lois d'ordre public ; et sous réserve aussi des règles d'organisation de la propriété foncière qui s'appliquent en Italie à tous les immeubles, même possédés par des étrangers.

Japon (2)

Le Code civil japonais (art. 25) promulgué le 28 avril 1896, soumet aussi à la loi nationale du *de cuius*, le règlement de toute sa succession.

1. *Le droit intern. privé dans la législation italienne*, Pietro Eserson (Trad. Ch. Antoine). Clunet, 1879, p. 329 ; 1880, p. 245 et 337 ; 1881, p. 206.

2. *Le Droit intern. privé au Japon*, S. Yamada, Clunet, 1901, p. 538

Tunisie

La loi du 14 mars 1889 a consacré un système établi par des usages ayant force de loi ; il soumet à la loi nationale du *de cuius*, le règlement de la succession même immobilière ; ce qui n'empêche pas les immeubles d'être soumis au régime foncier tunisien organisé par la loi du 1^{er} juillet 1885 (1).

Le système de la loi personnelle était d'ailleurs adopté par les traités, notamment le traité italo-tunisien du 8 septembre 1868.

Ces divers pays ont donc réalisé le système théorique préconisé par la doctrine : ils admettent sans restriction que les lois successorales sont des lois personnelles, mais ils réservent naturellement l'application de leurs propres lois en ce qui concerne les dispositions d'ordre public et l'organisation de la propriété foncière.

Ce dernier point mérite quelques explications complémentaires ?

Chaque État insère dans sa législation les règles d'organisation qu'il croit le plus convenables pour protéger l'intérêt public territorial ; ce sont là des « dispositions régulatrices des biens considérés in-

1. Tribunal de Tunis, 21 février 1889, *Clunet*, 1889, p. 675 ; Trib. Tunis, 25 mars 1900, *Clunet*, 1891, p. 238 ; Tr. Tunis, 31 mai 1899, *Clunet*, 1900, p. 372.

dépendamment de leurs possesseurs » (1). Ces dispositions sont applicables à tous les immeubles sur toute l'étendue du territoire, même aux biens possédés par des étrangers.

Elles comprennent les règles qui permettent de déterminer la nature et le caractère des biens, et les droits qui peuvent les grever.

Quant aux dispositions « qui règlent les rapports qui peuvent naître entre deux personnes relativement à ses biens », elles sont de statut personnel : telles sont les lois qui règlent l'ordre et les droits successoraux de chaque héritier, les réserves et la validité intrinsèque des testaments.

En conséquence les dispositions législatives qui déclarent que les immeubles seront régis par la loi de leur situation, ne sont pas en contradiction avec celles qui décident que c'est la loi nationale du *de cuius* qui réglera sa succession : les lois successorales ne font point partie des lois qui règlent l'organisation foncière (2).

1. Pietro Esperson, *loc. cit.*

2. Ces considérations auraient dû amener notre jurisprudence à adopter, pour le règlement des conflits de lois successorales, le système de la doctrine, la loi personnelle applicable à toute la succession, malgré les termes de l'article 3-2° du Code civil.

CHAPITRE II

Conventions contenant des clauses analogues à l'article 1^{er} de la loi du 14 juillet 1819.

Les traités dont nous nous occupons, pour la plus grande partie, ne contiennent aucune disposition précise, relativement au choix de la loi applicable à la dévolution des successions.

Ils se bornent à assurer réciproquement aux sujets des États contractants, sur le territoire de l'autre État, la jouissance des droits civils, et notamment du droit de transmettre et recevoir par succession, dans les mêmes conditions que les nationaux eux-mêmes ; ils reproduisent, en en conservant plus ou moins fidèlement les termes, l'article 1^{er} de la loi du 14 juillet 1819.

Tels sont les traités avec :

La Bolivie, 9 décembre 1834, article 5.

Chili, mars 1850, article 5.

Danemark, 23 août 1742, 9 février 1842, article 1^{er}.

Équateur, 6 janvier 1843, article 6, et 12 mai 1888, article 5.

Espagne, 7 janvier 1862, article 2.

États-Unis, 11 septembre 1853, article 7.

Guatemala et Costa-Rica, 8 mars 1848, article 6.

Honduras, 22 février 1856, article 6.

Japon, 4 août 1896.

Nicaragua, 11 avril 1859, article 6.

Nouvelle-Grenade, 15 mai 1856, article 8.

Pérou, 9 mars 1861, article 6.

San-Salvador, 2 janvier 1858, article 8.

Iles Sandwick-Hawaï, 29 octobre 1857, article 6.

Vénézuéla, 25 mars 1843, article 6.

Quelle peut être la portée d'une pareille disposition ?

En ce qui concerne les droits qu'elle assure aux étrangers en France, elle n'apporte aucun changement au droit commun fixé par l'article 1^{er} de la loi du 14 juillet 1819, qui assure aux étrangers le traitement national en ce qui concerne le droit successoral, elle met simplement les sujets des États contractants à l'abri d'un revirement de notre législation, d'un retour en arrière, aux principes anciens de notre droit.

Mais pour les Français au contraire elle peut leur assurer, dans les pays contractants, un droit que la législation de ces pays ne leur reconnaît pas.

En ce qui concerne la loi applicable à la dévolution des successions, cette disposition ne contient non plus aucune dérogation au droit commun : elle ne s'occupe que de déterminer la condition des étrangers, de leur assurer l'exercice de certains droits, mais elle laisse aux principes généraux le soin de déterminer

suivant quelle loi ils exerceront les droits qui leur sont ainsi reconnus.

Une seule question intéressante est soulevée par cette disposition des traités : écartent-ils ou non l'application de l'article 2 de la loi de 1819 ?

La question avait déjà été longuement discutée lors de la promulgation de la loi de 1819 ; et il avait été admis, avec raison d'ailleurs, que tous les traités antérieurs à la loi, conclus pour écarter l'application du droit d'aubaine ou plutôt des articles 726 et 912 du Code civil, avaient institué, pour les nations contractantes, un système analogue à celui que créait l'article 1^{er} de la loi de 1819 ; mais que la restriction apportée à ce système général par l'article 2 de la loi de 1819 ne pouvait pas avoir d'effet à l'encontre des traités, car c'est une règle générale qu'un État ne peut par une loi, c'est-à-dire par un acte unilatéral de sa volonté, abroger un système établi par des traités, par des actes contractuels.

La solution sur ce point n'est pas contestable.

Mais toute autre est la position de la question pour les traités postérieurs à la loi de 1819.

Pour ceux-ci il s'agit de décider si l'adoption de l'article 1^{er} de la loi de 1819 constitue une abrogation tacite de l'article 2, ou bien si ces dispositions n'ont été insérées dans les traités que pour assurer, mieux que par une loi, l'abolition du droit d'aubaine.

Il y a un argument que l'on a souvent fait interve-

nir dans cette discussion en faveur de la négative, notamment lors de la rédaction du traité franco-suisse de 1869, et qu'il faut immédiatement écarter, parce qu'il n'a aucune valeur ni juridique, ni d'intérêt pratique : on a prétendu que l'on ne pouvait, par un traité diplomatique, abroger, même formellement, une loi instituée en faveur des Français. C'est une erreur juridique certaine : les traités ratifiés par le pouvoir législatif ont force de loi.

L'affirmative d'ailleurs est admise par la grosse majorité de la doctrine, sans raison juridique bien sérieuse : l'article 1^{er} de la loi de 1819, prétend-on, adoptant le principe de l'assimilation des étrangers aux Français, au point de vue successoral, et l'article 2 dérogeant à ce principe, et organisant un régime de faveur au profit des héritiers français, tous traités qui reproduisent le principe de l'article 1^{er}, sans mentionner la clause restrictive de l'article 2, doivent être interprétés dans le sens de l'abrogation de cette clause (1).

Une pareille disposition, avant la législation de 1819, avait pour effet d'écarter l'application de tout

1. Huc, t. 5, n° 317, *Champcommunal*, p. 628-634 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. 1^{er}, n° 266 ; Chausse. *Revue critique*, 1879, p. 250 ; Lainé, *Rev. prat. de dr. int. fr.*, 1890-1891, 1^{re} part., p. 297 ; Corentin-Guyho, *La convention de 1869 dans ses rapports avec l'article 2 de la loi du 14 juil. 1819* ; Cf. *Le Droit*, 6-7 janvier 1822 ; Renault, *Clunet*, 1876. p. 19 ; Weiss, p. 123.

droit d'aubaine ; comment n'aurait-elle pas aujourd'hui la puissance d'écarter ce dernier vestige du droit d'aubaine que constitue le droit de prélèvement ?

Et en faveur de cette opinion l'on peut encore remarquer que certains traités : Traités franco-suisse de 1869, et franco-russe de 1874, contiennent des dispositions explicites, qui établissent en faveur des Français, comme nous le verrons plus loin, un droit de prélèvement en tout semblable, du moins selon l'interprétation admise, au prélèvement de la loi de 1819.

Ou bien, dirons-nous, les traités que nous examinons dans ce chapitre, rappelant l'article 1^{er}, sans mentionner l'article 2 de la loi de 1819, n'abrogent pas cet article 2, et alors pourquoi les traités suisse et russe, qui contiennent la même disposition, présentent-ils une clause formelle relative au droit de prélèvement, clause inutile si l'article 2 n'est pas abrogé par la première disposition. Ou bien cette clause n'était pas inutile, mais alors c'est que la disposition générale que nous examinons suffisait à écarter le droit de prélèvement.

Telle n'est pas d'ailleurs l'opinion de notre jurisprudence, toujours hésitante lorsqu'il s'agit de faire acte de libéralité à l'égard d'étrangers : elle admet sans discussion le maintien de l'article 2 de la loi de 1819, à l'égard des nations qui ont avec la France des traités contenant la disposition que nous étudions.

Et il faut reconnaître que cette solution, si, à tout prendre elle n'est pas beaucoup plus juridique que l'opinion contraire, a au moins l'avantage d'être confirmée par les déclarations des négociations de certains traités, notamment du traité franco-suisse de 1869.

C'est d'ailleurs dans ce sens que l'on interprétait déjà le traité franco-suisse de 1828. (Cass., 18 juillet 1859. D. 59.1.325.)

En résumé, l'opinion que nous défendons de l'abrogation de l'article 2 de la loi de 1819 par les traités que nous envisageons, est théoriquement juste et désirable ; mais en pratique c'est l'opinion contraire qui prévaut (1).

1. La disposition que nous venons d'étudier pour les traités dont nous avons donné ci-dessus l'énumération, est contenue également dans les traités franco-autrichien, franco-dominicain, franco-serbe, et franco-mexicain que nous étudions dans le chapitre suivant. Nous ne reviendrons pas à leur occasion sur cette question.

CHAPITRE III

Conventions contenant des dispositions formelles relativement à la dévolution des successions

Ce groupe de traités, au point de vue de notre étude, est le plus intéressant par l'importance des exceptions apportées à notre système de droit commun, autant que par la qualité des nations envisagées.

Nous rangeons dans ce groupe, les traités avec :

L'Autriche, 11 décembre 1866 ;
Saint-Domingue, 9 septembre 1882 ;
Mexique, 27 novembre 1886 ;
Serbie, 18 janvier 1883 ;
Suisse, 15 juin 1869 ;
Russie, 1^{er} avril 1874.

SECTION I

Traités avec l'Autriche, Saint-Domingue et la Serbie.

Nous étudions dans une même section ces trois traités qui présentent des dispositions identiques :

La Convention ~~conclue~~ conclue le 11 décembre 1866 avec

l'Autriche, pour le règlement des successions laissées dans l'un des deux États par des sujets de l'autre pays, contient, dans un premier article, une clause semblable à celle que nous venons d'examiner dans le chapitre II, clause attribuant respectivement aux sujets de chacun des deux États contractants, le droit de transmettre et recevoir par succession comme les nationaux eux-mêmes.

Dans un article 2 il fixe les règles de dévolution applicables aux biens laissés dans chacun des deux États par les sujets de l'autre :

ART. 2. — La succession aux biens immobiliers sera régie par les lois du pays dans lequel les immeubles seront situés, et la connaissance de toute demande ou contestation concernant les successions immobilières appartiendra exclusivement aux tribunaux de ce pays. Les réclamations relatives aux successions mobilières ainsi qu'aux droits de succession sur les effets mobiliers laissés dans l'un des deux pays par des sujets de l'autre pays, soit qu'à l'époque de leur décès ils y fussent établis, soit qu'ils y fussent simplement de passage, seront jugées par les tribunaux ou autorités compétentes de l'État auquel appartenait le défunt et conformément aux lois de cet État.

Les mêmes clauses sont contenues dans le traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 9 septembre 1882 avec la République Dominicaine (articles 5 et 6), et dans le traité de commerce signé

le 18 janvier 1883 avec la Serbie (articles 7 et 8).

Spécialement les termes qui fixent dans ces deux conventions les règles de dévolution successorale sont en tous points identiques à ceux de l'article 2 du traité franco-autrichien rapporté ci-dessus.

Au sujet de ces textes une première question se pose, que nous avons déjà examinée pour un autre groupe de traités :

Cette attribution aux sujets de l'État contractant, du droit de succéder en France comme les Français eux-mêmes, suffit-elle à écarter l'application de l'article 2 de la loi du 14 juillet 1819, et le prélèvement qui en est la conséquence au profit des cohéritiers français ?

Nous ne reviendrons pas sur cette question, nous bornant à rappeler qu'il a été admis que la loi du 14 juillet 1819 ne pouvait pas être ainsi tacitement abrogée au regard des États contractants, une disposition législative établie en faveur de nos nationaux ne pouvant peut-être même pas être abrogée formellement par un traité diplomatique.

Mais le principal intérêt des trois traités envisagés réside dans les règles qu'ils établissent relativement à la dévolution successorale.

Pour la succession aux biens immobiliers aucune dérogation n'est apportée au droit commun : la situation des immeubles fixe la compétence judiciaire et législative.

Notre jurisprudence, sous l'empire du Code civil, a adopté ce système, et nous avons vu ci-dessus qu'elle le justifie par des motifs, des principes si solidement ancrés dans notre droit positif, qu'il n'y a pas lieu de s'étonner de le voir consacrer dans les traités internationaux.

Il faut néanmoins déplorer cette confirmation formelle d'un système fortement et justement critiqué, et qui n'est basé sur aucun texte précis. Si l'on admet, comme nous avons essayé de le démontrer plus haut, que l'article 3-2° de notre Code civil se borne à imposer l'application de notre loi nationale à l'organisation de la propriété foncière, on doit admettre aussi comme possible un revirement de notre jurisprudence, qui pourrait se ranger à l'opinion de la doctrine, et soumettre à la loi personnelle du *de cujus* même la dévolution de ses biens immobiliers, puisque la mesure des droits successoraux ne fait certainement plus aujourd'hui partie des règles qui organisent la propriété immobilière.

Il faut donc regretter vivement que les traités, dont nous nous occupons, apportent à l'appui du système de notre jurisprudence un texte approuvé par le Parlement. Cette consécration émanant de l'autorité législative, bien qu'elle ne soit donnée qu'à l'occasion des rapports avec un État particulier, renforce la solution judiciaire, et arrêterait certainement toute idée réformatrice : nos tribunaux assurés par ces textes

d'avoir toujours donné une solution conforme, sinon à la lettre, du moins à l'esprit de notre droit, persisteront dans leur interprétation ; et seule une réforme législative pourra faire franchir à notre droit français cette étape dans la voie du progrès.

En ce qui concerne la succession mobilière au contraire les traités introduisent un changement formel : ils substituent la loi nationale du *de cujus* à la loi de son domicile, pour régler le partage de ses biens mobiliers.

Changement d'ailleurs plus théorique que pratique, puisque notre jurisprudence, qui a adopté la loi du domicile, est souvent appelée à faire application de la loi nationale du défunt, parce qu'elle ne considère presque jamais ce dernier comme ayant en France un domicile suffisant pour déterminer la compétence de la loi française.

C'est donc presque uniquement une réforme de principe, qui est apportée par ces traités ; réforme dont il ne faut d'ailleurs pas diminuer la valeur, car elle constitue un progrès sensible sur notre système de droit commun.

Abandonner à la loi nationale du *de cujus* le soin de régler la dévolution de sa succession mobilière, n'est-ce pas, au moins sur un point, briser avec le passé, avec les théories de notre ancien droit ? Adopter un pareil principe, c'est se ranger partiellement à l'opinion aujourd'hui dominante en doctrine, et adop-

tée déjà par bien des législations modernes, qui range dans le statut personnel toutes les lois successorales.

Et il serait désirable de voir se multiplier dans les traités des clauses de ce genre : notre jurisprudence elle-même serait peut-être entraînée dans ce courant, et finirait par accepter la même solution, puisque aucun texte législatif précis ne l'en empêche.

Ces diverses règles de dévolution successorale ont été fixées d'une façon si précise et si claire par les clauses de ces traités, qu'aucun doute ne peut exister au sujet de leur application. C'est ce qui explique la pauvreté relative de notre jurisprudence à ce sujet.

Seules les questions de compétence ont donné lieu à des discussions judiciaires et à des décisions de jurisprudence.

Nos tribunaux se sont réservés, à juste droit, de résoudre les questions préjudicielles de nationalité, dont la solution préalable doit déterminer l'application des traités : une question de ce genre soulevée au sujet de la succession d'un citoyen de l'ancienne république de Raguse, a donné lieu à des décisions de jurisprudence importantes : jugement du tribunal de Vervins du 15 janvier 1890, arrêt de la Cour d'Amiens du 26 novembre 1891, et de la Cour de cassation du 29 juin 1893 (Clunet, 1895, p. 390 ; D. 1892.2.425 ; *Pand. fr. périod.*, 1894.5.9).

Nos tribunaux ont affirmé à cette occasion les principes posés par le traité franco-autrichien, au sujet

de la dévolution successorale, et sans vouloir infirmer en rien les principes de compétence fixés par ces traités, ils se sont réservé la connaissance de la question de nationalité du *de cujus*.

Cette solution est aussi légitime que juridique : la compétence de nos tribunaux ne peut cesser, par application des traités, qu'autant que les conditions de nationalité, qui justifient cette application, ont été préalablement solutionnées.

En résumé si nous écartons les questions de compétence, les trois traités que nous venons d'étudier accordent réciproquement aux sujets des États contractants le traitement national en ce qui concerne la possession des meubles et immeubles et la jouissance des droits civils ; au point de vue successoral ils rangent la succession immobilière dans le statut réel, et la succession mobilière dans le statut personnel, avec application de la loi nationale, considérée comme étant la véritable loi personnelle.

SECTION II

Traité avec le Mexique

Nous étudions à part le traité franco-mexicain du 27 novembre 1886, parce qu'il contient dans son article 6 une disposition tout à fait particulière, qui ne se retrouve dans aucun autre traité.

Voici les deux articles de ce traité qui règlent la dévolution successorale (1) :

ART. 5. — Les Français dans les États-Unis du Mexique et les Mexicains en France pourront, comme les nationaux, acquérir, posséder et transmettre par succession, testament, donation ou de quelque autre manière que ce soit, les biens meubles situés dans les territoires respectifs, sans qu'ils puissent être tenus à acquitter des droits de succession ou de mutation autres ni plus élevés que ceux qui seraient imposés dans des cas semblables aux nationaux eux-mêmes.

En ce qui concerne la possession des immeubles, les Français au Mexique, et les Mexicains en France seront traités comme les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

ART. 6. — La succession aux biens immobiliers sera régie par les lois du pays dans lequel les immeubles seront situés, et la connaissance de toute demande ou contestation concernant les successions immobilières appartiendra exclusivement aux tribunaux de ce pays.

Les réclamations relatives aux droits de succession sur les effets mobiliers laissés dans l'un des deux pays par les sujets de l'autre, soit qu'à l'époque de leur décès ils y fussent établis, soit qu'ils y fussent simplement de passage,

1. Nous ferons observer, au sujet de ce traité, que la rédaction qui en est donnée dans le *Recueil des Pandectes françaises*, v^o *Succession*, n^o 15273, est erronée: c'est le premier texte de la convention qui est porté dans cet ouvrage, or ce texte n'a été ratifié qu'avec modifications relativement à la succession aux biens mobiliers. Voir: Codes de A. Carpentier : *Traité*s, p. 136.

seront jugés par les tribunaux ou autorités compétentes du pays où ces effets se trouveront, mais d'après la législation de l'État auquel appartenait le défunt.

L'article 5 est à peu de chose près semblable à l'article 1^{er} du traité franco-autrichien de 1866, et nous n'avons presque rien à ajouter à ce qui a déjà été dit à ce sujet dans la section précédente.

Comme l'article 1^{er} du traité avec l'Autriche, ce n'est qu'une reproduction un peu développée de l'article 1^{er} de la loi du 14 juillet 1819, un rappel des principes qui y sont contenus, et une assurance pour les Français que les mêmes principes leur seront réciproquement appliqués au Mexique. Nous savons que la rédaction de cette clause ne suffit pas à écarter l'article 2 de la même loi de 1819 ; c'est un point que nous avons suffisamment étudié pour ne pas avoir besoin d'y revenir.

La seule différence entre cet article du traité franco-mexicain et l'article correspondant du traité franco-autrichien, réside dans le paragraphe final, qui assure respectivement aux sujets des États contractants, en ce qui concerne la possession des immeubles, non pas le traitement national, mais le traitement de la nation la plus favorisée.

Pour tous les Mexicains en France cette clause n'a aucun intérêt, puisque les étrangers jouissent à ce sujet du même traitement que les Français : elle

pourrait simplement les mettre à l'abri d'un revirement législatif bien improbable.

Mais tout autre est son importance pour les Français au Mexique, car en ce qui concerne la possession des immeubles les étrangers n'y sont pas traités comme les nationaux. La restriction mise à leur droit d'être propriétaires fonciers, n'a d'ailleurs qu'une portée assez restreinte : elle ne reçoit son application que sur une partie très limitée du territoire dans la zone frontière, c'est-à-dire sur une étroite bande, large d'une vingtaine de milles, qui longe les limites du territoire mexicain.

Quelle limitée que soit l'application de cette clause, il importe d'en étudier les conséquences au point de vue de la dévolution successorale.

Il y a évidemment, au point de vue pratique, une corrélation étroite entre les règles qui fixent les conditions de possessions des immeubles par les étrangers, et celles qui déterminent la loi applicable à la dévolution de leurs biens par succession.

Un État refuse-t-il aux étrangers d'une façon catégorique le droit de devenir propriétaire foncier : la question du partage de la succession immobilière d'un étranger ne pourra plus se poser, et seul le droit pour l'étranger de recueillir de tels biens pourra être en question.

Hâtons-nous d'ajouter que dans aucun État une pareille réglementation ne dégénère en une mesure

de spoliation : l'étranger appelé à recueillir un immeuble est en général autorisé à en disposer, dans un délai fixé, et à en emporter la valeur.

En fait, au Mexique, les Français, jouissant du traitement de la nation la plus favorisée, peuvent se prévaloir du traité mexico-allemand du 3 mars 1883, qui accorde, par son article 15, aux Allemands appelés à recueillir des immeubles dans certaines régions du Mexique, un délai de trois ans pour les aliéner.

Des réglementations analogues, fixées par des textes législatifs ou des traités, sauvegardent les intérêts des étrangers dans la plupart des autres pays, qui se refusent encore à leur accorder le traitement national, en ce qui concerne la possession des immeubles.

Néanmoins si les règles de dévolution successorale ne sont pas atteintes par cette clause, il n'en résulte pas moins en pratique une gêne considérable, dont les conséquences influent forcément sur le partage.

L'étranger qui reçoit dans son lot un immeuble, sera dans l'obligation de l'aliéner, dans des conditions forcément désavantageuses : limité par le délai qui lui est imparti, il ne pourra choisir à son aise, ni l'acquéreur ni le moment favorable, et en définitive cette clause qui n'aura en rien touché au statut successoral, aboutira à créer une inégalité imprévue dans le partage.

Ces considérations ont une portée d'application

pratique assez considérable pour qu'on soit en droit de se demander si elles ne doivent pas avoir une répercussion sur les règles du partage : pourra-t-on équitablement procéder à un partage en nature par tirage au sort, alors que la valeur des lots diversement composés variera suivant la nationalité de l'héritier auquel ils seront échus ?

Pour pousser les choses à l'extrême ne faudra-t-il pas, par application de l'article 2 de la loi de 1849, compenser au profit des cohéritiers français, le dommage certain, l'inégalité forcée dont ils subiront ainsi les conséquences, si leurs copartageants sont citoyens de l'autre État ?

Nous ne le pensons pas, et nous croyons formellement que ces conséquences ne sauraient être admises : En somme le cohéritier français aura reçu sa part pour l'évaluation qui en aura été faite, et le délai qui lui est accordé est théoriquement, sinon pratiquement, suffisant pour lui permettre de trouver à réaliser la valeur du lot attribué.

L'autorité judiciaire ne peut se laisser entraîner dans des considérations qui, à tout prendre, sont assez spécieuses, et qui d'ailleurs ne lui fourniraient aucune base d'évaluation sûre.

Nous avons ainsi indiqué la répercussion pratique de cette réglementation sur la dévolution successorale, mais nous avons démontré en même temps qu'elle ne peut apporter aucun changement théori-

que au choix de la loi applicable à cette dévolution.

Et telle est certainement l'esprit du traité franco-mexicain, puisque immédiatement après avoir ainsi assuré à nos nationaux le sort de la nation la plus favorisée en ce qui concerne la possession des immeubles, il formule les règles qui régissent la dévolution des successions immobilières.

Adoptant, comme les traités étudiés dans la section précédente, la théorie de notre droit actuel, il attribue aux tribunaux et aux lois de la situation des immeubles la compétence, en ce qui concerne leur partage et leur attribution.

Nous ne revenons pas sur cette solution que nous avons déjà envisagée dans la section qui précède.

Au sujet de la succession mobilière, le traité avec le Mexique contient au contraire une disposition entièrement originale :

La loi nationale du *de cujus* réglera la dévolution de ses biens meubles, mais ce seront les tribunaux de la situation des biens qui seront compétents pour connaître de toutes réclamations relatives aux droits de succession sur ces effets mobiliers.

Ce qui frappe au premier abord dans ce système c'est de voir donner compétence à des tribunaux avec mission d'appliquer une loi étrangère : maintenir une sorte de parallélisme entre la compétence judiciaire et la compétence législative est pourtant un principe très net de notre jurisprudence, admis éga-

lement par notre pouvoir législatif, et qui a toujours inspiré la rédaction des traités.

Ce principe, qui a évidemment des avantages pratiques considérables, a été en général respecté par nos diplomates et accepté par eux, peut-être d'une façon un peu irrélâchée, comme un principe de notre droit, au-dessus de toute discussion. C'est au point que lors des négociations qui ont précédé la conclusion du traité franco-suisse de 1869, ils se sont refusés, comme nous le verrons plus loin, à inscrire formellement ce principe dans les clauses du traité, sous le prétexte qu'il était déjà admis d'une façon générale, et qu'aucun doute ne pouvait exister au sujet de son application.

Or, quels que soient ses avantages pratiques, on est en droit de se demander jusqu'à quel point c'est un principe de notre droit, et s'il est vraiment impossible d'imaginer que des tribunaux puissent appliquer les lois d'une nation étrangère.

C'est pourtant ce qui arrive fréquemment dans les procès qui soulèvent des questions de droit international privé. Nos tribunaux notamment, pour prendre un exemple dans notre matière même, n'hésitent pas à se déclarer compétents sur les questions soulevées par la succession mobilière d'un étranger domicilié de fait en France, et appliquent néanmoins la loi nationale de cet étranger au partage de cette succession, si son domicile n'avait pas été fixé en

France après une autorisation régulière de notre gouvernement.

Le parallélisme des deux compétences, judiciaire et législative, n'est donc pas un principe nécessaire de notre droit, ce n'est pas davantage un système juridique universellement admis : il ne faut donc pas s'étonner de le voir rejeté de façon explicite par un traité, et loin d'en critiquer la solution, il faut plutôt se féliciter d'avoir ainsi une preuve que nos législateurs, contrairement aux affirmations de quelques diplomates, ne considèrent pas les deux compétences comme nécessairement unies.

Examinons de plus près cette décision du traité franco-mexicain :

Régler la succession mobilière d'un étranger par la loi nationale du *de cujus* est une solution que nous avons déjà appréciée à l'occasion du traité franco-autrichien, et nous nous bornerons à rappeler que nous la considérons comme un réel progrès sur le système adopté par notre jurisprudence.

En ce qui concerne la compétence judiciaire, que signifie la clause en question ? En droit commun nos tribunaux se reconnaissent compétents pour régler la succession mobilière des étrangers décédés en France, et pour régler toute la succession mobilière, quelle que soit la situation effective des effets mobiliers envisagés.

Notre traité semble ne pouvoir s'accommoder d'un

pareil système : seuls les biens situés effectivement en France resteront dans la compétence des tribunaux français, chaque élément de l'actif mobilier rentrant dans la compétence du tribunal « du pays où il se trouve ».

Est-ce bien là l'interprétation exacte de cette clause, et ne pourrait-on soutenir que la situation des biens dont parle le traité est leur situation fictive, le domicile de fait ou de droit du *de cujus* (*mobilia sequuntur personam*) ?

Nous ne le pensons pas, et, si déplorable que soit, au point de vue pratique, le système qui résulte de notre première interprétation, nous croyons qu'elle est imposée par le texte : « Tribunaux ou autorités compétentes du pays où ces *effets se trouveront* » sont des termes trop formels pour que l'on puisse hésiter ; « se trouveront » n'indique-t-il pas suffisamment que c'est leur situation matérielle qui est envisagée ?

Ce système scindera la succession mobilière en autant de successions partielles qu'il y aura de pays où se trouveront des éléments de l'actif mobilier.

Une question restera d'ailleurs à résoudre dans chacun d'eux, difficulté que les signataires du traité n'ont même pas entrevue : quel tribunal sera compétent *ratione loci* ? Faudra-t-il encore scinder la succession en autant de parcelles qu'il y aura d'éléments d'actif même infimes répartis dans divers

ressorts de tribunaux? Quelle source de complications et de frais ! On les évitera à la rigueur. Si l'on se trouve dans l'État où le *de cujus* est décédé, ou dans celui où il avait son domicile de fait ou de droit, ce sera le tribunal du lieu d'ouverture de la succession, lieu du décès, ou celui du domicile ; à défaut d'une détermination aussi précise, l'on pourra même admettre le tribunal du domicile d'origine lorsqu'on se trouvera dans sa patrie.

Mais lorsque l'on sera en présence d'effets mobiliers éparpillés sur le territoire d'un État, pour lequel toute base précise de détermination fera défaut, comment éviter les graves inconvénients du système imposé par le traité. Et si invraisemblable que soit l'hypothèse extrême envisagée, elle est possible, et cela suffit pour que le système soit critiquable.

On se perd d'ailleurs en conjectures, si l'on cherche à s'expliquer l'idée déterminante de ce système : c'est pourtant sur les instances des délégués mexicains que cette rédaction a été adoptée, alors qu'une première rédaction proposée était calquée sur celle du traité franco-autrichien.

C'est du moins ce que nous apprennent les documents parlementaires (*Journ. off.*, 1887, *Documents parlementaires* (Sénat), p. 739 ; *Journ. off.*, 1888, *Documents parlementaires* (Chambre), p. 68) sans nous expliquer d'ailleurs les raisons de cette exigence des délégués mexicains.

Le rapporteur à la Chambre, de la loi de ratification nous indique que « cette modification n'a pour but que le règlement d'une question de compétence et de procédure, et elle est réglée, affirme-t-il, conformément aux principes du droit civil ». Si le texte était moins précis, cela ferait douter de l'exactitude de notre interprétation ; mais les termes du traité sont formels, et l'on doit, semble-t-il, s'incliner, si déplora-
bles qu'en soient les conséquences.

Aucune décision de jurisprudence à notre connaissance, n'a solutionné les difficultés que nous venons d'indiquer, et il ne faut pas s'en étonner outre mesure, car en pratique la question est en général fort simple : l'on se trouve en face de deux masses de biens à partager, l'une en France, l'autre au Mexique ; dans chacun des deux pays il y aura un tribunal compétent et un seul, tribunal du lieu d'ouverture de la succession, du domicile de fait ou de droit, ou du lieu d'origine, et la dévolution de tous ces biens sera réglée suivant la loi nationale du *de cujus*.

Néanmoins un pareil système ne présente que des désavantages ; il ne se justifie par aucune raison pratique ou de principe : c'est dire que l'on ne peut que le condamner.

SECTION III

Traité franco-suisse

Les rapports entre la France et la Suisse, relativement aux successions *ab intestat* ont été réglés successivement par les traités signés en 1798, 1803 et 1828 : pour ces traités qui n'envisageaient formellement que des questions de compétence, la question se posait de savoir s'ils régissaient aussi la dévolution de la succession, et la négative avait prévalu ; on en avait même déduit qu'ils ne pouvaient écarter l'application de l'article 2 de la loi de 1819. (Cassation, 18 juillet 1859, D. 59.1.325 ; et Dalloz Jur. gén. v° *Succession*, n°s 115 et s.)

Aujourd'hui l'article 5 du traité du 15 juin 1869 règle ces diverses questions d'une façon plus complète. Il contient plusieurs dispositions que nous allons étudier point par point.

Voici le texte du premier paragraphe :

ART. 5. — Toute action relative à la liquidation et au partage d'une succession testamentaire ou *ab intestat*, et aux comptes à faire entre les héritiers ou légataires sera portée devant le tribunal de l'ouverture de la succession, c'est-à-dire, s'il s'agit d'un Français mort en Suisse, devant le tribunal de son dernier domicile en France, et s'il s'agit d'un Suisse décédé en France, devant le tribunal de son

lieu d'origine en Suisse. Toutefois, on devra, pour le partage, la licitation ou la vente des immeubles, se conformer aux lois du pays de leur situation.

Ce texte détermine la compétence du Tribunal appelé à régler le partage de la succession mobilière : c'est le Tribunal du lieu d'ouverture de la succession ; et le traité nous renseigne immédiatement sur ce qu'il entend par lieu d'ouverture de la succession : pour les Français, c'est leur dernier domicile en France, pour les Suisses c'est leur lieu d'origine en Suisse, la commune où ils sont aptes à exercer leurs droits de bourgeoisie (1).

Ce premier point soulève plusieurs difficultés d'application. Il peut se faire que le *de cujus* n'ait pas de domicile dans sa patrie ; tel le cas d'une Française devenue Suisse par mariage avec un Suisse, mais n'ayant jamais résidée en Suisse, et décédant en France ; telle aussi la situation des enfants d'un Suisse, nés en France ; ces diverses personnes, Suisses de nationalité, n'ont dans leur patrie aucun domicile d'origine : quel tribunal sera compétent ? Il est difficile d'écarter purement et simplement le traité, sous prétexte qu'une difficulté se présente, et de porter le partage de la succession devant le tribunal du domicile en France. La solution la plus juridique et la plus conforme à l'esprit du traité, paraît

1. Rennes, 30 avril 1872 ; Cass., 3 juin 1874, S.1875.I.245.

être de choisir comme domicile d'origine celui du chef de famille (Vincent. *Rev. prat. de dr. int. fr.*, 1890-1891, p. 165).

D'autres difficultés peuvent se présenter : le traité envisage le cas d'un Suisse décédé en France, ou d'un Français décédé en Suisse ; il recevra donc son application toutes les fois qu'un citoyen de l'une des deux nations décèdera dans le territoire de l'autre, qu'il y fût établi ou simplement de passage (1). Mais que décider au cas par exemple où un Français domicilié en Suisse, décède dans un troisième pays ? Faut-il admettre la théorie du Tribunal fédéral (27 oct. 1888) qui prétend que « décédé » dans le texte de la convention équivaut à « domicilié ».

C'est, nous semble-t-il, agir cavalièrement avec les textes que de changer ainsi les termes précis qui y sont employés ; mais la solution que donne cette interprétation un peu forcée est certainement conforme à l'esprit du traité et il y a tout avantage à l'accepter.

Une autre question se pose souvent en pratique et a été résolue dans des sens divers : la règle de compétence établie par le traité est-elle d'ordre public ?

1. L'arrêt du Tribunal fédéral du 27 octobre 1888, (*Rec. off.*, 1888, p. 597, qui décide le contraire, pour le cas du Français décédé en Suisse au cours d'un voyage, me semble contraire aux termes du traité : le traité ne distingue pas et ne paraît prendre en considération que le fait du décès, dans l'État auquel le *de cujus* n'appartenait pas.

Pour les uns (1) ces règles sont d'ordre public, et les parties ne peuvent s'y soustraire ; pour d'autres au contraire (2) les règles de compétence générale sont établies dans l'intérêt des parties qui peuvent donc valablement y renoncer.

L'article 11 du traité et l'explication qu'en donne le protocole joint au traité semblent pourtant exiger le premier système, puisqu'ils demandent au juge incompetent de se dessaisir d'office, « même en l'absence de défendeur ».

Mais à notre point de vue la question importante que soulève ce texte, est de savoir s'il détermine implicitement la loi applicable à la dévolution de la succession.

Il est certain, et le compte rendu des travaux préparatoires en est la preuve, que l'on ne doutait pas que fixer la compétence judiciaire, c'était fixer aussi la loi applicable. (Protocole explicatif : *Feuille fédérale*, Suisse, 1869, 2, 243.) Les délégués français chargés de la rédaction du traité étaient imbus de cette idée, que la compétence judiciaire et la compétence législative sont si étroitement liées l'une à l'autre, que l'on ne peut imaginer que l'on donne compétence à un tribunal, sans lui imposer en même temps

1. Lehr, Clunet, 1883, p. 63 ; Weiss, p. 743 ; Tr. Seine, 12 décembre 1889, *P. fr.*, 90.5.44 ; Paris, 30 juillet 1890, Clunet, 1895, p. 846.

2. Clunet, 1878, p. 247-450 ; Lyon, 6 avril 1903, *P. fr.*, 1903.5.17 ; Cass., 1^{er} juillet 1878, Clunet, 1879, p. 177.

l'application de sa propre loi. Ils y voyaient une règle générale de notre droit, à tel point qu'ils se sont refusés formellement à l'inscrire dans le texte du traité.

Devant ces explications très nettes, qui ont précédé la signature de la convention, nous sommes donc forcés de nous incliner, et d'admettre l'interprétation qui s'en déduit : la dévolution de la succession mobilière sera régie par la loi nationale du *de cuius*.

D'ailleurs, cette interprétation ressort du texte même du traité.

Après avoir fixé la compétence pour la succession mobilière, le traité continue : « Toutefois, on devra, pour le partage, la licitation ou la vente des immeubles, se conformer aux lois du pays de leur situation. » Cette manière d'amener la phrase « toutefois », n'indique-t-elle pas que les rédacteurs considéraient cette clause comme une dérogation à ce qui précède ? « Toutefois les immeubles sont soumis à la loi de leur situation », c'est donc, semble-t-il, que les meubles suivent la loi personnelle du *de cuius*.

Nous n'irons pas pourtant jusqu'à dire, comme le Procureur général Ronjat, dans ses conclusions citées ci-dessous, « qu'il est impossible d'admettre qu'en réglant la compétence judiciaire, le traité n'ait pas « entendu statuer sur le fond ; qu'il aurait fallu un « texte précis pour imposer aux tribunaux suisses « l'application d'une loi française ; qu'il est inadmis-

« sible que l'attribution de juridiction ait cette singulière conséquence de faire appliquer par les Tribunaux saisis la législation d'une nation étrangère. »

Ce sont là des arguments qui ne tirent leur valeur que du principe que nous savons admis par les rédacteurs du traité : le parallélisme obligatoire des compétences judiciaires et législatives. Et nous avons vu que ce principe, s'il a inspiré et dominé l'esprit de notre traité, n'est pas une règle de notre droit, n'a pas une portée juridique absolue.

Il est d'ailleurs inutile de chercher à imposer par des raisons juridiques l'interprétation qui domine : c'est l'interprétation qu'en ont donné les rédacteurs du texte, elle n'est pas juridiquement inadmissible ; cela doit suffire pour que nous l'admettions.

Et pour que nous l'admettions avec d'autant plus de hâte que c'est la solution la meilleure au point de vue pratique ; elle est conforme aux idées admises dans d'autres traités, notamment les traités du groupe franco-autrichien.

En résumé c'est donc la loi nationale du *de cuius* qui sera appelée à régler sa succession. Cela paraît conforme au texte du traité et aux déclarations préliminaires des rédacteurs ; c'est d'ailleurs la solution aujourd'hui universellement admise (Cass., 11 février 1890, *Clunet*, 1890, p. 299, les conclusions du Procureur général Ronjat, et les observations de M. Surville ; Lyon, 6 avril 1903, *Pand. fr.*, 1903.5.17 ; Cass.,

11 février 1890, D. 90.1.153 ; Demolombe, t. 13, n° 200 ; Aubry et Rau, t. 6, p. 279, n° 13 ; Weiss, p. 409, *Tr. de Dr. int. pr.* Labbé, sous Sirey, 1882.1.145).

Quant à la fin du premier paragraphe il règle, non plus une question de compétence judiciaire, mais le choix de la loi applicable à la succession immobilière : loi de la situation des immeubles.

Nous venons de voir comment est amené grammaticalement le membre de phrase qui contient cette disposition : elle est présentée comme une dérogation à la règle imposée à la succession mobilière ; nous venons même d'en déduire en argumentant *a contrario*, que c'est la loi nationale du *de cuius* qui est applicable à la succession mobilière.

Pour la succession immobilière, la question se pose inverse de celle que nous venons d'examiner pour les biens mobiliers : en fixant la loi applicable aux immeubles, le traité a-t-il implicitement déterminé le tribunal compétent ?

Les observations que nous avons présentées sur cette idée, qui a dominé la rédaction du traité, que la compétence législative et la compétence judiciaire sont intimement liées, imposent la solution : c'est le tribunal de la situation qui sera compétent (1).

1. Clunet, '886, p. 565, explications de Roguin. Polémique de Alex. f. Martin et Lehr, dans Clunet, 1879, p. 121 et 537. Tribunal de Genève, 24 juillet 1899, et Tribunal de Vaud, 3 octobre 1899, Clunet,

On pourrait néanmoins soutenir que l'on respecterait tout aussi bien le texte du traité en laissant au tribunal compétent pour la succession mobilière, la charge de régler la dévolution des immeubles ; le traité n'impose en somme que le respect des règles de forme et de procédure fixées par la loi de la situation ; à condition de respecter ces dispositions législatives l'on pourrait abandonner à un tribunal étranger le soin de régler la dévolution des biens immobiliers.

On aurait ainsi l'avantage de faire régler toute la succession par le même tribunal, d'établir, sous réserve bien entendu de la procédure immobilière, une unité parfaite pour le règlement des successions.

Mais ce système est trop contraire à notre droit positif, pour que l'on puisse admettre qu'il a été adopté par les rédacteurs du traité.

Nous n'irons pas néanmoins jusqu'à dire que les mots « partage, licitation ou vente » employés par le texte ne comprennent que les questions de forme et de procédure, et ne peuvent être interprétés comme équivalents de « dévolution successorale ». Aussi longtemps que l'article 3 § 2 de notre Code civil sera interprété comme ayant le sens le plus large, et déterminant la loi de dévolution des immeubles, toutes

1900, p. 849 ; Paris, 2 juin 1888, *Clunet*, 1890, p. 323 ; Seine, 13 août 1894, *Clunet*, 1895, p. 95 ; Seine, 24 novembre 1900, et Paris, 27 novembre 1900, *Clunet*, 1902, p. 567 ; Lyon, 6 avril 1903, *P. fr. pér.*, 1903, 5, 17.

les dispositions analogues à cet article contenues dans les traités devront être interprétées de même : on ne saurait admettre que, sans l'indiquer dans une clause formelle, les rédacteurs d'une convention diplomatique aient abrogé une disposition aussi universellement admise de notre droit.

En résumé ce premier paragraphe de l'article 5 du traité franco-suisse du 15 juin 1869 tout en déterminant le tribunal compétent pour régler la succession d'un Suisse mort en France, ou d'un Français décédé en Suisse, fixe en même temps la loi applicable à la dévolution de cette succession : loi nationale du *de cuius* pour la succession mobilière, et loi de la situation pour les immeubles.

Le traité franco-suisse de 1869 adopte donc, pour le règlement des conflits de lois, le système des traités que nous venons d'étudier dans le présent chapitre.

Nous allons examiner maintenant la deuxième partie de ce même article 5, qui ajoute au système que nous venons d'exposer une clause fort importante et d'interprétation délicate :

ART. 5. — Si, dans les partages de succession auxquels les étrangers sont appelés concurrenment avec des nationaux, la législation de l'un des deux pays accorde à ses nationaux des droits et avantages particuliers sur les biens situés dans ce pays, les ressortissants de l'autre pays pourront, dans les cas analogues, revendiquer de même les

droits et avantages accordés par la législation de l'Etat auquel ils appartiennent. Il est, du reste, bien entendu que les jugements rendus en matière de succession par les tribunaux respectifs et n'intéressant que les nationaux seront exécutoires dans l'autre, quelles que soient les lois qui y sont en vigueur.

A quelle situation ce texte fait-il allusion, et comment doit-il être interprété? Les observations insérées au protocole final sont là pour nous indiquer la solution.

Lors des négociations, la question fut soulevée par les délégués suisses, de savoir si l'article 2 de la loi de 1819, organisant le droit de prélèvement au profit des Français, pourrait encore être appliqué à l'encontre de cohéritiers suisses ; cette disposition de la loi française n'avait pas été écartée dans les rapports entre Français et Suisses par les traités antérieurement en vigueur (traité de 1828 ; Cass., 18 juillet 1859, D. 1859.1.325 ; S. 1859.1.822) et les Suisses auraient voulu voir insérer dans le traité une disposition formelle à cet égard.

Les délégués français s'y refusèrent catégoriquement prétendant qu'ils ne pouvaient abroger par une convention diplomatique, une loi établie en faveur des Français.

C'était là une erreur juridique certaine, les traités ratifiés par des lois, ayant en législation la même

valeur d'application que les lois, peuvent abroger des textes législatifs, même établis en faveur de nos nationaux.

C'est même généralement leur raison d'être : les traités ne sont-ils pas conclus par les États, uniquement pour s'assurer respectivement un traitement de faveur ; et ces privilèges accordés par traité ne sont-ils pas le plus souvent une simple renonciation réciproque à un système de garanties établi au profit des nationaux.

Rien ne s'opposait donc, au point de vue juridique, à ce que l'abrogation formelle du droit de prélèvement soit insérée dans le traité, au bénéfice des Suisses. Et il faudrait chercher, pour expliquer la décision du gouvernement français, des raisons d'ordre pratique, ou historique ? C'est certainement là que se trouve l'explication : l'idée de protection de nos nationaux qui a inspiré la législation de 1819, dominait encore tous les esprits, et l'on ne pouvait admettre qu'une première brèche soit ainsi créée à ce principe.

Néanmoins, pour donner au gouvernement suisse une satisfaction partielle, les délégués français consentirent, tout en maintenant le principe du droit de prélèvement de la loi de 1819, à assurer aux Suisses un régime de réciprocité en ce qui concerne l'application de ce droit, régime dont le principe est formulé dans le paragraphe 2 de l'article 5 que nous examinons.

Le régime ainsi établi n'apporte aucun obstacle à

ce que les Français profitent des « avantages particuliers » que leur loi nationale leur accorde dans la succession d'un Suisse décédé en France, mais il admet en même temps, par mesure de réciprocité, les cohéritiers suisses à bénéficier des avantages que leur assure la loi suisse dans la succession d'un Français décédé en Suisse. C'est là certainement ce que le traité appelle les « cas analogues », et telle doit être l'interprétation du texte.

Au point de vue pratique la situation est ainsi bien déterminée, les Français profitant du droit de prélèvement, et les Suisses pouvant réclamer l'application de toute loi analogue existant dans leur pays d'origine ; aucune loi de ce genre n'existe d'ailleurs, à notre connaissance, dans les législations cantonales ou le Code fédéral.

Mais au point de vue juridique, il y a lieu de se demander si cette disposition du traité de 1869 constitue un système particulier, destiné à remplacer celui de la loi de 1819, ou s'il implique l'application de cette loi, et n'intervient que pour assurer la réciprocité aux Suisses.

Le texte en lui-même est si clair, que son interprétation ne paraît pas douteuse ; et l'on se demande comment l'on pourrait y voir l'abrogation du droit de prélèvement dont il assure l'exercice. La question pourtant mérite d'être examinée, car elle a été diversement appréciée en doctrine et en jurisprudence.

M. Surville, dans la note que nous avons déjà citée (Clunet, 1890, p. 313) sous l'arrêt de Cassation du 11 février 1890, dit formellement qu'il n'y a pas à tenir compte de la loi de 1819 dans les rapports entre la France et la Suisse, parce qu'elle est écartée par la disposition du traité que nous examinons. Cette disposition assure un régime de réciprocité, mais il n'y est pas question de prélèvement compensateur comme dans l'article 2 de la loi de 1819 (1). C'est d'ailleurs également la doctrine de l'arrêt du 11 février 1890.

Cette décision nous paraît très critiquable. Quels pourraient être les avantages particuliers dont parle le traité, s'il ne s'agissait du droit de prélèvement établi par l'article 2 de la loi de 1819 ?

D'ailleurs les négociations préliminaires établissent de façon certaine, comme nous l'avons déjà indiqué, le maintien du droit de prélèvement, et d'autre part les termes du traité sont bien conformes à ceux de la loi de 1819.

Si nous examinons l'arrêt du 11 février 1890 nous constatons qu'il ne renferme aucune disposition explicite relativement à l'application de la loi de 1819. Il s'agissait en l'espèce d'un Suisse décédé en France, laissant des biens en France et en Suisse, comme héritiers, ses frères, ayant droit à une réserve de

1. Voir sur cette question la note de MM. Lucas et Weiss dans les *Pand. fr. pér.*, 1890, 5, 10.

moitié selon la loi de leur pays (canton des Grisons), et comme légataires universels deux Français. Quel sort devait être réservé aux biens mobiliers sis en France : l'application du statut personnel les attribuait pour moitié aux héritiers suisses ; l'application de la loi de 1819 autorisait au contraire les Français à exercer sur ces meubles un prélèvement compensateur. Le jugement du Tribunal, du 16 novembre 1886, dans cette même affaire, avait adopté, avec raison, à notre avis, ce dernier système.

La Cour de cassation a admis au contraire que les héritiers suisses avaient droit à la moitié de ces biens mobiliers : elle argue de ce que le testament et ses effets doivent être appréciés selon la loi personnelle du défendeur, en ce qui concerne la partie mobilière de sa succession (Vincent, p. 29). L'arrêt de la Cour écarte ainsi implicitement la loi de 1819, mais sans s'expliquer sur la question de principe.

Si sa théorie était exacte, nous serions obligés d'accepter le système exposé par M. Surville, mais nous avons déjà vu, en étudiant la portée d'application de la loi de 1819, que telle n'est pas son interprétation.

La réduction de la libéralité testamentaire imposée par la loi suisse, lorsqu'elle atteint un cohéritier français, constitue l'exclusion, dont parle le texte de

la loi ; elle donne ouverture au droit de prélèvement (1).

En définitive toute la question dépend de l'interprétation donnée à la loi du 14 juillet 1819, article 2.

Le droit de prélèvement ne s'exerce-t-il que si la loi étrangère assure à ses nationaux, et en cette qualité, un avantage particulier, aux dépens de cohéritiers d'une autre nation, ou bien peut-il recevoir son application, comme semble l'indiquer le texte, toutes les fois que la loi étrangère apporte une dérogation à ce qui est l'égalité du partage, selon la loi française ?

Si la première interprétation était admise, il est certain, et nous avons déjà eu l'occasion d'exposer cette question, que la loi de 1819 serait écartée par tous les traités qui déterminent la loi applicable à la dévolution des successions, notamment par l'article 5 du traité franco-suisse, car les traités suppriment entre les nations toute exclusion basée sur l'extranéité.

Mais l'on se demande alors qu'elle pourrait être la portée de la clause que nous examinons dans le traité de 1869.

Avec le second système au contraire, le traité franco-suisse ne contient qu'un rappel, assez maladroit d'ail-

1. Rossi. *Encyclopédie du droit*, v° *Aubaine*. *Contra* : Weiss, p. 113. Cass., 27 août 1850, S. 50.1,647.

leurs, de la loi de 1819, mais ne repousse pas l'application de cette loi (ce qui est conforme aux déclarations des rédacteurs du traité). Et il faut admettre, quelque répugnance que l'on ait à accepter cette solution, que dès qu'il y aura un héritier français il faudra calculer d'après la loi française quelle serait sa part, et le remplir de ce qui doit ainsi lui revenir.

C'est la seule solution conforme aux données historiques, et la seule qui permette de donner un sens au texte de la convention.

En étudiant la loi de 1819, nous avons préconisé une troisième interprétation : le cohéritier français ne pouvant exercer le prélèvement que si l'application de la loi étrangère qui le lèse n'est pas acceptée selon les principes de droit international privé admis chez nous. Nous avons fait observer que cette interprétation nous oblige à écarter la loi de 1819 toutes les fois qu'un traité règle la dévolution successorale.

En ce qui concerne le traité de 1869 ce système nous amènerait à considérer comme lettre morte toutes les dispositions de l'article 5 § 2, que nous examinons.

Cela doit suffire pour nous faire écarter cette interprétation de la loi de 1819, si souhaitable que soit le système dont elle entraînerait l'adoption.

En résumé, l'article 2 de la loi de 1819, tel qu'il est interprété et appliqué par la jurisprudence, n'est pas écarté par le traité de 1869 dans les rapports entre

la Suisse et la France ; et lorsque la succession d'un Suisse décédé en France doit se partager entre cohéritiers suisses et français, l'on calculera à la fois d'après la loi suisse et d'après la loi française la part du cohéritier français, et on le remplira de ses droits par des prélèvements compensateurs. Nous en arrivons ainsi à adopter le système qui est prescrit formellement par le traité franco-russe de 1874, que nous allons examiner.

Nous avons réservé, pour la fin de cette discussion, l'exposé d'un système que nous ne proposons que sous toutes réserves. Il est contraire, nous nous hâtons de le dire, aux déclarations faites lors des négociations par les rédacteurs du traité, et basé uniquement sur le texte même de l'article 5 du traité de 1869.

Ce texte dans sa première partie détermine le tribunal compétent pour examiner les questions relatives au partage des successions laissées par un sujet de l'une des nations sur le territoire de l'autre, et la loi applicable à ce partage.

Il est donc logiquement inadmissible qu'il puisse prévoir dans sa deuxième partie que, lors du partage des successions envisagées, des avantages particuliers puissent être réservés aux uns ou aux autres des héritiers intéressés, sans que de semblables avantages soient prévus par le traité. Malgré l'adage : *Generalia specialibus non derogant*, on ne saurait admettre qu'un traité, destiné à régler le sort des suc-

cessions, laisse subsister des règles exceptionnelles, applicables à ces mêmes successions, et contraires au système adopté ; puisque c'est précisément pour éviter les inconvénients résultant de ces règles exceptionnelles, établies par chaque État en faveur de ses nationaux, que les conventions sont conclues.

C'est donc dans un autre ordre d'idées, à notre avis, qu'il faut chercher l'explication du paragraphe 2 de l'article 5. A la lecture du texte, l'hypothèse envisagée ne paraît pas être celle étudiée jusqu'ici : ce n'est pas le cas où Français et Suisses sont appelés comme cohéritiers à la succession d'un Suisse ou d'un Français qui est prévu.

L'hypothèse est bien différente : un Suisse se trouve appelé, comme cohéritier, au partage de biens situés en France, dans des conditions telles qu'un Français jouirait de son droit de prélèvement.

Les tribunaux français devront examiner si une loi suisse assurerait à ses nationaux en Suisse, dans le même cas, un avantage particulier, analogue à notre droit de prélèvement. Si une telle loi existe, les tribunaux devront en faire profiter le cohéritier suisse, de la même manière qu'ils feraient profiter le cohéritier français de l'application de la loi de 1819.

Pour achever l'étude de l'article 5 du traité franco-suisse, il nous reste à dire quelques mots du paragraphe final : « Il est, du reste, bien entendu que les jugements rendus en matière de succession par les

tribunaux respectifs, et n'intéressant que leurs nationaux, seront exécutoires dans l'autre, quelles que soient les lois qui y sont en vigueur. »

Le message fédéral du 28 juin 1869 nous renseigne sur la portée d'application de cette clause. C'est dans l'intérêt surtout des Suisses qu'elle a été insérée.

Elle vise le cas où les héritiers sont tous nationaux du pays où se fait le partage. Quelle que soit la loi de ce pays, appliquée à un tel partage, les décisions judiciaires seront exécutoires dans l'autre pays.

La succession d'un Suisse, par exemple, est partagée par un tribunal suisse, entre citoyens suisses. Quel que soit le résultat de ce partage, aucun héritier ne pourra venir, en France, demander à ce que l'exécution du jugement soit refusée, sous prétexte qu'il porte atteinte à l'égalité du partage qui est la règle du droit français. (Vincent, p. 32.)

C'est là l'expression d'une situation déjà existante, puisque les principes déjà admis nous obligent à décider que la réclamation supposée de l'héritier suisse, qui se prétend lésé, ne saurait être admise en France.

SECTION IV

Traité franco-russe

Le traité franco-russe du 1^{er} avril 1874 fixe, de la même façon que le traité précédent, et en des termes formels, le tribunal compétent et la loi appli-

cable au partage des successions laissées par les citoyens de l'un des deux États dans l'autre.

Voici le texte de l'article 10 : « La succession aux biens immobiliers sera régie par les lois du pays dans lequel les immeubles seront situés, et la connaissance de toute demande ou contestation, concernant les successions immobilières, appartiendra aux tribunaux de ce pays. Les réclamations relatives au partage des successions mobilières, ainsi qu'aux droits de succession sur les effets mobiliers laissés dans l'un des deux pays par les sujets de l'autre pays, seront jugées par les tribunaux ou autorités compétentes, de l'Etat auquel appartenait le défunt, et conformément aux lois de l'État, à moins qu'un sujet du pays où la succession est ouverte n'ait des droits à faire valoir à la dite succession. »

Comme dans les traités dont nous venons de nous occuper dans ce chapitre, c'est la loi et le tribunal de la situation des biens immobiliers qui sont compétents pour régler leur dévolution ; pour les biens mobiliers cette compétence est exclusivement réservée au tribunal et à la loi du pays auquel appartenait le défunt (1).

Le texte du traité franco-russe, à ce point de vue, a l'avantage d'être très précis et de ne pas prêter à l'équivoque.

1. Seine, 30 mars 1892, *Pand. fr.*, 93,5.5 ; Seine, 31 octobre 1894, *Pand. fr. pér.*, 95,5.4.

La connexité de la compétence judiciaire et législative, que nous avons déjà remarqué être admise comme un principe de notre droit, au-dessus de toute discussion, est ici formellement exprimée dans le texte, au moins comme résultat ; et nous n'avons pas besoin de faire appel, comme pour le traité franco-suisse, aux principes que nous supposons avoir dirigé les rédacteurs du traité, pour en déduire la signification de la convention.

Cette disposition du traité franco-russe ne mérite donc aucune observation : son texte est clair et précis, et son application simple.

Mais la disposition vraiment intéressante, et tout à fait particulière de ce traité, est contenue dans la deuxième partie de l'article 10 :

« Dans ce dernier cas, (si un sujet du pays où la succession est ouverte, a des droits à faire valoir à cette succession) et si la réclamation est présentée avant (1) l'expiration du délai fixé par l'article 5, l'examen de cette réclamation sera déferé aux tribunaux ou autorités compétentes, du pays où la succession est ouverte, qui statueront, conformément à la législation de ce pays, sur la validité des prétentions du réclamant, et, s'il y a lieu, sur la quote-part qui doit lui être attribuée. Lorsqu'il aura été désintéressé de cette quote-part, le reliquat de la succession sera remis

1. Délai fixé par l'article 5 : six mois à compter du jour des dernières publications faites par l'autorité locale, relativement à l'ouverture de la succession, ou huit mois après le jour du décès.

à l'autorité consulaire, qui en disposera, à l'égard des autres héritiers, conformément aux stipulations de l'article 8.

Ainsi donc, d'après ce paragraphe du traité de 1874, lorsque la succession d'un sujet russe s'ouvrira en France, on devra immédiatement chercher quels sont les héritiers d'après la loi française et d'après la loi russe ; s'il ressort de cet examen qu'un citoyen français ait, d'après sa loi personnelle, des droits à faire valoir sur cette succession, les tribunaux français seront compétents pour en connaître ; ils attribueront à l'héritier français la part qui lui est ainsi reconnue, et remettront ensuite le restant des biens mobiliers au consul russe, pour qu'il les liquide conformément à la loi russe.

Ce système paraît au premier abord fort irrationnel, puisqu'il fait dépendre la dévolution successorale de la nationalité des héritiers. Il semble en bonne logique que la loi nationale des héritiers ne devrait jamais intervenir pour régler la dévolution successorale, puisque c'est la loi applicable à cette dévolution qui nous permet de connaître les héritiers.

M. M. Ditte, dans son ouvrage sur les conventions consulaires relatives aux successions (Chap. I, S. IV, § II, p. 38), paraît croire que la rédaction de ce texte est due à une erreur des négociateurs du traité, « qui se seraient imaginé que la question du tribunal com-

« pétent et celle de la loi applicable étaient intime-
ment liées l'une à l'autre » ; voulant laisser aux
tribunaux du lieu d'ouverture de la succession la
connaissance de cette succession, lorsqu'un citoyen
de ce pays y serait intéressé, ce qui est fort légitime,
les rédacteurs se seraient cru, d'après M. Ditte, dans
l'obligation de laisser à la loi de ce même pays la
charge de régler cette dévolution.

Nous nous sommes déjà suffisamment expliqué au
cours de cette étude, notamment à l'occasion du traité
franco-suisse, sur cette erreur des rédacteurs de
traités, qui ont toujours cru en effet que la compé-
tence judiciaire et la compétence législative étaient
intimement liées. Mais nous ne croyons pas qu'il
faille chercher là l'explication de la rédaction du
traité franco-russe.

Comme M. Ditte l'indique lui-même, un peu plus loin,
au cours de son ouvrage, il n'y a pas là autre chose,
semble-t-il, que l'application pure et simple de l'ar-
ticle 2 de la loi de 1819, tel qu'il est interprété par la
jurisprudence. Cette disposition du traité franco-russe
est donc équivalente à celle du traité franco-suisse,
que nous venons d'examiner, du moins avec la por-
tée qui est donnée à cette clause par la jurisprudence.

Il y a lieu de se demander si l'insertion de pareil-
les clauses dans des traités qui règlent la dévolution
successorale, est un simple rappel, parfois maladroit,
toujours inutile, de l'article 2 de la loi de 1819, ou

bien si elle ne constitue pas plutôt une preuve que la loi de 1819 doit être écartée dans les rapports avec les pays ayant conclu des traités, pour régler la dévolution des successions laissées par un citoyen de l'un des États sur le territoire de l'autre, lorsque ces traités ne la rappellent pas formellement.

Cette opinion, qui serait conforme en tous points à une interprétation que nous donnions plus haut de l'article 2 de la loi de 1819, et à la portée d'application que nous en déduisons, est très soutenable.

Si les traités qui règlent la dévolution successorale n'écartaient pas, par là même, l'application de l'article 2 de la loi de 1819, les négociateurs n'auraient nul besoin d'insérer dans certains traités des clauses qui exigent l'application de cette loi.

C'est d'ailleurs un point que nous avons examiné dans le chapitre 2 de cette étude, et nous ne pouvons y revenir plus longuement ici.

Quoi qu'il en soit, le texte de l'article 10 du traité franco-russe de 1874 est fort précis, et son application au point de vue pratique ne peut pas souffrir de grosses difficultés.

En fait, les arrêts que nous trouvons dans les recueils, relatifs au traité de 1874, n'ont trait qu'à des questions soulevées au sujet des pouvoirs qui doivent être reconnus aux consuls. La question même de dévolution successorale n'a donné lieu, à notre connaissance, à aucune décision judiciaire intéressante.

CHAPITRE IV

Conventions contenant la clause de la nation la plus favorisée

Plusieurs traités conclus par la France avec diverses nations étrangères assurent aux nationaux de ces pays le traitement accordé aux sujets de la nation la plus favorisée.

Quelle est la portée de cette clause au point de vue de la dévolution des biens laissés par un sujet d'une de ces nations sur le territoire de l'autre ?

Il faut naturellement écarter les pays qui ne bénéficient de cette clause que par des traités purement commerciaux, et dans lesquels il est spécifié que le traitement de la nation la plus favorisée n'est accordé qu'en ce qui concerne le commerce.

Nous croyons de même que les traités qui accordent le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne l'établissement des étrangers (1), ne peu-

1. Traités contenant la clause de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'établissement des sujets de l'une des nations sur le territoire de l'autre. Traité avec : la Bolivie, 15 septembre 1892 ;

vent pas être pris en considération pour influencer sur la loi applicable aux successions. Ce mot d'établissement qui se trouve en général joint aux mots commerce et navigation, ne s'applique, à notre avis, qu'à l'installation dans un but commercial, et aux droits nécessaires pour en assurer la marche normale.

Les seuls traités qui nous intéressent sont donc ceux qui, assurant le traitement de la nation la plus favorisée, spécifient qu'il s'agit des droits civils en général, ou du droit de succession en particulier.

Voici les traités qui contiennent une clause de ce genre : Conventions avec :

La Birmanie, 25 janvier 1873-a-1.

Brésil, 8 janvier 1826, article 6.

Équateur, 30 mai 1898.

Japon, 4 août 1896.

Paraguay, 21 juillet 1892.

Siam, 15 août 1856, article 1^{er}.

Perse, 12 juillet 1855, article 3.

Après avoir ainsi déterminé quelles nations peuvent se prévaloir de la clause de la nation la plus favorisée, il nous reste à définir les conséquences. Et en notre matière la question délicate est d'apprécier quelle est la nation la plus favorisée, en ce qui concerne le règlement des successions.

Colombie, 30 mai 1892-a-1 ; Monténégro, 18/30 juin 1892 ; Serbie, 5 juillet 1873-a-1 ; Uruguay, 4 juillet 1892-a-1.

On ne saurait admettre que l'étranger qui bénéficie de ce traitement sera autorisé à choisir lui-même, parmi les divers systèmes adoptés par les traités que nous avons examinés, celui de ces systèmes qui lui serait le plus profitable dans les conditions particulières où il se trouve.

Il faut donc examiner d'après quelles règles l'on pourra déterminer quel est le traitement le plus favorable.

Si l'on admet, contrairement à la jurisprudence, que certaines des conventions étudiées au cours de cette étude écartent l'application de l'article 2 de la loi du 14 juillet 1819, il est certain que c'est parmi les nations bénéficiant d'un tel traité, que devra être recherchée la plus favorisée.

L'abrogation de cet article 2, qui crée un droit de prélèvement, au bénéfice des seuls Français, est, sans conteste, un régime des plus favorables.

Mais ce point acquit, et nous avons vu d'ailleurs qu'en pratique un semblable effet à l'égard du droit de prélèvement n'était reconnu à aucun traité, il reste à déterminer quelle est, parmi les systèmes adoptés pour régler la dévolution des successions, la solution la plus conforme au droit théorique.

Nous estimons en effet que là est le critérium. On pourrait admettre à la rigueur que c'est par comparaison avec le régime adopté chez lui, considéré comme le plus juste, à son point de vue, que pour

chaque État l'on déterminerait le régime le plus favorisé. Mais l'on aurait ainsi plusieurs systèmes considérés chacun comme le plus favorable, suivant la nation envisagée ; il faut donc s'en tenir au moyen d'appréciation que nous venons de donner ci-dessus : le régime le plus favorable sera celui qui est le plus rapproché du système adopté par le droit théorique.

C'est, à notre avis, le traité franco-suisse de 1869 qui réalise le mieux cette condition ; envisagé du côté suisse, il admet, comme plusieurs autres traités d'ailleurs, la loi nationale comme loi de dévolution des biens mobiliers quelle que soit leur situation, et la loi de la situation en ce qui concerne les immeubles, sur ce dernier point aucune exception n'étant admise en France au système de droit commun.

Comme tribunal compétent il choisit le tribunal du pays d'origine, ce qui est un avantage certain pour les étrangers : pourraient-ils se plaindre d'être soumis à leurs juges naturels ?

Enfin si l'on considère la question de la loi de 1819, article 2, quelle que soit l'interprétation donnée au paragraphe 2 de l'article 5 du traité suisse, il faut reconnaître qu'il crée, par l'adoption de la réciprocité, un système plus favorable aux étrangers que celui de la loi de 1819. Ceci, bien entendu, parce que l'on n'admet pas en droit positif que cette loi de 1819 soit écartée purement et simplement par aucun traité.

AVERTISSEMENT

Nous laissons entièrement de côté dans cette étude toutes les conventions consulaires qui ne contiennent aucune clause pouvant être interprétée comme s'appliquant à la dévolution des successions.

De telles conventions ne réglant que les pouvoirs des consuls ou des questions de procédure, ont été longuement étudiées dans l'ouvrage de M. Ditte, que nous avons plusieurs fois cité au cours de cette étude.

Voici quels sont ces traités :

Traités avec :

L'Allemagne, 11 décembre 1871, article 18.

Le Grand-Duché de Bade, 16 avril 1846.

Belgique, 8 juillet 1899.

Grèce, 7 janvier 1876.

Italie, 23 juillet 1862.

Mascate, 17 novembre 1844.

Perse, 12 juillet 1855.

Portugal, 11 juillet 1866.

Turquie, Capitulations, 18 mai 1740.

CHAPITRE V

Convention de La Haye Conclusions

En définitive nous n'avons réussi au cours de cette étude qu'à démontrer combien sont insignifiantes, au point de vue pratique, les dérogations apportées par les traités au système adopté par notre jurisprudence, sous l'empire du Code civil.

Dans l'opinion admise par notre droit positif, le droit de prélèvement accordé par l'article 2 de la loi du 14 juillet 1819, n'est écarté par aucun traité.

De même en ce qui concerne les biens immobiliers, qui restent soumis à la loi de leur situation, la solution admise est acceptée tacitement ou expressément par les divers traités envisagés.

Ce n'est qu'en ce qui concerne la dévolution des biens mobiliers que plusieurs traités adoptent un système différent de celui de la jurisprudence, soumettant à la loi nationale et non plus à la loi du domicile, le partage de la succession mobilière.

Et encore, comme nous avons déjà eu l'occasion

de l'indiquer, le changement n'a qu'une portée pratique assez réduite, puisque c'est en fait, sinon en droit, la loi nationale qui règle la plupart du temps la dévolution des biens mobiliers.

Les traités d'ailleurs s'occupent en général beaucoup plus des questions de compétence, de procédure et surtout des pouvoirs des consuls, que de la solution à apporter aux conflits des lois.

Nous avons laissé de côté les questions de procédure et d'attributions consulaires, mais nous avons dû au cours de cette étude examiner souvent les questions de compétence : elles sont assez intimement liées en pratique au choix de la loi applicable, et nous avons vu que l'on avait même très souvent attaché une importance extrême à cette connexité.

En étudiant les diverses dispositions portées dans nos lois, nos traités ou nos décisions de jurisprudence, nous avons présenté, un peu partout au cours de ce travail, les critiques, souvent très justifiées, soulevées par les règles admises en droit positif, et nous nous sommes efforcé d'indiquer en même temps la solution qui aurait dû prévaloir, selon la doctrine.

Nous allons reprendre ici cette question et traiter sommairement de la solution théorique qui aurait dû s'imposer à toutes les législations.

Notre droit français est dominé en cette matière par les idées que lui a léguées notre ancien droit :

les lois de succession sont des lois politiques, et qui intéressent l'ordre public. L'ordre successoral n'est pas seulement basé sur la volonté présumée du défunt, sur l'ordre probable de ses affections ; il est une dépendance directe de l'organisation de la famille, c'est-à-dire de la constitution politique de l'État. Et il faut reconnaître que cette idée si elle est critiquable, au point de vue théorique, a été admise par toutes les législations ; les gouvernements utilisent les lois de succession comme un moyen de domination : il n'y a pour s'en convaincre qu'à consulter dans l'histoire les lois caducaires du droit romain, ou les lois successorales de nivôse an II, ou celle encore du 17 mai 1826 sur les substitutions.

Avec de pareils principes on ne saurait admettre sur le territoire de l'État l'ingérence d'une loi successorale étrangère.

Et l'on ne saurait surtout l'admettre à régler le sort de biens immobiliers français ; tout au plus pourrait-on lui abandonner les biens meubles, toujours considérés dans notre droit comme fort peu importants.

Mais le droit théorique moderne repousse avec énergie de pareils principes ; les lois successorales n'intéressent pas plus l'ordre public de l'État que les lois qui règlent les régimes matrimoniaux ; l'on n'a fait aucune difficulté en pratique pour ranger ces dernières dans le statut personnel. Pourquoi ne pas en

faire autant, d'une façon complète, pour les lois successorales.

Le législateur adapte le régime des successions aux mœurs de la nation, à la situation de ses nationaux ; ce régime est donc avant tout adapté aux individus et non pas au territoire.

Sans doute il peut y avoir dans les législations étrangères des dispositions contraires à ce qui est considéré comme l'ordre public : loi autorisant les substitutions, créant des privilèges nobiliaires, et des exclusions fondées sur l'intolérance religieuse. Mais les principes généraux de notre droit suffisent pour faire écarter les conséquences de pareilles lois.

En somme aucune de ces raisons n'est assez forte pour justifier le système admis.

Les conséquences pratiques de la solution adoptée créent des divisions dans le patrimoine, des successions partielles, dont chacune est régie par une loi différente, complications nuisibles à la bonne administration de la justice, onéreuses pour les héritiers, dangereuses pour les créanciers.

D'ailleurs ce système est contraire au principe d'unité qui devrait dominer la matière des successions.

Les biens successoraux, le patrimoine du défunt constituent une universalité, réunie sur la tête du *de cuius*, et l'hérédité n'est autre chose que la continuation de la personnalité de ce dernier. Comment ad-

mettre que cette universalité puisse être démembrée, que la continuation de la personnalité du défunt ne soit que partielle ? Comment supposer enfin, si l'ordre successoral est basé sur la volonté présumée du défunt, que cette volonté diffère suivant la situation des biens envisagés.

Ces considérations nous amènent à conclure qu'il n'y a qu'une seule solution admissible.

C'est la loi nationale du *de cujus* qui doit régler la dévolution de sa succession tout entière, quelles que soient la situation et la qualité des biens envisagés.

Nous rejetons d'ailleurs le système qui admet cette unité de règlement, mais prend pour base la loi du domicile.

C'est la loi nationale qui est vraiment adaptée, sauf de rares exceptions, aux mœurs, aux besoins de l'individu, et non pas la loi du domicile essentiellement variable.

Telle est d'ailleurs la thèse admise par le projet de traité international ; discuté et élaboré lors de la conférence de La Haye (12-27 septembre 1893).

Ce système préconisé déjà par l'Institut de droit international (Session d'Oxford, 1880) a été adopté à la presque unanimité par les délégués des nations représentées, sur le rapport de M. Van Cléemputte. (Voir à ce sujet l'article de M. A. Lainé, *Clunet*, 1894, p. 236.)

« Les successions sont soumises à la loi nationale du défunt. »

Tel est le texte adopté, conforme en tous points, dans sa simplicité, aux théories dont nous avons posé les principes.

Il ne nous reste qu'à souhaiter de voir les puissances adopter ce système universellement.

CHAPITRE VI

Des successions en déshérence

La question que nous nous proposons d'examiner ici est la détermination de la loi applicable à la dévolution des biens laissés par un étranger en France, ou par un Français à l'étranger, lorsqu'il ne laisse ni héritier, ni légataire.

Cette situation constitue pour une succession ce que l'on appelle la déshérence, et dans presque toutes les législations se trouvent des dispositions spéciales qui attribuent les biens composant de telles successions à l'État, ou à certains établissements de bienfaisance (1).

Lorsque les biens en déshérence appartenaient à un sujet d'une nation autre que celle où ces biens sont situés, à qui seront-ils attribués ?

Remarquons tout d'abord que l'application des principes généraux établis pour régler la dévolution

1. Art. 768, C. civ. français ; art. 1936, nouv. C. civ. allemand ; art. 760, C. civ. autrichien ; art. 956, 957 et 958 du C. civ. espagnol ; art. 758, C. civ. italien ; art. 879, C. néerlandais ; art. 2006 à 2008 du Code portugais ; art. 1162, 1167 et 1168 du titre X du Sovd (Russie)

des successions des étrangers, suffirait à la rigueur pour résoudre le problème ainsi posé.

Ce serait en se référant à la loi applicable au règlement de la succession, que serait déterminé le successeur irrégulier appelé à recueillir les biens, exactement de la même façon que sont déterminés par cette même loi les héritiers du défunt.

Mais des dispositions spéciales ont été adoptées à ce sujet par divers traités et par diverses législations, probablement parce que la dévolution des successions en déshérence est considérée bien moins comme une dévolution successorale, que comme un droit particulier existant au profit de l'État, ou des établissements de bienfaisance, sur les biens sans maîtres.

Cette idée devait amener les États à adopter un système bien différent de celui qu'aurait donné l'application des principes généraux sur la dévolution des successions : chaque État peut s'emparer des biens en déshérence qui sont situés sur son territoire.

Nous allons voir que c'est bien là, à quelques exceptions près, le système adopté.

Pour simplifier la question que nous étudions, commençons par régler le sort de la partie immobilière de la succession en déshérence. Il est bien certain pour les immeubles que c'est l'État, dans le territoire duquel se trouvent ces biens immobiliers, qui est appelé à les recueillir.

L'interprétation admise en jurisprudence de l'article 3 du Code civil impose cette solution.

En ce qui concerne les meubles laissés par un étranger en France, c'est la même solution qui est adoptée par notre jurisprudence et notre doctrine : et l'idée directrice de ce principe est bien que l'Etat s'empare de ces biens sans maîtres, par un acte de souveraineté.

Ce principe ne permettrait pas d'admettre que la succession en déshérence soit régie par la loi du domicile légal du *de cuius*, et que par application de cette loi un État étranger vienne s'en emparer, exerçant ainsi chez nous un acte de souveraineté (1).

D'ailleurs l'État français admet le principe avec toutes ses conséquences, et par réciprocité, il abandonne à l'État étranger, sur le territoire duquel ils se trouvent, les meubles dépendant de la succession d'un Français décédé sans laisser d'héritiers.

On pourrait soutenir contre ce système qu'il renferme une inconséquence grave : c'est, conformément aux règles générales sur la dévolution successorale, la loi du domicile légal du défunt qui décide si la

1. Bordeaux, 12 février 1852, D. 54.2.158; Cass., 28 juin 1852, D. 52.1.283; Nantes, 18 avril 1872, Clunet, 1876, p. 105; Laurent, t. 9, n° 159; Demolombe, t. 1^{er}, n° 90; Weiss, p. 696; Despagne, n° 567; Fiore, p. 616, Renault, Clunet, 1875, p. 428. Instruction de la Direction générale de l'enregistrement du 10 octobre 1878. Clunet, 1879, p. 324.

succession est ou non en déshérence, et ce n'est pas cette loi qui règle la dévolution de ces biens qu'elle déclare vacants ; il y a là quelque chose d'illogique. D'autre part, si, suivant la doctrine moderne, on admet que c'est par interprétation de la volonté non exprimée du défunt que l'on règle la dévolution de sa succession *ab intestat*, l'on doit considérer que la volonté du *de cuius* aurait été certainement de transmettre ses biens à sa patrie, ou au pays dans lequel il est établi depuis longtemps, plutôt qu'à l'État sur le territoire duquel il est venu décéder étant en résidence passagère.

Mais tous ces arguments n'ont pas prévalu, parce qu'il est presque universellement admis, comme nous venons de l'indiquer plus haut, que ce n'est pas par droit de succession que l'État recueille les biens en déshérence, mais comme ayant droit à tous les biens sans maîtres qui se trouvent sur son territoire.

C'est d'ailleurs la même explication que l'on propose sous une forme un peu plus développée, lorsqu'on soutient qu'il n'y a plus d'universalité de biens, parce que celle-ci suppose la continuation de la personne du défunt, et que l'absence complète d'héritiers ou de représentants empêche cette survivance de la personnalité ; qu'en conséquence il n'y a que des biens particuliers, sans lien entre eux, disséminés sur divers territoires. Et l'on en déduit que l'unité de régime impérieusement exigée par l'unité

de patrimoine, n'a plus ici aucune raison d'exister, et que chaque bien suivra le sort que lui réserve l'autorité qui règne sur le pays de sa situation.

Tel est donc le système général de notre droit : les successions en déshérence sont réglées par la loi du pays de la situation de chaque bien.

Quels changements ont été apportés à ce système par les traités.

Quelques traités conclus avec des pays orientaux adoptent formellement une solution tout à fait différente du système général : l'État auquel appartenait le défunt par la nationalité recueille sa succession tout entière.

Tel est le système des traités conclus avec l'iman de Mascate, le 17 novembre 1844 (art. 7), avec la Perse, le 12 juillet 1855 (art. 6), avec le Siam, le 15 août 1856 (art. 14), avec la Birmanie, le 24 janvier 1873 (art. 5).

Tous autorisent le consul de la nation du *de cuius* à s'emparer de tous les biens, en l'absence d'héritiers ; c'est attribuer à cette nation implicitement le droit d'en disposer selon sa législation. Le traité avec la Perse l'exprime d'ailleurs formellement : « Si le défunt n'avait ni parents, ni associés, sa succession, dans l'un comme dans l'autre pays, sera remise à la garde de l'agent ou du consul de la nation du sujet décédé, pour que celui-ci en fasse l'usage convenable, conformément aux lois et coutumes de son pays. »

Aucune distinction n'est faite par ces textes entre

les biens mobiliers et immobiliers. Mais, à notre avis, ils n'écartent pas entre les États contractants l'application de l'article 3-2^o du Code civil, avec toutes les conséquences qu'en déduit la jurisprudence.

Les dispositions de cet article, avec l'interprétation large qui lui est donnée, sont considérées comme d'ordre public ; l'on ne saurait donc admettre qu'un traité ait pu les abroger tacitement.

D'ailleurs la question ne se pose pas en pratique : les sujets de l'iman de Mascate, par exemple, ne seront jamais très nombreux à être propriétaires fonciers en France. Le cas qui se présente normalement est celui d'un Français ayant établi une maison de commerce dans l'un de ces pays, et la partie de sa succession qui y sera située comprendra les marchandises et valeurs de son commerce, toutes choses mobilières.

Le traité du 9 mars 1861 avec le Pérou, article 37, paraît avoir adopté le même système. Régulant l'administration des successions laissées par les nationaux de l'un des deux États sur le territoire de l'autre, il décide que les consuls, administrateurs des biens de la succession, devront après l'expiration de certains délais et l'accomplissement des formalités prescrites en l'absence d'héritier, remettre les fonds qu'ils détiennent, et qui constituent la succession mobilière, à la Caisse des dépôts et consignations de leur nation. Il semble bien qu'il y ait là une disposition

analogue à celle des traités précédents, et que c'est l'État auquel appartenait le *de cujus* qui recueillera sa succession vacante, puisque c'est son consul, et sa trésorerie qui détiennent les fonds.

Tel paraît être aussi le système adopté par les capitulations de 1740 (art. 22) avec la Turquie.

Une question enfin se pose plus générale : les traités, comme le traité franco-russe du 1^{er} avril 1874 (art. 8), qui laissent toute l'administration des biens successoraux au consul du défunt, au cas où aucun héritier ne se présente, disposent-ils implicitement que c'est la nation à laquelle appartenait le défunt qui recueillera sa succession.

Nous ne le pensons pas ; de pareilles clauses n'ont pour but que de régler des questions d'administration et de liquidation de la succession, et non pas la dévolution des biens. « L'autorité consulaire..., entrera définitivement en possession de la partie mobilière de la dite succession, qu'elle liquidera et transmettra aux ayants droit, sans avoir d'autre compte à rendre qu'à son propre gouvernement. »

La partie finale de ce texte exige-t-elle l'interprétation que nous essayons de réfuter ? Pas davantage, à notre avis ; elle règle une question de procédure, mais elle impose au Consul le soin de transmettre les biens successoraux aux ayants droit, c'est-à-dire aux personnes auxquelles la loi, normalement applicable à ces biens, attribue la succession mobilière

en l'absence d'héritiers. Une telle clause ne peut donc en rien changer le système applicable à cette dévolution.

Le traité du 10 décembre 1860 avec le Brésil, et la déclaration interprétative du 31 juillet 1866 (art. 17) accordent la succession en déshérence, tout entière, tant mobilière qu'immobilière, à l'État sur le territoire duquel le *de cujus* est décédé, et il fixe après l'accomplissement de quelles formalités l'État pourra entrer en possession de ces biens.

Ce système nous paraît attacher une trop grande importance au lieu du décès, qui peut parfaitement n'être ni le domicile, ni le lieu d'origine ; il sera choquant de voir ainsi l'État, sur le territoire duquel le *de cujus* est décédé, y étant de passage, s'emparer de la succession en déshérence. Un pareil acte de souveraineté constitue presque une indécatesse.

CHAPITRE VII

Conventions réglant le sort des biens laissés par les marins

Dans la plupart des traités que nous venons d'examiner la dévolution des biens laissés par les marins d'une des nations, décédés à l'arrivée dans un port de l'autre pays, est réglée par des dispositions spéciales, mais assez sommaires (1).

1. Liste des nations ayant avec la France des traités relatifs aux successions des marins :

Allemagne. Convention du 28 décembre 1885.

Autriche. Traité du 11 décembre 1866, article 6.

Belgique. Convention du 31 mai 1887.

Bolivie. Convention du 5 août 1897.

Danemark. Convention du 1^{er} avril 1886.

Espagne. Convention du 7 janvier 1862, article 22.

Grèce. Convention du 28 janvier 1886.

Italie. Convention du 26 juillet 1862, article 11.

Pays-Bas. Convention du 29 octobre 1885.

Portugal. Convention du 11 juillet 1866, article 10.

Russie. Convention du 1^{er} avril 1874, article 13.

Saint-Domingue. Convention du 25 octobre 1882, article 18.

Salvador. Convention du 5 juin 1878, article 18.

Suède et Norvège. Convention du 19 mai 1886.

Ces dispositions créant un régime d'exceptions pour ce genre de successions, il importe de fixer les différents systèmes adoptés, et leur portée d'application.

En ce qui concerne leur portée il convient au préalable de remarquer que les diverses clauses, étant exceptionnelles, devront être interprétées restrictivement, quant aux personnes, et aux cas auxquels elles s'appliquent. D'ailleurs la convention franco-belge du 31 mai 1887, dans son article 6, nous donne les indications nécessaires sur la valeur des termes employés dans le traité, preuve que l'interprétation doit en être aussi restrictive que possible, puisque les rédacteurs du traité prennent la précaution de prévenir toute extension des règles adoptées, en donnant une définition limitative des personnes et des cas désignés.

Aux termes de cet article 6, le mot de marin, comprend « tout individu engagé à un titre quelconque, ou passager à bord d'un navire », et le terme de succession comprend « les salaires dus, l'argent, les effets ou les objets qu'un marin décédé aurait laissés à bord d'un navire ».

Il ne s'agit donc que des objets laissés à bord, par les marins décédés, soit à bord, soit après l'arrivée au port, sur la terre ferme (1).

1. La convention autrichienne seule exige que le décès ait lieu à bord.

D'autre part les cas envisagés diffèrent notablement suivant les traités.

Pour les uns (traités avec la Bolivie, l'Espagne, la Grèce, l'Italie, le Portugal, Saint-Domingue et le Salvador) il s'agit toujours d'un marin d'un des deux pays décédé à bord d'un navire de sa nation, mais dans un port de l'autre nation.

Pour les autres (traités avec l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Russie) on applique les mêmes règles, quelle que soit celle des deux nations à laquelle appartienne le navire envisagé.

Quant au système imposé par ces conventions, il règle surtout la question de compétence ; mais nous avons vu bien souvent, au cours de cette étude, combien sont connexes les deux questions de compétence et de loi applicable à la dévolution : il est donc nécessaire que dans une étude sur la dévolution des successions, soient examinés les traités dont nous nous occupons dans ce chapitre.

Tous ces traités ont adopté la même solution : ils donnent pouvoir au consul de la nation à laquelle appartient le défunt, pour régler toutes les questions que peut soulever la succession laissée par le marin décédé.

La conséquence de ce système est d'abandonner le règlement de cette succession à la loi nationale du *de cuius* : c'est en effet cette loi qu'appliquera forcément le consul de la nation, appelé à régler sa succession.

Pourquoi aurait-on donné compétence au consul, si ce n'était pour qu'il fasse application de sa propre loi ?

En pratique la succession ne comprenant que des valeurs mobilières, sans grande importance d'ailleurs, nous obtenons le résultat que donnerait l'application du système général adopté par les traités envisagés. Seule la question de compétence est donc réglée d'une façon différente de ce qu'exigerait le droit commun ou le droit des traités.

En résumé, c'est une sorte de droit d'exterritorialité qui est accordé aux marins par ces divers traités.

Nous ne voulons pas terminer ce chapitre, sans appeler l'attention sur une clause contenue dans deux des traités, le traité franco-belge et le traité franco-danois.

Ces deux traités envisagent le cas où un citoyen de l'un des pays, embarqué sur un navire de l'autre nation, viendrait à décéder dans un port de sa propre patrie : c'est néanmoins le consul de la nationalité du navire qui est compétent, et qui devra prendre charge de la succession pour la transmettre à l'autorité du pays auquel appartient le défunt. Ainsi, par exemple, un Français, embarqué à bord d'un navire belge, vient-il à décéder dans un port français, c'est au consul belge le plus proche que seront remis ses biens.

A notre avis, cette clause n'a été insérée dans le

traité que dans le but d'éviter des rapports directs entre les autorités de la nation où se trouve le port, lieu du décès, et les autorités du navire étranger, appelées forcément à s'occuper de la question, puisque ce sont elles qui ont en main les valeurs, au moment du décès : par ce moyen le consul de la nationalité du navire seul sera en rapport avec les autorités du navire, et seul aussi pourra être appelé à apposer des scellés, ou à faire inventaire à bord.

C'est d'ailleurs également le consul de la nationalité du navire qui prendra soin de la succession des marins de l'autre nation, embarqués sur ce navire et décédés dans une tierce nation.

Vu : le Président de la thèse

WEISS

Vu : le Doyen,

P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Vice-recteur :

L'Inspecteur d'Académie,

FONTENÉ

ANNEXE I

Liste chronologique des actes et traités internationaux, intéressant les rapports de la France avec les autres nations en matière de succession.

Juin 1608. — *Genève*. — Lettres patentes abolissant le droit d'aubaine au profit des Genevois. (Rej. 2 prairial an IX.)

9 janvier 1682. — *France, Hollande*. — Déclaration du roi Louis XIV qui abolit en France le droit d'aubaine, à l'égard des Hollandais, conformément au traité de Nimègue (art. 10). (Dumont, VII, 2^e partie, 87. Léonard, V.)

28 mai 1740. — *France, Turquie*. — Capitulation. Constantinople. (Clunet, T. G., t. é, p. 401. Wenck, I, 538. De Clercq, I, 21. Testa, I, 186.)

23 août 1742. — *Danemark, France*. — Commerce et navigation. Copenhague. (Wenck, I, 591. State Papers, XXXV, 1263. De Clercq, I, 46.)

15 août 1761. — *Espagne, France*. — Pacte de famille, Paris. Traité applicable aux sujets du roi des Deux-Siciles. (Martens, A. I, 1. B. I, 16. Wenck, III, 278. Cantillo, 468. State Papers, I, 276. De Clercq, I, 81.)

12 mai 1766. — *Deux-Ponts, France*. — Abolition du droit d'aubaine. (Martens, A, I, 138. B. I, 380.)

24 juin 1766. — *Autriche, France*. — Abolition du droit d'aubaine. (Martens, A. III, 232. Neumann, I, 101. Wenck, III, 587.)

10 septembre 1766. — *Aix-la-Chapelle, France*. — Lettres patentes de Louis XV pour l'abolition du droit d'aubaine en faveur des citoyens et habitants de la ville d'Aix-la-Chapelle. (Martens, A. I, 152.)

31 mars 1767. — *France, Hesse-Cassel*. — Abolition du droit d'aubaine. (Martens, M. Suppl., II, 2.)

17 septembre 1767. — *France, Hesse-Darmstadt*. — Abolition du droit d'aubaine. (Martens. N. Suppl., II, 4.)

2 janvier 1768. — *Espagne, France*. — Interprétation de l'article 24 du Pacte de famille, Madrid. (Martens, A, VI, 69, B. I, 479. Cantillo, 509. De Clercq, I, 95.)

6 décembre 1768. — *France, Toscane*. — Abolition du droit d'aubaine. (Martens, A. I, 234.)

Février 1769. — *France*. — Abolition en France du droit d'aubaine en faveur de la noblesse immédiate. (Martens, A. I, 237. B. I, 624.)

23 juillet 1773. — *France, Hollande*. — Abolition du droit d'aubaine. (Martens, A. I, 337, B. II, 258.)

30 mars 1774. — *France, Venise*. — Abolition du droit d'aubaine. (Martens, N. Suppl., II, 6.)

Octobre 1774. — *France*. — Abolition du droit d'aubaine en faveur de vingt-trois villes impériales. (Martens, B. I, 523, B. II, 326.)

19 février 1778. — *France, margrave de Brandebourg-Anspach et Baireuth*. — Abolition du droit d'aubaine. (Martens, N. Suppl., II, 14.)

7 avril 1778. — *France, Saxe-Cobourg-Saalfeld et Al-*

tenbourg. — Commerce et abolition du droit d'aubaine. (Martens, N. Suppl., II, 16.)

14 avril 1778. — *France, Wurtemberg.* — Abolition du droit d'aubaine. (Martens, A. I, 722. B. II, 628.)

21 avril 1778. — *France, Portugal.* — Abolition du droit d'aubaine. (Castro, III, 292.)

27 juillet 1779. — *France, Hesse-Darmstadt.* — Abolition du droit d'aubaine. (Martens, A. II, 29. B. II, 705.)

Juin 1780. — *France, Munster.* — Abolition du droit d'aubaine. (Martens, N. Suppl., II, 29.)

Décembre 1781. — *France, Suisse.* — Édit du roi qui fixe les privilèges des Suisses en France.

Février 1782. — *France.* — Lettres patentes du roi de France. Abolition du droit d'aubaine en faveur des sujets des principautés de Salm, Salm-Salm et Salm-Kirbourg. (Marens, N. Suppl., II, 35.)

11 janvier 1787. — *France, Russie.* — Commerce et navigation, Saint-Pétersbourg. (Martens, A. III, 1. B. IV, 196. De Clercq, 171.)

18 janvier 1787. — Lettres patentes accordant aux Anglais le droit de succéder en France, à leurs parents français. (Cass., 6 avril 1819.)

6-18 août 1790. — *France.* — Décret de l'Assemblée Nationale portant l'abolition en France et à toujours des droits d'aubaine et de détraction. (Martens, A. VI, 289, B. V, 137. De Clercq, I, 208.)

6 août 1811. — *France, Prusse.* — Abolition du droit d'aubaine. (Martens, N. R., I, 398.)

15 janvier 1812. — *France, Grand-Duché de Francfort,* Abolition du droit d'aubaine. (Martens, N. R., I, 394.)

13 mars 1812. — *France, Mecklembourg-Schwerin.* — Abolition du droit d'aubaine. (Martens, N. R., I, 396.)

7 décembre 1812. — *France, Lippe Detmold.* — Ordonnance de la princesse régente de Lippe Detmold portant abolition du droit d'aubaine et de détraction en faveur des Français. (Martens, N. Suppl., II, 219.)

7 décembre 1812. — *France, Schwarzbourg-Rudolstadt.* — Ordonnance de la princesse régente de Schwarzbourg-Rudolstadt portant abolition des droits d'aubaine et de détraction en faveur des Français. (Martens, N. Suppl., II, 220.)

10 décembre 1812. — *France, Mecklembourg-Strelitz.* — Ordonnance du duc de Mecklembourg-Strelitz portant abolition du droit d'aubaine en faveur des Français. (Martens, N. Suppl., II, 222.)

22 janvier 1813. — *France, Waldeck.* — Ordonnance du prince de Waldeck portant abolition du droit d'aubaine et de détraction en faveur des Français. (Martens, N. Suppl., II, 227.)

12 novembre 1824. — *France, Russie.* — Déclaration pour l'abolition du droit d'aubaine. (Martens, N. R., VI, 613. De Clercq, II, 344.)

8 janvier 1826. — *Brésil, France.* — Amitié, navigation et commerce. Rio Janeiro. (Clunet, T. G., t. II, p. 214. Martens, N. R., VI, 868. Bulletin des Lois, 1826, n° 117. Lesur, 1826, app., 20. De Clercq, III, 402.)

18 juillet 1828. — *France, Suisse.* — Rapports de voisinage, de justice et de police, Zurich. (Martens, N. R., VII, 665. Bulletin des Lois, 1829, n° 274. De Clercq, III, 492.)

12 juin 1829. — *France, Hanovre.* — Ordonnance hano-

vrienne portant abolition du droit de détraction en faveur des Français. (Martens, N. R., VIII, 109.)

6 mai 1830. — *France, Russie*. — Déclaration pour consacrer l'abolition du droit d'aubaine dans le royaume de Pologne. (De Clercq, III, 572.)

14 novembre 1832. — *France, Nouvelle-Grenade*. — Convention provisoire d'amitié, de commerce et de navigation, Bogota. (Martens, N. R., XIII, 51. Bulletin des Lois, 1834, n° 308. De Clercq, IV, 208.)

11 mars 1832. — *France, Vénézuéla*. — Convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation, Caracas. (Martens, N. R., XIII, 91. Bulletin des Lois, 1834, n° 306. Lesur, 1833, app., 197. De Clercq, IV, 225.)

8 décembre 1834. — *Bolivie, France*. — Amitié, commerce et navigation, Chuquisaca. (Clunet, T. G., t. II, p. 210. Bulletin des Lois, 1837, n° 528. Lesur, 1837, app., 36. De Clercq, IV, 284.)

8 avril 1836. — *France, Uruguay*. — Convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation, Montevideo. (Martens, N. R., XVI, 1038. Bulletin des Lois, 1840, n° 722. Lesur, 1840, app., 8. De Clercq, IV, 322.)

24 juillet 1837. — *France, Iles Sandwich*. — Paix, amitié et commerce. Honorourou. (M. Murhard, IV, 282. De Clercq, IV, 380.)

12 février 1838. — *France, Haïti*. — Reconnaissance de l'indépendance de la République de Haïti. Paix et amitié. Port-au-Prince. (Martens, N. R., XV, 379. Bulletin des Lois, 1838, n° 573. Lesur, 1838, app., 33. De Clercq, IV, 397.)

17 juillet 1839. — *France, Sandwich*. — Paix et amitié,

extradition des marins déserteurs, commerce. (M. Murhard, IV, 286. De Clercq, IV, 494.)

9 février 1842. — *Danemark, France*. — Commerce et navigation. Convention additionnelle au traité de commerce de 1742. (Clunet, T. G., II, p. 234. M. Murhard, III, 81. Bulletin des Lois, 1842, n° 895. Lesur, 1842, app., 4. De Clercq, IV, 612.)

25 mars 1843. — *France, Vénézuëla*. — Amitié, commerce et navigation, Caracas. (M. Murhard, V, 165. Bulletin des Lois, 1844, n° 1110. De Clercq, V, 7.)

29 mai 1843. — *France, Russie*. — Déclaration relative à la liquidation et à l'administration des successions des nationaux. (De Clercq, V, 86.)

6 juin 1843. — *Equateur, France*. — Amitié, commerce et navigation, Quito. (Clunet, T. G., II, p. 237. M. Murhard, V, 402. State papers, XXXIII, 683. Bulletin des Lois, 1845, n° 1187. De Clercq, V, 88.)

17 novembre 1844. — *France, Mascate*. — Amitié, commerce, Zanzibar. (Clunet, T. G., II, 308. M. Murhard, VII, 623. Bulletin des Lois, 1846, n° 1318. De Clercq, V, 259.)

26 mars 1846. — *France, Sandwich*. — Amitié, commerce et navigation, Honolulu. (M. Murhard, IX, 444. Bulletin des Lois, 1849, n° 174. Lesur, 1846, app., 26. De Clercq, V, 438.)

16 avril 1846. — *Bade, France*. — Exécution des jugements, Carlsruhe. (Clunet, T. G., II, p. 148.)

15 septembre 1846. — *Chili, France*. — Amitié, commerce et navigation, Santiago. (Clunet, T. G., II, 217. M. Samwer, III, 1^{re} partie, 3. Lesur, 1850, app., 114. Bulletin des Lois, 1850, n° 247. De Clercq, V, 458.)

15 mai 1847. — *France, Haïti*. — Convention pour l'exécution de celle de 1838. (Bulletin des Lois, 1847, n° 1427. De Clercq, V, 493.)

17 mai 1847. — *Deux-Siciles, France*. — Intervention des consuls dans les successions de leurs nationaux. (Bulletin des Lois, 1847, n° 1417. De Clercq, V, 510.)

31 mai 1847. — *France, Suisse*. — Déclaration française portant suppression des droits d'aubaine et de détraction dans les colonies françaises et en Algérie. (De Clercq, V, 513.)

15-27 septembre. — *France, Russie*. — Ukase explicatif de la déclaration du 29 mai 1843 relative aux successions. (De Clercq, V, 87.)

8 mars 1848. — *France, Guatemala*. — Amitié, commerce et navigation, Guatemala. (Clunet, T. G., II, 265. M. Murhard, XII, 3. Bulletin des Lois, 1849, n° 162. Lesur, 1850, app., 122. De Clercq, V, 603.)

12 mars 1848. — *Costa-Rica, France*. — Amitié, commerce et navigation, Guatemala. (M. Murhard, XII, 17. Bulletin des Lois, 1849, n° 162. Lesur, 1850, app., 121. De Clercq, V, 614.)

12 octobre 1848. — *France, République Dominicaine*. — Amitié, commerce et navigation. Paris. (Non ratifié.) (M. Murhard, XII, 191.)

8 mai 1852. — *France, République Dominicaine*. — Amitié, commerce et navigation. Santo-Domingo. (Bulletin des Lois, 1852, n° 594. De Clercq, VI, 185.)

23 février 1853. — *États-Unis, France*. — Convention consulaire. (Bulletin des Lois, 1853, n° 88. De Clercq, VI, 290.)

4 mars 1853. — *France, Paraguay*. — Amitié, commerce et navigation, Assomption. (Bulletin des Lois, 1854, n° 132. Lesur, 1853, app., 123. Ann. des Deux-Mondes, 1853-1854, 945. De Clercq, VI, 303.)

12 juillet 1855. — *France, Perse*. — Amitié et commerce. Téhéran. (Clunet, T. G., II, 331. Bulletin des Lois, 1857, n° 470, Lesur, 1857, app., 13. De Clercq, VI, 571.)

22 février 1856. — *France, Honduras*. — Amitié, commerce et navigation, Paris. (Clunet, T. G., II, 271. De Clercq, VII, 10. M. Samwer, III, II^e partie, 147. Bulletin des Lois, 1857, n° 552. Lesur, 1857, app., 55.)

15 mai 1856. — *France, Nouvelle-Grenade*. — Amitié, commerce et navigation, Bogota. (M. Samwer, III, II^e partie, 160. Bulletin des Lois, 1857, n° 543. Lesur, 1857, app., 63.)

15 août 1856. — *France, Siam*. — Amitié, commerce et navigation, avec un règlement et un tarif. Bangkok. (Clunet, T. G., II, 378. M. Samwer, IV, I^{re} partie, 101. Bulletin des Lois, 1857, n° 573, Lesur, 1858, app., 15. De Clercq, VII, 138.)

24 octobre 1856. — *France, Vénézuéla*. — Convention consulaire, Caracas. (Bulletin des Lois, 1857, n° 532. Lesur, 1857, app., 35. De Clercq, VII, 179.)

29 octobre 1857. — *France, Sandwich ou Hawaïi*. — Amitié, commerce et navigation, Honolulu. (M. Samwer, III, II^e partie, 134. Bulletin des Lois, 1860, n° 766. De Clercq, VII, 322.)

2 janvier 1858. — *France, Salvador*. — Amitié, commerce, et navigation, Guatémala. (Clunet, T. G., II, 366. M. Samwer,

III, II^e partie, 171. Bulletin des Lois, 1860, n^o 777. De Clercq, VII, 362.)

9 octobre 1858. — *France, Japon*. — Amitié, commerce et navigation, avec les règlements, Jedo. (M. Samwer, III, II^e partie, 439. Bulletin des Lois, 1860, n^o 782. Moniteur, 14 avril 1860. Ann. des Deux-Mondes, 1858-1859, 1027. De Clercq, VII, 512.)

11 avril 1859. — *France, Nicaragua*. — Amitié, commerce et navigation, Washington. (Clunet, T. G., II, 313. M. Samwer, III, II^e partie, 183. Bulletin des Lois, 1860, n^o 767. De Clercq, VII, 586.)

10 décembre 1860. — *Brésil, France*. — Convention consulaire, Rio-Janeiro. (M. Samwer, IV, 1^{re} partie, 296. Archives dipl., 1861, II, 165. Bulletin des Lois, 1861, n^o 914. De Clercq, VIII, 153.)

9 mars 1861. — *France, Pérou*. — Amitié, commerce et navigation, Lima. (Clunet, T. G., II, 321. Bulletin des Lois, 1862, n^o 1008. Archives dipl., 1863, I, 347. De Clercq, VIII, 193.)

29 avril 1861. — *France, Turquie*. — Commerce, Constantinople. (M. Samwer, IV, 1^{re} partie, 322. Bulletin des Lois, 1861, n^o 341. Moniteur, 28 juillet 1861. De Clercq, VIII, 221. Archives dipl., 1861, III, 341.)

7 janvier 1862. — *Espagne, France*. — Convention consulaire. Droits civils des sujets respectifs dans les deux États, Madrid. (Clunet, T. G., II, 247.)

26 juillet 1862. — *France, Italie*. — Convention consulaire, Paris. (Clunet, T. G., II, 284.)

11 juillet 1866. — *France, Portugal*. — Convention consulaire, Lisbonne. (Clunet, T. G., II, 335.)

21 juillet 1866. — *Brésil, France*. — Déclaration interprétative de l'article 7 de la Convention consulaire du 10 décembre 1860, Paris. (Moniteur, 1866, 1387. Bulletin des Lois, 1866, n° 1443. Archives dipl., 1867, I, 37. De Clercq, IX, 600.)

1-2-4-6-7-8 janvier 1872. — *Allemagne, France*. — Déclaration d'adhésion des États allemands à la remise en vigueur des traités antérieurs à la guerre. (Clunet, T. G., II, 144. De Clercq, X, 544. Archives dipl., 1873, I, 266 sqq.)

24 janvier 1873. — *Birmanie, France*. — Traité d'amitié et de commerce, Paris. (Clunet, 1885, 712.)

1^{er} avril 1874. — *France, Russie*. — Convention pour le règlement des successions laissées dans l'un des deux États par les nationaux de l'autre. (Clunet, 1874, Documents, 11 ; T. G., II, 361.)

7 janvier 1876. — *France, Grèce*. — Convention consulaire, Paris. (Clunet, 1878, 632.)

31 mars 1876. — *France, Vénézuéla*. — Dénonciation par le Vénézuéla de ses traités avec la France. (Clunet, 1876, 316.)

5 juin 1878. — *France, Salvador*. — Convention consulaire, Paris. (Clunet, 1879, 581.)

26 octobre 1878. — *Brésil, France*. — Déclaration pour étendre aux consuls respectifs le bénéfice de la Convention consulaire italo-brésilienne, Rio-de-Janeiro. (De Clercq, XV, 586.)

5 janvier 1879. — *Autriche, France*. — Prorogation des traités et conventions de 1866, Vienne. (De Clercq, XIII, 186. Neumann et Plason, XI, 16.)

2 février 1882. — *France, Italie*. — Déclaration pour proroger les traités en vigueur, Paris. (Bulletin des Lois, 1882,

n° 665, 239. Journal off. du 7 février 1882, 682. De Clercq, XIII, 238.)

2 février 1882. — *France, Pays-Bas.* — Déclaration pour proroger les traités en vigueur, Paris. (Bulletin des Lois, 1882, n° 685, 241. Journal off. du 7 février 1882, 683. De Clercq, XIII, 238.)

3 février 1882. — *France, Suisse.* — Déclaration pour proroger les traités en vigueur, Paris. (Bulletin des Lois, 1882, n° 685, 241. Journal off. du 7 février 1882, 683. De Clercq, XIII, 239.)

4 février 1882. — *France, Portugal.* — Déclaration pour proroger les traités en vigueur. Paris. (Bulletin des Lois, 1882, n° 685, 239. Journal off. du 7 février 1882, 682. De Clercq, XIII, 240.)

6 février 1882. — *Autriche-Hongrie, France.* — Déclaration pour proroger les traités en vigueur, Paris. (Bulletin des Lois, 1882, n° 685, 238. Journ. off. du 7 février 1882, 682. — De Clercq, XIII, 240.)

6 février 1882. — *Espagne, France.* — Déclaration pour proroger les traités en vigueur. Paris. (Bulletin des Lois, 1882, n° 682. De Clercq, XIII, 241.)

23 février 1882. — *France, Suisse.* — Déclaration pour proroger les traités en vigueur, Paris. (Bulletin des Lois, 1882, n° 685, 242. Journ. off. du 24 février 1882, 1017. De Clercq, XII, 260.)

27 février 1882. — *France, Pays-Bas.* — Déclaration pour proroger les traités en vigueur. (Bulletin des Lois, 1882, n° 685, 243. Journal off. du 28 février 1882, 1105. De Clercq, XIV, 331.)

25 octobre 1882. — *Dominicaine* (République), *France*. — Convention consulaire, Paris. (Clunet, 1887, 772.)

18 janvier 1883. — *France, Serbie*. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, suivi d'un article additionnel et de deux déclarations, Paris. (Clunet, 1883, 669.)

5 avril 1883. — *Birmanie, France*. — Déclaration pour fixer la mise en vigueur du traité d'amitié et de commerce conclu le 24 janvier 1873, suivie d'une annexe, Paris. (Journal off. du 30 mai 1884, 2818. Bulletin des Lois, 1884, n° 854, 842. De Clercq, XIV, 294. Archives dipl., 1884, 2^e série, XI, 260.)

30 septembre 1883. — *France*. — Avis du ministre des Finances concernant les justifications qui peuvent être exigées des consuls étrangers ayant droit d'administrer les successions de leurs nationaux pour les mettre en possession des sommes dépendant de celles de ces successions qui se trouvent déposées dans les caisses publiques. (Clunet, 1885, 75.)

15 janvier 1885. — *Birmanie, France*. — Convention complémentaire de commerce, suivie d'un article additionnel, Paris. (Clunet, 1885, 707.)

16 juillet 1885. — *France, Portugal*. — Circulaire du ministre de la Marine et des Colonies concernant l'accord entre les deux gouvernements pour le règlement des salaires et des successions des marins. (De Clercq, XV, 805.)

29 octobre 1885. — *France, Pays-Bas*. — Circulaire du ministre de la Marine, relative à l'accord intervenu avec les Pays-Bas, pour le règlement des salaires des marins des deux pays décédés ou disparus. (De Clercq, XV, 889.)

26 novembre 1885. — *Bolivie, France*. — Traité d'amitié,

de commerce et de navigation, Santiago du Chili. (Non ratifié et remplacé par le traité signé à Paris, le 8 septembre 1887. De Clercq, XV, 906.)

26 novembre 1885. — *France, Vénézuéla*. — Convention pour le rétablissement des relations d'amitié, Paris. (Clunet, 1087, 795. Journal off. du 30 mars 1886, 1485. De Clercq, XV, 903. Archives dipl., 1886, 2^e série, XVIII, 287.)

28 décembre 1885. — *Allemagne, France*. — Circulaire du ministre de la Marine en France, concernant l'arrangement intervenu entre les deux pays pour la remise des salaires des marins absents au moment du désarmement des navires sur lesquels ils étaient embarqués, et pour le règlement des successions des marins décédés. (De Clercq, XV, 938.)

1^{er} avril 1886. — *Danemark, France*. — Déclaration pour régler les salaires des marins des deux pays et les successions des marins décédés, Copenhague. (Clunet, 1886, 757.)

19 mai 1886. — *France, Suède et Norvège*. — Déclaration réglant les salaires des marins français, suédois et norvégiens, et les successions des marins décédés, Stockholm. (Clunet, 1886, 759.)

5 juin 1886. — *République Dominicaine, France*. — Acte additionnel au traité de commerce du 9 septembre 1882, Paris. (Clunet, 1887, 771. Journal off. du 24 juin 1887, 2815. Bulletin des Lois, 1887, n^o 1093, 1029. De Clercq, XVII, 237. Archives dipl., 1888, 2^e série XXV, 136.)

27 novembre 1886. — *France, Mexique*. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, Mexico. (Clunet, 1885, 851. Journal off. du 25 avril 1888, 1724. Bulletin des Lois, 1888, n^o 1160, 485. De Clercq, XVII, 280. Arch. dipl., 1888, 2^e série, XXVI, 257.)

31 mai 1887. — *Belgique, France*. — Déclaration pour le paiement des salaires et les successions des marins, Bruxelles. (Clunet, 1887, 791.)

23 avril 1888. — *France, Mexique*. — Décret qui promulgue le traité de commerce, d'amitié et de navigation. (Clunet, 1888, 297, 851. Journal off., 25 avril.)

12 mai 1888. — *Equateur, France*. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, Paris. (Non ratifié.) (De Clercq, XVIII, 46.)

12 mai 1888. — *Equateur, France*. — Convention consulaire, Paris. (Non ratifié.) (De Clercq, XVIII, 46.)

13 mai 1888. — *Equateur, France*. — Note relative à la signature entre les deux pays d'un traité de commerce, d'une convention consulaire et d'une déclaration pour la protection de la propriété littéraire, artistique et industrielle. (Journal off. du 13 mai 1888. De Clercq, XVIII, 46.)

28 septembre 1889. — *France, Brésil*. — Décret brésilien faisant application aux successions des Français décédés au Brésil des dispositions d'un décret brésilien du 8 novembre 1851. (Clunet, 1891, 322.)

31 mars 1890. — *France, Brésil*. — Circulaire du garde des sceaux aux procureurs généraux concernant la succession des Français décédés au Brésil. (Clunet, 1891, 331.)

8/20 novembre 1891. — *France, Russie*. — Déclaration pour le règlement des salaires des marins des deux pays et des successions des marins décédés, Saint-Petersbourg. (Clunet, T. G., II, 365.)

8/15 janvier 1892. — *France, Russie*. — Décret qui approuve la déclaration entre la France et la Russie pour le règlement des salaires des marins des deux pays et des

successions des marins décédés. (Bulletin des Lois, 1892, n° 1460, 379.)

30 mai 1892. — *Colombie, France*. — Convention relative à l'établissement des nationaux, au commerce et à la navigation. Bogota. (Clunet, T. G., II, 233.)

18/30 juin 1892. — *France, Monténégro*. — Traité de commerce et de navigation. Cettigne. (Bulletin des Lois, 1893, n° 1529, 106. Journal off. du 5 février 1893, 637. Archives dipl., 1892, 2^e série, XLIV, 67. Archives dipl., 1893, XLIV, 250. De Clercq, XIX, 500.)

4 juillet 1892. — *France, Uruguay*. — Convention de commerce et de navigation, Montevideo. (Clunet, 1900, 213. Bulletin des Lois, 1893, n° 1572, 295. Journal off. du 14 juin 1892, 2933. Archives dipl., 1892, 2^e série, XLIV, 280. De Clercq, XIX, 503.)

18-21 juill. 1892. — *France, Paraguay*. — Lettres échangées relativement à la convention de commerce et de navigation. (Livre jaune, 1892. De Clercq, XIX, 507.)

23 juillet, 24 août 1892. — *France, Serbie*. — Lettres échangées au sujet de la dénonciation du traité de commerce franco-serbe du 18 janvier 1883. (Livre jaune, 1892. De Clercq, XIX, 511).

15 septembre 1892. — *Bolivie, France*. — Convention de commerce. Oruro. (Clunet, 1895, 902.)

28 janvier 1893. — *France, Monténégro*. — Loi qui approuve la convention de commerce et de navigation, signée entre la France et le Monténégro le 18/30 juin 1892. (Clunet, T. G., II, 312. Bulletin des Lois, 1893, n° 1529, 105.)

1^{er} février 1893. — *France, Monténégro*. — Décret qui

promulgue la convention de commerce et de navigation signée entre la France et le Monténégro le 18/30 juin 1892. (Clunet, T. G., II, 312. Bulletin des Lois, 1893, n° 1529, 06.)

10 juin, 5 juillet 1893. — *France, Uruguay*. — Décret qui promulgue la convention commerciale et maritime signée à Montevideo, le 4 juillet 1892, entre la France et l'Uruguay. (Clunet, 1900, 213. Bulletin des Lois, 1893, 1572, 295.)

23 juin, 5 juillet 1893. — *France, Serbie*. — Arrangement commercial, Belgrade. V. *infra*, n° 3938. (Clunet, T. G., II, 377. Bulletin des Lois, 1893, 3880. De Clercq, XIX, 593.)

5 juillet 1893. — *France, Serbie*. — Arrangement commercial, Belgrade. V. *supra*, n° 3928. (Clunet, T. G., II, 377. Journal off. du 26 juillet 1893, Archives dipl., 1893, 2^e série, XLVII, 11.)

25 octobre 1893. — *France, Colombie*. — Décret qui promulgue la convention commerciale et maritime conclue, le 30 mai 1892, entre la République française et la République de Colombie. (Clunet, T. G., II, 233. Bulletin des Lois, 1893, n° 1587, 998.)

16 juillet 1894. — *France, Bolivie*. — Loi qui autorise le Président de la République à ratifier la convention conclue, le 15 septembre 1892, entre la France et la Bolivie, et le protocole interprétatif signé le 28 octobre 1893. (Bulletin des Lois, 1894, n° 1665, 1045.)

5 mars 1894. — *France, Vénézuéla*. — Lettre du Ministre des relations extérieures du Vénézuéla au représentant de la France sur la rupture de toutes les négociations avec lui. (Revue gén. droit intern. public, 1895, 360, note 1.)

4 août 1896. — *France, Japon*. — Traité de commerce et de navigation. (Clunet, 1899, 882.)

4 juin 1897. — *France, Bulgarie*. — Convention de commerce, Sofia. (Journal off., 26 janvier 1898.)

5 août 1897. — *France, Bolivie*. — Convention consulaire. (Clunet, 1898, 800.)

26 janvier 1898. — *France, Bulgarie*. — Décret promulguant la Convention de commerce du 23 mai-4 juin 1897. (Journal off., 28 janvier 1898.)

31 janvier 1898. — *France, Bolivie*. — Loi approuvant la convention consulaire du 5 août 1897. (Journal off., 2 février 1898.)

30 mai 1898. — *France, Équateur*. — Traité de commerce et de navigation, Quito. (Journal off. du 28 janvier 1903, *infra*, aux Annexes, second supplément.)

24 juin 1898. — *France, Bolivie*. — Décret portant promulgation de la convention consulaire du 5 août 1897. (Clunet, 1898, 800.)

24 juin 1898. — *France, Uruguay*. — Protocole remettant en vigueur la convention de commerce et de navigation conclue le 4 juillet 1892. (Clunet, 1900, 212.)

30 juillet 1898. — *France, Japon*. — Décret portant promulgation du traité de commerce et de navigation du 4 août 1896. (Clunet, 1899, 882.)

3 septembre 1898. — *France, Bolivie*. — Circulaire du Garde des sceaux aux procureurs généraux concernant les successions des sujets boliviens décédés en France. (Clunet, 1899, 1093.)

8 juillet 1899. — *France, Belgique*. — Convention sur la compétence judiciaire et sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques. (Clunet, 1900, 899.)

9 septembre 1899. — *France, Uruguay*. — Décret portant promulgation du protocole du 24 juin 1898 remettant en vigueur la convention de commerce et de navigation du 4 juillet 1892. (Clunet, 1900, 212.)

8 juillet 1900. — *France, Belgique*. — Loi approuvant la convention franco-belge du 8 juillet 1899. (Journal off., 11 juillet 1900.)

30 juillet 1900. — *France, Belgique*. — Décret portant promulgation de la convention sur la compétence judiciaire et sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques. (Clunet, 1900, 899.)

31 juillet 1900. — *France, Haïti*. — Convention commerciale, Port-au-Prince. (Journal off., 19 janvier 1901.)

Janvier-février 1901. — *France, République Argentine*. — Note de la chancellerie concernant une déclaration de réciprocité en matière de successions *ab intestat*. (Clunet, 1901, 899.)

9 janvier 1901. — *France, Salvador*. — Traité de commerce. (Journal off., 29 janvier 1902.)

7 juin 1901. — *France et Costa-Rica*. — Traité de commerce. (Journal off., 22 février 1902.)

27 janvier 1902. — *France, Nicaragua*. — Traité de commerce. (Dépôt du rapport, Chambre, 27 janvier 1903. Journal off., 28 janvier 1903.)

11 février 1902. — *France, Honduras*. — Traité de commerce. (Dépôt du rapport, Chambre, 27 janvier 1903, Journal off., 28 janvier 1903.)

19 février 1902. — *France, Vénézuéla*. — Convention de commerce et de navigation. Dépôt du rapport. (Journal

off., 7 février 1903, Débats parlementaires, dépôt, séance du 6 février 1903, session ordinaire, p. 493.)

5 février 1902. — *France et Costa-Rica*. — Décret promulguant la convention de commerce du 7 juin 1901. (Journal off., 16 février 1902.)

12 février 1902. — *France, Danemark*. — Décret promulguant la convention de commerce du 12 juin 1901. (Journal off., 16 février 1902.)

27 janvier 1903. — *France, Équateur*. — Décret français portant promulgation du traité de commerce et de navigation conclu à Quito le 30 mai 1898. (Journal off., 18 janvier 1903, Clunet, T. G., II, p. 1063.)

4 juillet 1903. — *France et Vénézuéla*. — Loi portant approbation de la convention de commerce et de navigation signée à Paris le 19 février 1902. (Journal off., 30 juillet 1903.)

ANNEXE II

Liste par ordre alphabétique des nations ayant conclu avec la France des traités relatifs aux successions.

(TEXTES DES TRAITÉS)

Alsace-Lorraine. — Traité du 11 décembre 1871. (L'article 18 de ce traité étend à l'Alsace-Lorraine la disposition de l'article 2 du traité franco-badois du 16 avril 1846.)

Autriche-Hongrie — Convention conclue le 11 décembre 1866 pour le règlement des successions.

ARTICLE PREMIER. — Les sujets des deux hautes parties contractantes pourront disposer par testament, legs, donation ou autrement, de tous les biens qu'ils posséderaient dans les territoires des États respectifs. Ils seront habiles à recevoir de la même manière que les nationaux les biens, situés dans l'autre pays, qui leur seraient dévolus à titre de donation, legs, testament, ou même par successions *ab intestat*, et lesdits héritiers, légataires ou donataires ne seront pas tenus à acquitter des droits de succession ou de mutation autres ni plus élevés que ceux qui seraient imposés, dans des cas semblables, aux nationaux eux-mêmes. Ils auront la faculté de faire dresser leurs dispositions de

dernière volonté par les conseils ou chanceliers de leur nation.

ART. 2. — La succession aux biens immobiliers sera régie par les lois du pays dans lequel les immeubles seront situés, et la connaissance de toute demande ou contestation concernant les successions immobilières appartiendra exclusivement aux tribunaux de ce pays. Les réclamations relatives aux successions mobilières ainsi qu'aux droits de succession sur les effets mobiliers laissés dans l'un des deux pays par des sujets de l'autre pays, soit qu'à l'époque de leur décès ils y fussent établis, soit qu'ils y fussent simplement de passage, seront jugées par les tribunaux ou autorités compétentes de l'État auquel appartenait le défunt et conformément aux lois de cet État.

Bade (Grand-Duché de). — Traité du 16 avril 1846.

ART. 2. — Sera réputé compétent :

3° En matière de succession, le tribunal du lieu où la succession est ouverte.

Belgique. — Convention du 8 juillet 1899. (Article 7, même clause que le traité badois de 1846.)

Birmanie. — Traité de commerce et d'amitié du 24 janvier 1873.

Bolivie. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 9 décembre 1834.

ART. 5. — Les citoyens des deux pays seront libres de disposer comme il leur conviendra par vente, donation, échange, testament ou de quelque autre manière que ce soit, de tous les biens qu'ils posséderaient sur les territoires respectifs. De même les citoyens des deux États qui seraient héritiers de biens situés dans l'autre, pourront succéder à

ceux des dits biens qui leur seraient dévolus *ab intestat* et les dits héritiers ou légataires ne seront pas tenus à acquitter des droits de succession autres ou plus élevés que ceux qui seraient supportés dans des cas semblables par les nationaux eux-mêmes.

Brésil. — Traité de commerce du 8 janvier 1826.

ART. 6. — Les sujets de chacune des hautes parties contractantes, en restant soumis aux lois du pays, jouiront en leur personne dans toute l'étendue des territoires de l'autre, des mêmes droits, privilèges, faveurs, exemptions qui sont ou seraient accordés aux sujets de la nation la plus favorisée. Ils pourront disposer librement de leurs propriétés par vente, échange, donation, testament ou de toute autre manière, sans qu'il y soit mis aucun obstacle ou empêchement.

Convention consulaire du 10 décembre 1860.

Déclaration interprétative (21 juillet 1866) de l'article 7 de la convention précédente.

ART. 17. — Si la succession d'un sujet de l'une des deux parties contractantes mort *ab intestat* sur le territoire de l'autre vient à tomber en déshérence, c'est-à-dire s'il n'y a ni conjoint survivant, ni héritier au degré successible, sa succession, tant mobilière qu'immobilière, doit être dévolue à l'État dans le territoire duquel il est mort.

Chili. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 15 septembre 1846.

ART. 5. — Les Français au Chili, et les Chiliens en France pourront acquérir toute espèce de biens par vente, échange, donation, testament et par toute autre voie, de la même manière que les habitants du pays. Les héritiers ou légata-

taires ne seront pas tenus d'acquitter sur les biens qui leur seraient échus par héritage ou legs, des droits autres ou plus élevés que ceux qui seraient supportés dans des cas semblables par les nationaux eux-mêmes.

Colombie. — Convention commerciale conclue le 30 mai 1892.

ARTICLE PREMIER. — Les deux hautes parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui touche l'établissement des nationaux, ainsi qu'en matière de commerce et de navigation.

Costa-Rica. — Convention du 12 mars 1848, portant succession au traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu avec le Guatemala.

Équateur. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 6 juin 1843.

ART. 6. — Les citoyens des deux nations seront libres de disposer comme il leur conviendra par vente, donation, échange, testament ou de quelque autre manière que ce soit de tous les biens qu'ils posséderaient sur les territoires respectifs. De même les citoyens de l'un des deux États qui seraient héritiers de biens situés dans l'autre pourront succéder sans empêchements à ceux des dits biens qui leur seraient dévolus *ab intestat* : et les héritiers ou légataires ne seront pas tenus à acquitter des droits de succession autres ou plus élevés que ceux qui seraient supportés dans des cas semblables par les nationaux eux-mêmes. Et dans le cas où les dits héritiers seraient, comme étrangers ou pour tout autre motif, privés d'entrer en possession de l'héritage, il leur sera accordé trois ans pour en extraire

le produit sans payer d'autres impôts que ceux établis par les lois de chaque pays.

Convention de commerce du 30 mai 1898.

ARTICLE PREMIER. — Les deux hautes parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui touche l'établissement des nationaux, ainsi qu'en matière de commerce.

Espagne. — Convention du 7 janvier 1862.

ART. 6. — Les sujets des deux États pourront disposer à volonté par donation, vente, échange, testament ou de toute autre manière de tous les biens qu'ils posséderaient dans les territoires respectifs et retirer leurs capitaux du pays. De même les sujets de l'un des deux États, habiles à hériter de biens situés dans l'autre, pourront sans empêchement prendre possession des biens qui leur seront dévolus même *ab intestat* ; et les dits héritiers ou légataires ne seront pas tenus à acquitter des droits de succession autres ni plus élevés que ceux qui seraient imposés dans des cas semblables aux nationaux eux-mêmes.

Même clause dans l'article 5 du traité de commerce du 6 février 1882.

États-Unis d'Amérique. — Convention consulaire conclue le 23 février 1853.

ART. 7. — Dans tous les États de l'Union où les lois actuelles le permettent, aussi longtemps que les dites lois resteront en vigueur, et avec la même portée, les Français jouiront du droit de posséder des biens meubles ou immeubles, au même titre et de la même manière que les citoyens des États-Unis : ils pourront en disposer librement et sans

réserve à titre gratuit et onéreux, par donation, testament ou autrement comme les habitants eux-mêmes et ne seront soumis, dans aucun cas, à des droits de mutation, de succession ou autres, différents de ceux payés par ces derniers, ou à des taxes qui ne leur seraient pas également imposées. Quant aux États de l'Union dont la législation actuelle ne permet pas aux étrangers de posséder des biens immeubles, le président s'engage à leur recommander de passer les lois nécessaires pour leur conférer ce droit. De même, en se réservant toutefois la faculté d'appliquer ultérieurement la réciprocité en matière de possession et de succession, le gouvernement français reconnaît aux citoyens des États-Unis le droit de jouir en France, en matière mobilière, immobilière et de succession, du traitement identique dont jouissent en France, en pareille matière, les citoyens français.

Grèce. — Convention consulaire conclue le 7 janvier 1876.

Guatemala. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 8 mars 1848.

ART. 6 (Même rédaction que l'article 5 du traité franco-bolivien de 1834, à l'exception du paragraphe final). — Et, dans le cas où les dits héritiers seraient, comme étrangers ou pour tout autre motif, privés d'entrer en possession de l'héritage, il leur sera accordé trois ans pour en disposer comme il leur conviendra, et pour en extraire le produit, sans payer d'autres impôts que ceux établis par les lois de chaque pays.

Honduras. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 23 février 1856. (Mêmes clauses que dans le traité de 1848 avec le Guatemala.)

Italie. — Convention consulaire du 23 juillet 1862.

Japon. — Traité de commerce du 4 août 1896.

ARTICLE PREMIER. — Ils (les Français au Japon et les Japonais en France) pourront réciproquement, dans toute l'étendue des États et possessions respectifs... acquérir, posséder et transmettre par succession, par testament, donation, ou de toute autre manière que ce soit, des biens, valeurs et effets mobiliers de toutes sortes ; ils jouiront à cet effet des mêmes privilèges, libertés et droits que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée, sans pouvoir être tenus à acquitter des impôts ou taxes autres ou plus élevés.

Libéria. — Traité de commerce conclu les 17 et 20 avril 1852.

ART. 3. — (Clause de la nation la plus favorisée.)

Mascate. — Traité d'amitié et de commerce conclu le 17 novembre 1844.

ART. 2. — (Clause de la nation la plus favorisée.)

ART. 7. — Les biens d'un Français décédé dans les États de Son Altesse le sultan de Mascate, ou d'un sujet de Son Altesse décédé en France, seront remis aux héritiers ou exécuteurs testamentaires, ou, à leur défaut, au consul ou agent consulaire de la nation à laquelle appartenait le décédé.

Mexique. — Traité de commerce conclu le 27 novembre 1886.

ART. 5. — Les Français dans les États-Unis du Mexique et les Mexicains en France pourront, comme les nationaux, acquérir, posséder et transmettre par succession, testament, donation ou de quelque autre manière que ce

soit, les biens meubles situés dans les territoires respectifs, sans qu'ils puissent être tenus à acquitter des droits de succession ou de mutation autres ni plus élevés que ceux qui seraient imposés dans des cas semblables aux nationaux eux-mêmes. En ce qui concerne la possession des immeubles, les Français au Mexique et les Mexicains en France seront traités comme les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

ART. 6. — La succession aux biens immobiliers sera régie par les lois du pays dans lequel les immeubles seront situés, et la connaissance de toute demande ou contestation concernant les successions immobilières appartiendra exclusivement aux tribunaux de ce pays. Les réclamations relatives aux droits de succession sur les effets mobiliers laissés dans l'un des deux pays par les sujets de l'autre, soit qu'à l'époque de leur décès ils y fussent établis, soit qu'ils y fussent simplement de passage, seront jugées par les tribunaux ou autorités compétentes du pays où ces effets se trouveront, mais d'après la législation de l'État auquel appartenait le défunt.

Monténégro. — Convention de commerce conclue le 18/30 juin 1892.

ARTICLE PREMIER. — Les deux hautes parties se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui touche l'établissement des nationaux et, en matière de commerce...

Nicaragua. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 11 avril 1859.

ART. 6. — (Même rédaction que l'article 5 du traité bolivien de 1834.)

Nouvelle-Grenade. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 15 mai 1856.

ART. 8. — Les sujets et citoyens de chacune des deux parties contractantes auront le droit de posséder sur leur territoire respectif des biens immeubles et de disposer, comme il leur conviendra, par vente, donation, échange, testament ou de toute autre manière, desdits immeubles et de tous autres biens qu'ils posséderaient. De même, les sujets et citoyens des deux États qui seraient héritiers par testament ou *ab intestat* des biens situés sur les territoires respectifs pourront succéder sans empêchement auxdits biens et en disposer, selon leur volonté, sans payer de droits de successions plus élevés ou de nature différente de ceux que devraient acquitter les nationaux du pays où les biens se trouveraient situés.

Paraguay. — Convention consulaire du 4 mars 1853.

Convention de commerce du 4 juillet 1892.

(Clause de la nation la plus favorisée.)

Pérou. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 9 mars 1861.

ART. 6. — Les sujets ou citoyens de chacune des hautes parties contractantes auront le droit, sur les territoires respectifs, d'acquérir et de posséder des biens immeubles et meubles, comme aussi d'en disposer par achat, vente, donation, échange, mariage ou de toute autre manière ; et leurs héritiers testamentaires ou *ab intestat*, de même que leurs légataires, pourront entrer sans obstacle en possession de l'héritage et en disposer selon leur volonté, sans payer de droits de succession autres ni plus élevés que ceux auxquels seront soumis, dans des cas semblables, les

nationaux des pays où les biens seront situés. A défaut d'héritiers ou de leurs représentants, les biens en déshérence seront traités de la même manière que le seraient, en pareil cas, des biens appartenant aux nationaux.

Perse. — Traité d'amitié et de commerce conclu le 12 juillet 1855.

ART. 6. — En cas de décès de l'un de leurs sujets respectifs sur le territoire de l'un ou de l'autre État, sa succession sera remise intégralement à la famille ou aux associés du défunt, s'il en a. Si le défunt n'avait ni parents ni associés, sa succession, dans l'un comme dans l'autre pays, serait remise à la garde de l'agent ou du consul de la nation du sujet décédé, pour que celui-ci en fasse l'usage convenable, conformément aux lois et coutumes de son pays.

Portugal. — Convention consulaire du 11 juillet 1866.

Russie. — Traité de commerce conclu le 1^{er} avril 1874.

ART. 3. — (Clause de la nation la plus favorisée pour la possession des meubles et immeubles.)

Convention pour le règlement des successions laissées dans l'un des deux États par des nationaux de l'autre pays.

ART. 10. — La succession aux biens immobiliers sera régie par les lois du pays dans lequel les immeubles seront situés, et la connaissance de toute demande ou contestation concernant les successions immobilières appartiendra exclusivement aux tribunaux de ce pays. Les réclamations relatives au partage des successions mobilières ainsi qu'au droit de succession sur les effets mobiliers laissés dans l'un des deux pays, par les sujets de l'autre pays, seront jugées par les tribunaux ou autorités compétentes de l'État auquel appartenait le défunt et conformément aux lois de

l'État, à moins qu'un sujet du pays où la succession est ouverte n'ait des droits à faire valoir à la dite succession.

Dans ce dernier cas, et si la réclamation est présentée avant l'expiration du délai fixé par l'article 5, l'examen de cette réclamation sera déféré aux tribunaux ou autorités compétentes du pays où la succession est ouverte, qui statueront conformément à la législation de ce pays, sur la validité des prétentions du réclamant, et, s'il y a lieu, sur la quote-part qui doit lui être attribuée. Lorsqu'il aura été désintéressé de cette quote-part, le reliquat de la succession sera remis à l'autorité consulaire qui en disposera, à l'égard des autres héritiers, conformément aux stipulations de l'article 8.

Saint-Domingue. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 9 septembre 1882.

ART. 5 et 6. — (Même rédaction que les articles 1 et 2 de la convention autrichienne de 1866.)

Salvador. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 2 janvier 1858.

ART. 8. — (Même clause que le traité bolivien de 1834.)

Sandwich (Iles) ou Hawaï. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 29 octobre 1857.

ART. 6. — (Même clause que le traité bolivien de 1834, avec abolition formelle de tous droits d'aubaine ou de détractation.)

Serbie. — Traité de commerce du 18 janvier 1883.

ART. 7 et 8. — (Même rédaction que les articles 1 et 2 de la convention autrichienne de 1866.)

Siam. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 15 août 1856.

ART. 1^{er} et 14. — (Même rédaction que les articles 2 et 7 du traité de 1844 avec Mascate.)

Suisse. — Convention conclue le 15 juin 1869 sur la compétence judiciaire et l'exécution des jugements en matière civile.

ART. 5. — Toute action relative à la liquidation et au partage d'une succession testamentaire ou *ab intestat*, et aux comptes à faire entre les héritiers ou légataires sera portée devant le tribunal de l'ouverture de la succession, c'est-à-dire, s'il s'agit d'un Français mort en Suisse, devant le tribunal de son dernier domicile en France, et s'il s'agit d'un Suisse décédé en France, devant le tribunal de son lieu d'origine en Suisse. Toutefois, on devra, pour le partage, la licitation ou la vente des immeubles, se conformer aux lois du pays de leur situation. Si, dans les partages de succession auxquels les étrangers sont appelés concurremment avec des nationaux, la législation de l'un des deux pays accorde à ses nationaux des droits et avantages particuliers sur les biens situés dans ce pays, les ressortissants de l'autre pays pourront, dans les cas analogues, revendiquer de même les droits et avantages accordés par la législation de l'État auquel ils appartiennent. Il est, du reste, bien entendu que les jugements rendus en matière de succession par les tribunaux respectifs et n'intéressant que les nationaux seront exécutoires dans l'autre, quelles que soient les lois qui y sont en vigueur.

Turquie. — Capitulation du 28 mai 1740.

ART. 22 § 2. — Si un Français vient à mourir, ses biens et effets, sans que personne puisse s'y ingérer, seront remis à ses exécuteurs testamentaires; s'il meurt sans testa-

ment, ses biens seront donnés à ses compatriotes, par l'entremise de leur consul, sans que les officiers du fisc et du droit d'aubaine, comme beitulmaldji et kassam, puissent les inquiéter.

Uruguay. — Convention commerciale conclue le 4 juillet 1892.

ART. 1^{er}. — (Traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'établissement des nationaux.)

Vénézuéla. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 25 mars 1843.

ART. 6. — (Même rédaction que l'article 5 du traité bolivien de 1834.)

Convention consulaire conclue le 24 octobre 1856.

BIBLIOGRAPHIE

- Annuaire de l'Institut de Droit international.
Annuaire de législation étrangère.
- ANTOINE (Ch.). — De la succession légitime et testamentaire en droit international privé ou du conflit des lois de différentes natures en matière de succession, 1876.
- ASSER ET RIVIER. — Éléments de Droit int. privé ou du conflit des lois. Paris, 1884.
- AUBRY ET RAU. — Cours de Droit civil français.
- BASILESCO. — Du conflit des lois en matière de succession *ab intestat*. Paris, 1884.
- BAUDRY-LACANTINERIE ET WAHL. — Traité des successions.
- BONNE. — Étude sur la condition des étrangers en France. (Extrait des mémoires de la Société des Lettres, Sciences et Arts de Bar-le-Duc, T. VII et VIII, années 1877-1878.)
- BEAUNE (Henri). — Droit coutumier français, la condition des personnes.
- BERTAULD. — Questions pratiques et doctrinales du Code Napoléon.
- BROCHER. — Commentaire du traité franco-suisse, de 1869. Bulletin de la Société de législation comparée.
- CHENON. — De la loi pérégrine à Rome. (Comité des travaux historiques et scientifiques), 1890.
- CHAMPCOMMUNAL. — Étude sur la succession *ab intestat* en droit international, 1892.

- CLUNET. — Revue de Droit international privé.
- CORENTIN-GUYHO. — Étude sur le traité franco-autrichien.
« Le Droit », 6 janvier 1898.
- COULON. — De la Dévolution héréditaire en droit international privé, Poitiers, 6 janvier 1889.
- DALLOZ. — Recueil d'arrêts, Répertoire et Supplément.
- DAVID. — Interprétation des traités diplomatiques par l'autorité judiciaire. Paris, 1909.
- DEMANTE ET COLMET DE SAUTERRE. — Cours analytique du Code civil, t. III.
- DEMANGEAT. — Histoire de la condition des étrangers en France.
- DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon, t. XIII.
- DESPAGNET. — Précis de Droit international privé.
- DISSARD. — De la Dévolution de la succession *ab intestat* en droit international privé, 1890.
- DITTE. — Des conventions consulaires existant entre la France et diverses autres puissances relativement à la conservation, à l'administration et à la liquidation des successions, 1903.
- DUBOIS. — Essai sur le conflit des lois.
- DURAND. — Essai de Droit intern. privé, précédé d'une étude historique sur la condition des étrangers en France, et suivi du texte de tous les traités intéressant les étrangers.
- DUDLEY FIELD.
- FIGORE. — Sulla successione degli stranieri secondo el diritto ottomano (Pel cinquantesimo anno d'insegnamento del prof. F. Pepere), Naples, 1899.
- FUZIER-HERMAN. — Codes annotés et Répertoire du Droit français.
- Gazette du Palais et du Notariat.
- Journal du Palais.
- JOUSSELIN (Pierre). — Des conflits de lois relatifs aux successions *ab intestat* et testamentaires, 1899.

LAINÉ (Pierre). — Étude sur la capacité successorale des étrangers en France, 1900.

LAURENT. — Principes de Droit civil français.

LEHR. — Le traité franco-suisse du 15 juin 1869 et la délibération de la société suisse des juristes du 19 août 1878 (tutelle, succession, etc.), Lausanne, 1878.

LOCRE. — Législation de la France, t. II et X.

MARION (A). — La loi du domicile en matière successorale, selon la jurisprudence anglaise, 1906.

MARTIN (Alexandre). — Rapport présenté à la Société suisse des juristes dans sa réunion à Genève, 19 et 20 août 1878 (sur le traité franco-suisse de 1869, spécialement au point de vue de la tutelle et des successions). Berne, 1878.

MARTENS ET DE CUSSY. — Recueil des traités.

MERLIN. — Répertoire

NOURISSON. — Droit international privé : de la succession légitime.

Pandectes françaises. Répertoire et Recueil d'arrêts.

PILLET. — Des successions dans le droit international. Rennes, 1885.

RASCANU. — La succession *ab intestat* en droit intern. privé, 1903.

RENAULT. — De la succession *ab intestat* des étrangers en France et des Français à l'étranger, 1875.

Revue critique de la législation et de la jurisprudence.

Revue pratique de droit intern. privé.

ROGUIN. — Conflit des lois suisses.

ROLIN. — Principes de Droit intern. privé, t. II, Paris, 1897.

ROSSI. — Encyclopédie du droit.

ROUGÉLOT DE LIANCOURT. — Conflit des lois personnelles.

RUFFIER-LANCHE. — Du droit de prélèvement établi par l'article 2 de la loi du 14 juillet 1819. Paris, 1903.

SAPEY. — Les étrangers en France sous l'ancien et le nouveau régime. Paris, 1843.

SIREY. — Recueil d'arrêts.

SURVILLE ET ARTHUYS. — Cours élémentaire de Droit int. privé, Paris, 1902.

THIAULT. — De la succession en Droit intern. privé, 1880, t. 7.

VINCENT ET PENAUD. — Dictionnaire de Droit intern. privé. Paris, 1888.

VIOLLET (Paul). — Histoire du Droit français.

WEISS. — Traité théorique et pratique de Droit international privé.

WEISS ET LOUIS LUCAS. — Notes dans les Pandectes franç. périodiques.

ZACHARIÆ. — Cours de Droit civil français, t. I (1843).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	5
CHAPITRE I. — Système de Droit commun.	10
<i>Section I.</i> — Droit romain.	11
<i>Section II.</i> — Ancien droit.	12
<i>Section III.</i> — Droit révolutionnaire.	25
<i>Section IV.</i> — Code civil.	26
<i>Section V.</i> — Droit comparé.	41
CHAPITRE II. — Conventions contenant des clauses analogues à l'article 1 ^{er} de la loi du 14 juillet 1819	57
CHAPITRE III. — Conventions contenant des disposi- tions formelles, relativement à la dévolution des successions.	63
<i>Section I.</i> — Traités avec l'Autriche-Hongrie, Saint-Domingue et la Serbie	63
<i>Section II.</i> — Traité franco-mexicain.	69
<i>Section III.</i> — Traité franco-suisse	81
<i>Section IV.</i> — Traité franco-russe.	99
CHAPITRE I V. — Conventions contenant la clause de la nation la plus favorisée.	105
AVERTISSEMENT	109
CHAPITRE V. — Convention de La Haye. — Conclusion.	110
CHAPITRE VI. — Conventions relatives aux successions en déshérence	116
CHAPITRE VII. — Convention réglant le sort des suc-	

cessions laissées par les marins	124
ANNEXE I. — Liste chronologique des actes et traités internationaux, intéressant les rapports de la France avec les autres nations en ma- tière de succession.	129
ANNEXE II. — Liste par ordre alphabétique des nations ayant conclu avec la France des traités re- latifs aux successions. (Textes des traités.)	148
BIBLIOGRAPHIE	161

